thingship antoher this design COMPARE & COMPARE STATES Single Sufficient Commence of Sufficient August to sprigt die burt der mit anderen

musite Heuren many Bed in the first to the first t Blancon con to the second section of the second section of the second section Legal spaig. Comment of the control of the contro S. Sent T. Dulent on A. Chilles Barting both numbers of the second Appearance of the same Market in the second and the state of t

MAC AND TRANSPORTED TO THE PARTY OF THE PART ned las other A TORING TO SERVICE SERVICE

onale du PS doit tirer guerre du Golfe

.**,⊯}#**.

(83.2)

general or

10.5

ti walif

Samoulat

A STATE OF THE STA Market of the second STREET, AND LEGIS SCA. profession AND THE REAL PROPERTY. COMPLETE. winder musicion in ther is

Supplément Radio-Télévision



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14389 - 6 F

bune des Nations unies.

Face à certaines situations d'ur-gence, de détresse ou d'injustice

extrêmes, explique alors le prési-dent – qui avait déjà à l'esprit les

souffrances du peuple kurde « gazé » quelques mois plus tôt per l'aviation de Saddam Hussein, – la

communauté internationale doit affirmer son « droit d'assistance »

aux populations civiles menacées

par la cruauté des Etats. Cette

« ardente obligation » a été conse

crée vendredi 5 avril, de la manièn tres venureurs savin, de la manere la plus solemelle. Dans sa résolution 688, qui fera date, le Conseil de sécurité des Nations untes axige de Bagdad cun accès immé-

diat des organisations humani-taires internationales à tous ceux

qui ont besoln d'assistance dans

bonne part de l'obstination fran-caise. Voità un domaine où la France socialiste a d'ailleurs large-ment évolué. Qui ne se souvient

de la «petite phrase» malheurause

de M. Cheyason affirmant en décembre 1981, au lendemain de

l'instauration de l'état de siège en

Pologne: «Bien entendu, nous

n'allons rien faire > ? On semble

aujourd'hui aux antipodes de cette indifférence érigée en raison

d'Etat. Entre-temps, de la révolu-tion en Roumanie à la famine au

Soudan, l'idée d'un droit d'assis-

tance aux peuples en péril, trans-cendant la souveraineté des États,

devint plus familière à tous. Et M. Kouchner parvint même à faire

d'Afrique, des « couloirs humani-

taires > permettant l'approvision nement aérien des plus démunis.

n'empêche - et c'est

l'essentiel - que la résolution 688 viole l'un des plus vieux

tabous de la vie internationale, qui ome la Charte de l'ONU, dès son article 2 : la non-intervention dans

les affaires intérieures d'un Etat.

Comment concilier en droit un impératif politique suprême - la pleine indépendance de l'Etat-na-

tion - et une exigence morale : le

désir de sauver des milliers

tion? M. Roland Dumas a raison

d'espérer dans ce domaine - sans trop d'illusions - une évolution du

« droit international », qu'il sou-

haite voir cintégrer la notion de

Au-delà des textes, l'affaire est éminemment politique. En s'attri-

buant - fût-ce pour soulager sa mauvaise conscience - un droit de

regard et d'intervention au détriment de l'Irak, la communauté des rtions vient de créer un immense précédent que ne manqueront pes d'invoquer les innombrables minontés – ethniques ou religieuses qui s'estiment opprimées de par le

monde. Vollà pourquoi plus d'un

pays, songeant aux doléances de ses propres minorités, a hésité avant d'avaliser un droit qui pour-

rait, un jour, être invoqué contre lui. Vollà aussi pourquei l'ONU s souligné le caractère exceptionnel

de son geste, que seules justifient

des circonstances particulières Les Kurdes, dans tout cela. se

M 0146 - 0408 0 - 6.00 F

mais un peu tard. '

onstances particulières.

droit d'ingérence ».

d'hommes menacés d'extermina-

I 'INITIATIVE est une « pre-

toutes les parties de l'Irak».

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 AVRIL 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

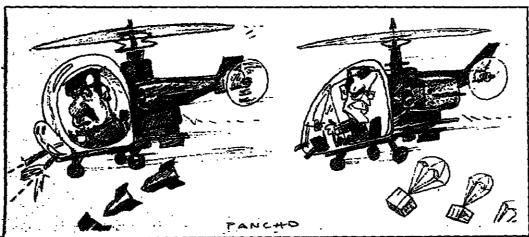
Exigeant la fin de la répression contre les Kurdes et les chiites en Irak

L'ONU demande à Bagdad de faciliter l'acheminement d'une aide humanitaire Devoir d'ingérence

La France a réussi à convaincre une EVOIR d'ingérence huma-nitaire»: voilà une for-mule promise à un joil destin. Popularisée par le secrétaire d'Etat M. Bernard Kouchner – un orfèvre en la matière, – cette « idée franmaiorité du Conseil de sécurité de voter vendredi 5 avril une résolution condamnant la répression en Irak et lançant un appel en faveur d'une aide humanitaire internationale aux populations civiles, particulièrement catae » comut une première for-tune lorsque M. Mitterrand, qui l'avait faite sienne, la défendit en septembre 1988 du haut de la trikurdes. Ce vote est une première dans la mesure où la Charte de l'ONU interdit l'ingérence dans les affaires intérieures d'un État membre. La résolution 688 a été adoptée par dix voix pour, dont celle de l'URSS, mais trois

pays se sont prononcés contre (Yémen, Cuba, Zimbabwe) et deux se sont abstenus (Chine, Inde) malgré la prudence de sa rédaction. Au total, selon des estimations faites à Ankara et à Téhéran, un million de Kurdes pourraient trouver refuge en Turquie et en Iran.

D'autre part, les députés irakiens ont accepté samedi, par 160 voix contre 31, la résolution 687 du Conseil de sécurité fixant les conditions d'un cessez-le-feu définitif dans



Lire page 3 les articles d'ASFANE BASSIR POUR et de JAN KRAUZE

M. Mauroy maintient sa proposition d'avancer le congrès socialiste

M. Michel Rocard devait s'adresser, samedì 6 avril en fin de matinée, à la convention nationale du PS réunie à Cachan (Val-de-Marne) pour discuter du « nouve) ordre mondiel ». Mais les débats devaient aussi porter sur la proposition faite par M. Pierre Mauroy d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès, la décision sur cette question étant du ressort du comité directeur, qui se réunira en juin.

Les nationalistes se rapprochent de Bucarest. Lire page 4

La violence en Afrique du Sud

« Grand Jury RTL - le Monde »

Alexei Kojemiakov, porte-parole du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, invité dimanche 7 avril à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

Reportage en Moldavie soviétique

L'ANC lance un ultimatum au président De Klerk. Lire page 5

complète le projet d'union politi-

Le conseil européen de Luxembourg

Les Douze à la recherche d'une diplomatie commune

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté se réuniront lundi 8 avril à Luxembourg pour un bref conseil européen consacré à l'après-guerre du Golfe. Les dirigeants des Douze devraient, tout en apportant leur soutien aux démarches entreprises par l'administration américaine, définir leur position sur les problèmes du Proche-Orient. L'opportunité de renouer officiellement le dialogue avec l'OLP devrait constituer l'un des thèmes de discussion. La Commission doit aussi proposer aux Etats membres l'adoption d'un programme d'aide aux réfugiés irakiens. Ce sommet aura lieu alors que la Communauté traverse une certaine crise de confiance.

RRHYFLIFS (Communautés européennes)

de notre correspondant

En dépit des succès importants et continus de la politique de relance inaugurée voilà cinq ans avec l'adoption de l'Acte unique. l'europe doute d'elle-même : le conflit du Golfe et l'impuissance manifestée en cette occasion par les Douze ont amplifié le phénomène, mais il lui est antérieur. Dans le sillage du marché unique, le projet communautaire. tout en prenant de l'ampleur, est devenu plus lointain et moins porteur.

L'ambition des programmes d'union économique et monétaire (UEM) et d'union politique est considérable, mais au stade actuel - celui de la rédaction des nouveaux traités par les deux conférences intergouvernementales qui ont commencé leurs travaux en décembre - elle suscite davantage d'inquiétude et de divergences qu'elle ne contribue à renforcer la cohésion.

L'UEM a été présentée à juste titre comme le prolongement logique, quasi inévitable, du marché unique. Cependant les perspectives qu'elle annonce et que

que font que la relance de la construction européenne a changé de nature. Il s'agissait hier, en créant un grand marché sans frontières, de nourrir la croissance, d'offrir la possibilité aux entreprises de la CEE de faire face avec de meilleures chances de succès à leur concurrence extérieure. Un objectif relativement limité auquel quiconque pouvait souscrire! Cet exercice visait à raffermir la santé économique. Les suivants, qui au reste ne sont possibles que si le premier a porté ses fruits, s'apparentent davantage à une réforme constitutionnelle.

> PHILIPPE LEMAITRE Lire la suite page 5

HEURES LOCALEX

Marchands d'idées pour élus. **•** Marseille vend ses immeubles. a La reconversion du pays de Bray.

Coalition des villes antitermites. Des cercles de qualité dans les mairies. Cossier : les maladies de la formation des fonction-

pages 13 à 16

L'Elysée et Matignon en quête d'un « nouvel élan »

La logique du capital

par Eric Le Boucher

Victoire de la « modernité » sur l' « archaïsme » socialiste? Acceptation - enfin - par le chef de l'Etat de la « réalité économique » d'un monde ouvert, mondialisé, où ses idées de l'Etat producteur sont complètement dépassées? Après neuf années de patience, M. Michel Rocard vient d'obtenir une apparente revanche sur M. François Mitterrand. L'ouverture minoritaire du capital des entreprises nationali-

sées aux capitaux privés, ou autorise un décret paru au Journal officiel, vendredi 5 avril (le Monde du 6 avril), a pour effet d'en revenir à un contrôle par l'Etat de ses filiales au travers d'une majorité simple du capital, ce que souhaite le premier ministre depuis 1982.

De grands débats avaient en effet opposé à l'époque les partisans d'une nationalisation à 100 % des groupes industriels et bancaires et ceux qui militaient nour une conception moins polide contrôle à 51 %. M. Rocard se plaçait en tête de ces derniers mais le chef de l'Etat avait tranché pour l'autre camp, en faveur des nationalisations à 100 %. Le gouvernement se range aujourd'hui derrière M. Rocard...

tique et plus souple d'une prise

Chaque époque impose ses contraintes. Les discours politiques simplifient à l'extrême les débats sur le rôle de l'Etat dans l'économie.

Lire la suite page 17

par Jean-Marie Colombani

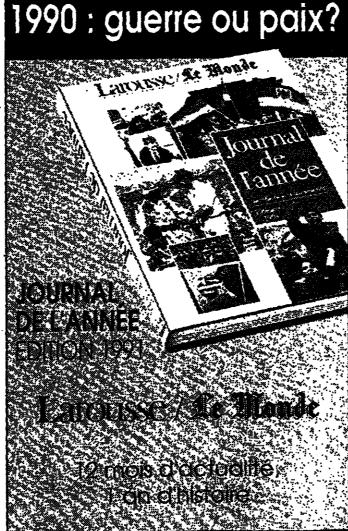
Une aide publique massive pour l'informatique et l'électronique; 1,5 milliard de francs pour l'audiovisuel ; un projet de loi sur la « sécurité intérieure » : un ministre de la ville qui prend aux communes aisées pour donner à celles qui sont en difficulté : on ne compte plus les initiatives du pouvoir central pour tenter de redresser, aux dépens de la main invisible de la société civile, une situation dégradée.

expliquent sans doute cet apparent retour de l'Etat sur le devant de la scène. Ces initiatives ne relèvent donc pas d'une analyse a priori qui aurait conduit les socialistes à tirer la leçon de leurs pratiques capitalistes et à revenir à leurs anciens credo, ou à leurs vieux démons dirigistes : à preuve l'ouverture partielle des groupes publics au capital privé. Mais elles s'inscrivent dans un contexte qui marque le passage d'une décennie à l'autre : l'Etat

revient sous la contrainte de la question sociale. Sans qu'il soit pour autant question d'une restauration de l'Etat tout-puissant des débuts de la Ve République, ni même de celui du début du décennat de M. Mitterrand. Non : le constat de faillite des économies administrées, comme aime à le dire M. Bérégovoy, est passé par là. Il s'agit plutôt de substituer à l'Etat modeste, cher à M. Michel Rocard, peut-être, ensin, un Etat moderne.

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER: Algére, 4.50 DA; Maroc, 8 DH; Turisie, 750 m; Alemagne, 2.50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgape, 40 FB. Cenarle, 2.25 S CAN; Antièss/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p., Grèce, 200 DR; Irlande, 1,10 £; Italia, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégel 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.



مكذا بن الاصل

Le coup d'Etat de Rachid Ali Gaylani à Bagdad

ANS les premiers jours de ce mois d'avril 1941, les officiers nationalistes de l'armée, qui constituent en Irak le fer de lance du mouvement d'opposition à la Grande-Bretagne, prennent le pou-voir à Bagdad, à l'issue d'un coup d'Etat rapide et pour une fois non sanglant. Dans la matinée du le avril, les troupes commandées par les chefs militaires du putsch, les quatre colonels nationalistes affiliés à une association secrète, connue sous le sobriquet de « Carré d'Or », donné par les Anglais, se rassemblent à la caserne Rachid pour préparer l'assaut du palais royal.

Avec eux se trouvent le chef de l'état-major de l'armée, le général Amin Zaki, et l'ancien premier ministre Rachid Ali Gaylani, un politicien sunnite chevronné, ennemi avére de l'Angleterre et de la dynas-tie hachémite irakienne, qui. début février, avait été écarté du pouvoir à la demande du trop entre-prenant ambassadeur britannique Kinahan Cornwallis, une sorte de haut-commissaire de Londres à Bag-dad. La présence des quatre colonels du « Carré d'Or», Salah El Dine Sab-bagh, Kamal Chahib, Mahmoud Salmane et Fahmi Saïd, commandant respectivement les 1= et 3 divisions. les forces aériennes et le corps des blindés, garantit à elle seule le succès de la conspiration.



Le premier objectif des conjurés est de se saisir de la personne du régent Abdullilah, qui représente pour eux «l'homme des Anglais», celui grâce à qui la Grande-Bretagne règne toujours à Bagdad, malgré la fin du mandat britannique en 1930 et l'accession, en 1932, de l'Irak à ses amis, le régent parvient cependant dans la soirée à quitter le palais encerclé par les mutins. Caché dans la maile arrière de la voiture de l'amhassadeur des États-Unis, il gagne la basc de Habbaniyeh, que les Anglais controlent aux termes du traité anglo-irakien de 1932, puis rejoint RAF qui l'amène finalement à Jérusalem, où, en compagnie de son « ame damnée Noury Said», un autre homme lige des Anglais, il obtient l'asile politique en Transjordanie, auprès de son oncle l'émir Le 3 avril, le chef d'état-major, le

genéral Amine Zaki, forme un gouvernement militaire provisoire et, une semaine après, le Parlement. réuni en séance extraordinaire, proclame la déchéance du régent Abdulfilah et nomme à sa place le chérif Charaf, un obscur parent éloigné du jeune roi Fayçai II, agé alors de qua-tre ans. Rachid Ali Gaylani est chargé de former le nouveau gouvernement, qu'il truffe de ses amis poli-tiques, comme lui des nationalistes violemment anti-britanniques et par-tisans d'une étroite collaboration au moins momentanée avec les puis-sances de l'axe hitlérien. En Irak comme en Egypte, en Palestine et ail-leurs dans le monde arabe, le principal ennemi des nationalistes arabes est alors la Grande-Bretagne et, conformément à l'adage « les ennemis de nos ennemis sont nos amis v, ces derniers appuient l'Allemagne et l'Italie avec l'espoir que celles-ci -«une fois gagnée la guerre» - leur accorderont une totale indépendance, sans l'humiliation que les Britanni-ques leur ont imposée en leur faisant signer des traités réduisant singuliè-rement leur souveraineté. Et ce n'est pas un hasard si le roi Farouk d'Egypte a été le premier à féliciter ureusement Rachid Ali Gaylani à l'occasion de son accession au pou-

Pour les Britanniques, le coup d'Etat est d'autant plus fâcheux qu'il survient à un moment où les pays de



(de ganche à droite) : le roi Fayçal II, le régent Abdullilah et Noury Saîd. Extrait de The Modern History of Irak, par Hebe Marr, Westview Press, Etats-Unis, 1985.

l'Axe viennent de remporter une le désert occidental et en Grèce. Voulant dans un premier temps rassurer les Anglais, Rachid Ali Gaylani se déclare prèt à respecter l'accord de 1930 qui donne le droit de transit militaire à la Grande-Bretagne en cas de guerre. Le 17 avril, il autorise le passage à travers l'Irak des unités hindoues qui ont débarqué à Bassorah, en route pour le désert occidental, mais, le 29, il s'oppose au débarquement de nouvelles troupes britanniques, probablement à l'instigation des Allemands, avec lesquels il demeure en contact par l'intermédiaire de l'ambassade d'Italie, qui est restée ouverte à Bagdad, et du grand mufti de Jérusalem, Hadi Amine El Husseini, qui, à la suite de l'échec du mouvement de résistance palestinienne, s'est réfugié en octobre 1939 à Bagdad, d'où il lance de violents appels à la guerre sainte contre les Britanniques. Devenu pro-allemand par haine du sionisme, le musti de Jérusalem contribue grandement à

exacerber les sentiments nationalistes arabes qui dominent alors en Irak.

brise l'encerclement de Habbaniyeh

le 18 mai et se dirige à marches for-

cees vers Bagdad. Le 28 mai, sentant

la partie perdue, Rachid Ali Gaylani,

le mufti de Jérusalem, les quatre

colonels du «Carré d'Or» et les

agents allemands qui pullulaient

alors dans la capitale irakienne s'en-

Pour éviter cette défaite, les quatre

avaient adressé le 30 avril un appel à

arabe est, au Proche-Orient, «l'allié

naturel de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne» et que le soulève-

ment en Irak revêt à ses yeux une

«importance spéciale». Mais, dans la

pratique, il réagit avec peu d'empres-

sement aux appels au secours de Rachid Ali Gaylani, étant occupé à

préparer sa campagne de Russie. Quelques Messerschmitt arrivent bien en Irak vers le 10 mai, après

que Vichy a accepté - à la suite d'un

fuient vers Téhéran.

Intervenant en pleine guerre, le «défi» de Rachid Ali Gaylani constitue pour la Grande-Bretagne un casus belli. D'autant plus que, abandonnant sa politique de prudence, le nouveau maître de Bagdad donne l'ordre à l'armée d'investir Habbaniyeh après avoir adressé au commandant de la base un ultimatum lui enjoignant de cesser toutes les opérations sériennes. Le 2 mai commence done une guerre anglo-irakienne qui durera à peine trente jours. Elle oppose les quelque deux mille Britanniques de la base, dotés d'une soixantaine d'avions d'un modèle ancien, aux huit mille Irakiens dépèchés sur les lieux. Avec l'arrivée rapide des renforts de la Légion arabe du général Glubb Pacha, à travers le désert jordanien, le combat devient vite inégal.

Constituée en Palestine le 11 mai, une colonne britannique, la Hab-force, protégée par les chasseurs de la RAF et les bombardiers Wellington,

pour l'Irak sur le territoire syrieu, mais trop tard et en trop petit nombre - une trentaine environ - pour sauver la situation. Les armes et les munitions dépêchées de Syrie, égale-ment avec l'autorisation des autorités de Vichy, arrivent de même trop

voyage de Darlan à Berchtesgaden -d'autoriser le transit et le ravitaille-

ment des avions allemands en route

~ - pX - - ≈

The same of the same of

- - The Control of the Control

THE PERSON NAMED IN

The Mark State States

A SPECIAL

Le 31 mai, les plénipotentiaires britanniques pénétrent dans la capi-tale irakienne pour y conclure un armistice, sous le regard haineux des Irakiens qui détournent la tête pour na pas avoir à les saluer. Deux jours plus tard, le régent Abdullilab regagne, en compagnie de Noury Said, le palais royal, sous la protection des Horse Guards, suivi du jeune roi Fayçal que Rachid Ali Gay-lani avait exilé à Irbil. L'ancien régime pro-britannique est rétabli autour du tandem Abdullilah-Noury Saïd, qui tire sa force de son alliance avec la Grande-Bretagne. Une longue période de troubles suit, émaillée de grèves, de manifestations et d'émeutes contre les juifs accusés d'avoir collaboré avec les Britanniques. La répression sera impitoyable. Les partisans du coup d'Etat sont pendus aux lampadaires de la ville ou fusillés.

Le 4 mai 1942, Rachid Ali Gayiani et les quatre colonels du «Carré d'Or» sont condamnés à mort par une cour martiale. Les personnalités nationalistes qui avaient été dépor-tées en Rhodésie sont livrées par les Britanniques aux autorités irakiennes. Certaines d'entre elles seront exécutées et les autres enfermées dans des camps de concentration spécialement créés à leur intention. Les quatre colonels seront, entre 1942 et 1945, arrêtés dans leurs lieux d'exil respectifs par les Britan-niques, ramenés à Bagdad, où ils seront pendus à la grande grille du ministère de la défense. Ils deviennent ainsi des heros nationaux aux yeux des nationalistes irakiens, et ce n'est pas un hasard si, au cours de la révolution du 14 juillet 1958, qui mit fin une fois pour toutes à la monar-chie hachémite de Bagdad et sonna le glas de l'influence britannique en Irak les cadavres du régent Abdulliah et de Noury Said lynchés par la foule furent pendus au même

Une âme de conspirateur

Seuls, parmi les principaux protagonistes du coup d'Etat du 1º avril 1941, le mufti de lérusalem et Rachid Ali Gaylani ont la vie sauve. Ce dernier, qui, après un court sejour en Allemagne, avait obtenu l'asile politique en Arabie saoudite avant de s'installer en 1954 au Caire, se rallie en juillet 1958 à la révolution du général Kassem et rentre en Irak où il est accueilli triomphalement. ou il est accueili trompiatement.
N'avait-il pas tenté, dix-sept ans
avant le général Kassem, de débarrasser le pays du roi Fayçal II, du
régent Abdulidah et de Noury Saïd,
ces trois pilliers de l'influence britannique à Bagdad?

Personnage déroutant, à la fois infatigable et impulsif, prêt à assumer tous les risques en se lançant dans des politiques aventureuses, celui qui avait été la «figure de colonels et Rachid Ali Gaylani l'aide aux pays de l'Axe. Hitler y répond indirectement le 23 mai 1941 dans sa directive N20, qui affirme que le mouvement de libération ceun qui avant ete la «riguite de prone» du coup d'Etat de 1941, dont les véritables auteurs furent en fait les quatre colonels du « Carré d'Or», avait une âme de conspirateur. Sa lune de miel avec le général Kassem fut de courte durée, et, en décembre 1058 il propriet à recomme la Colone fat de courte durée, et, en decembre 1958, il parvint à regagner Le Caire après avoir été accusé de complot pro-nassérien. Il aura néanmoins droit à Bagdad, après sa mort à l'âge de soixante-treize ans, dans une clini-que de Beyrouth, à des funérailles nationales présidées par le général Abdel Salem Aref, l'un des «tom-beus» du sénéral Kassen beurs » du général Kassem.

JEAN GUEYRAS

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Daniel VERNET (le Monde) Pierre-Marie CHRISTIN PORTE-PAROLE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE et Bernard POIRETTE (RTL)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-85-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 208.806 F

ADMINISTRATION : AUMINIS INA TION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: [1] 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-80-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principatus associés de la société Société civile « Les Rédacteurs du Monde », « Association Beuve-Mérv ». Société anonyme Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises.

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

5. rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-53-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F Téléta : 45-55-04-70 - Société fibiale du journal le Monde et Répe Preue SA

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Reproduction interdite de tout artici sauf accord avec l'administration

Comm' ssion paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

enseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33 LE MONDE TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** PLACE HUBERT-BEUVE-ERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tail	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS roie normarie y compris CEE arion
) moù	499 F	572 F	790 F
ó mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 22	1 400 F	2 586 F	2968 F

ÉTRANGER: nar voie aerienne tarif sur demande. Pour vous abonnes RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnes sont invités à formuler leur demande deux

D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

BULLETIN

Prénom

Adresse : Code postal:

Localité : _ Pays: _

111 MON 02

Le Monde Edité per la SARL Le Monde

Comité de direction : se uniculari ; cques Leourne, gérant rectour de la publication Bruno Fragnet racteur de la rédection Jacques Catul tracteur de la gastion Manuel Luciert secrétaire panéral

Anciens directeurs :

ETRANGER

L'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution condamnant « la répression des populations civiles irakiennes »

La France est parvenue à vaincre les réticences de nombreux pays membres de l'ONU

the - and tentaine cution bad-man, tech fact of on too bad-boat 1,1138 on is tentucing the - une trentaine environ.

Souver la situation, Les anna mentions depéchès de Sire ment user l'autorission de sa de l'achy, arrivent de mète. La France a réussi à faire adopter vendredi 5 avril per le Conseil de sécurité une résolu-Le 31 mai, les plempare britanniques pénétrem dans tale matienne pour ; cons affinitier, sons le mard land tout une uni dutourrent land tion condamnant la répression irakienne contre les Kurdes. La résolution 688 a été adoptée par 10 voix pour, 3 voix contre (Cuba, le Yémen et le Zimbabwe), la Chine et l'Inde s'étant abstenues. La texte d'inspiration française a été parrainé par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique qui préside le Conseil au mois d'avril. L'URSS, après bien des Said que nos es torse de las avec la formade-Bretagne l'un période de troubles sui mai festes, de la manifestation d'annoules contre les landidations confidence des la landidations confidence de la landidation della la la landidation de la landid hésitations, a finalement rejoint le camp occidental.

NEW-YORK (Nations unles) correspondance

Cette résolution « sans précédent » du Conseil est considérée par plusieurs pays du tiers-monde comme une « ingérence dans les affaires intérieures » d'un pays souverain. Elle « insiste » pour un accès immédiat des organisations humanitaires « à lous ceux qui ont besoin d'assistance ». Elle demande aussi un rapport d'e urgence » du secrétaire général sur le sort des populations civiles irakiennes « en particulier la population kurde». Elle « exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaurera » entre le gouvernement irakien et les minorités. Une première version, rejetée

> « Crime contre l'humanité »

par l'Union soviétique, «exi-genit » qu'un tel dialogue s'ins-

Le représentant de la France, M. Jean-Marc Rochereau de La Sablière, a très habilement piloté le passage de cette résolution, jugé « impossible » il y a quelques

jours encore, en raison des réticences initiales de la plupart des pays membres, en particulier l'Union soviétique.

Dans un discours prononcé aussitôt après le vote, M. Rochereau de La Sablière a notamment déclaré : « Les violations des droits de l'homme deviennent d'intérés insernational lorsqu'elles prennent de telles proportions, atteignant la dimension de crime ntre l'humanité ».

L'ambassadeur de Turquie, M. Aksin, a estimé pour sa part vraisemblable que plus d'un mil-lion de personnes soient obligées de se réfugier dans son pays. Soude se réfugier dans son pays. Sou-lignant qu'« aucun pays n'est capable de faire face à une telle arrivée massive », il a demandé qu'une mission d'urgence de l'ONU se rende dans la région pour mesurer l'ampleur de l'aide apporter.

Le représentant de la Républi-que islamique d'Iran, M. Kamal

Kharrazi, a affirmé que son pays n'était pas intervenu dans les affaires intérieures de l'Irak; il a affirmé que plus de 110 000 frakiens sont déjà en Iran et que dans les jours à venir près de 500 000 autres chercheront à s'y

Des « larmes de crocodile»

Le représentant de l'Irak a pour sa part ironisé sur les « larmes de crocodile » du Conseil et a déclaré que pour aider le peuple irakien. il vaudrait mieux lever les sanctions « pour qu'il puisse manger » M. Al Anbari a demandé que le secrétaire général envoie une mission d'étude au nord de l'Irak, ajoutant que son gouvernement ne pouvait pas laisser des « saboteurs ravager son pays s. Il a confirmé que l'Irak avait déclaré une amnistie générale « sauf pour les assassins qui, eux, seront pour-

L'une des voix les plus difficiles à obtenir a été celle de la Roumanie aux prises avec sa minorité hongroise en Transylvanie. Le « prix de son vote» a été la mention dans le préambule de la résolution, de l'article 2 de la Charte des Nations unies qui stipule le principe de non-ingérence. L'ambassadeur roumain. M. Aurel Dragos Munteanu, a déclaré que cette résolution ne devrait pas créer de précédent.

L'ambassadeur américain M. Thomas Pickering s'est félicité de l'adoption du texte et a fait état de la décision du président Bush de parachuter des secours pour les réfugiés irakieus. Il a également proposé de venir en aide à l'Iran, une démarche sans précèdent entre deux pays qui n'ont pas de relations diplomatiques. Après quelques hésitations l'Union soviétique a voté la résolution, se ralliant une nouveile fois à l'Occident en dépit de ses propres problèmes de nationalité.

Toujours très direct l'ambassadeur britanique sir David Hannay n'a pas décu : « Je vois mal l'Irak se joignant au concert des nations tant que Saddam Hussein restera au pouvoir ». Sir David a également annoncé que son gouvernement a décidé d'accorder une aide de 20 millions de livres sterling aux réfugiés kurdes.

A Paris, où quelques milliers de

Les Etats-Unis vont parachuter des secours aux Kurdes

Le président Bush, houspillé par la presse américaine et poussé par les alliés des États-Unis, a fini par se décider à apporter une aide humanitaire aux Kurdes qui fuient les forces de Saddam Hussein. A partir du dimanche 7 avril, des avions américains doivent parachuter de la nourriture, des couvertures, des vêtements, des tentes et d'autres matériels de secours aux populations kurdes.

> WASHINGTON de notre correspondant

Cet effort sera accompli « uniquement pour des raisons humanitaires », a souligné M. Bush, qui a réitéré son resus d'engager les troupes américaines dans la a guerre civile a irakienne. Il a cependant ajouté que les Etats-Unis a attendent du gouvernement irakien gu'il n'interfere pas dans cel effort », ce qui semble constituer une sorte de mise en garde à Bagdad, et souligne l'étrangeté de la situation : les Etats-Unis

n'empêchent pas l'Irak, qu'ils viennent de défaire militairement, d'utiliser le reste de ses forces pour poursuivre ses opérations de répression contre les Kurdes, mais mettent à profit leur totale suprématie aérienne pour soulager les souffrances de ces mêmes popula-

Nouveau voyage de M. Baker au Proche-Orient

«La tragédie humaine qui se déroule à l'intérieur et autour de l'Irak requiert une aide massive et immédiate, a déclaré le président Bush pour justifier sa décision. annoncée vendredi 5 avril en fin d'après-midi; « il y va non seulement de la vie de centaines de milliers d'hommes, de semmes et d'enfants, mais également de la paix et de la sécurité dans le Golfe.»

L'administration est prête à consacrer une somme de dix millions de dollars (oui pourrait être majorée par la suite) à cette opération de secours, et un peu moins de l million de dollars supplémentaires pour une campagne de vacci-

nation des enfants en Irak. D'autre part, le secrétaire d'Etat, James Baker, se rendra à la frontière turque (vraisemblablement dimanche), avec un double objectif : souligner l'intérêt que les Etats-unis portent désormais au sort des réfugiés et faire pression sur Ankara, que Washington a déjà

qui n'entend pas supporter seule la prise en charge de ces réfugiés.

Cette étape en Turquie à été ajoutée à la dernière minute au programme d'un nouveau voyage de M. Baker au Proche-Orient, annoncé quelques heures avant que M. Bush ne fasse part de sa décision de parachuter des secours aux Kurdes. Le secrétaire d'Etat s'était déjá rendu dans la région au mois de mars, pour tenter de relancer le processus d'un reglement israélo-

Les espoirs suscités à l'époque sont largement recombés entretemps, mais le retour de M. Baker dans la région montre que les Etats-Unis ne veulent pas renoncer: «S'il n'y avait absolument aucune raison de se rendre sur place, si on était décourage, on ne se donnerait probablement pas la peine d'y aller », a déclaré à ce propos le porte-parole du département d'Etat, M= Tutwiler. Les ambitions de l'administration semblent néanmoins modestes. « Je ne crois pas que nous soyons à la veille d'un accord», a admis vendredi le président Bush.

M. Baker se rendra d'abord, mardi 9 avril, en Israël, comme pour souligner que c'est là que se situe actuellement le blocage majeur. Depuis la première visite du secrétaire d'État, le gouvernement de M. Shamir a pris une série de décisions qui sont exactement à l'opposé de ce que souhaiterait Washington : sévérité accrue à l'égard des Palestiniens, nouvelles expulsions, accélération de la politique d'implantations dans les territoires occupés. De leur côté, les pays arabes, en particulier l'Egypte, ont fait savoir que le processus prôné par Israël - normalisation des relations entre l'Etat juif et ses voisins arabes avant toute discussion de la question palestinienne - n'était pas acceptable

pour eux.

- JAN KRAUŻE

 M° Langlois exprime sa satisfaction. - M. Denis Langlois, porteparole de l'Appel des 75 pendant la guerre du Golfe, s'est félicité, samedi 6 avril, de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nationsunies de la résolution 688 condamnant « la répression du peuple kurde », « éternelle victime de l'histoire ». Me Langlois a regretté, toutefois, que « cette décision soit intervenue aussi tardivement». Il a aussi dénoncé « l'hypocrisie des vat-en guerre qui jouent aujourd'hui aux insirmiers et aux bonnes àmes charitables, alors que ce sont eux qui ont armé la dictature de Sadpriée d'ouvrir sa frontière, mais dam Hussein

Le texte de la résolution 688

«Le Conseil de sécurité.

Conscient de ses devoirs et de ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internatio-

» Conscient aussi des disposi-tions de l'article 2, paragraphe 7, de la Charte des Nations unies (1),

> Profondément préoccupé par la répression des populations civiles irakiennes dans de nom-breuses parties de l'irak, y compris ares récomment dans les zones de peuplement kurde, laquelle a conduit à un flux mas-sif demétaglés ware des frontières internetionales et à travers celles-ci à des violations de frontière qui menacent la paix et la sécurité internationale dans la

» Profondément ému par l'ampleur des souffrances de la population.

Prenant note des lettres adressées par les représentants permanents de la Turquie et de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations unies, en date respectivement des 2 avril et 4 avril

» Réaffirment l'engagement is par tous les Etats membres de respecter la souveraineté, taires en Irak et de lui faire rec-

l'intégrité territoriale et l'Indépendance politique de l'Irak et de

tous les Etats de la zone, » Ayant à l'esprit le rapport du secrétaire général en date du 20 mars 1991 (2),

1. Condamne la répression des populations civiles ira-kiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très écemment dans les zones de peuplement kurde, qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région.

2. Elige que l'Irak, pour contri-leur à éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationales dens la région, mette fin sans délai à cette répression et, dans ce contexte, exprime l'es-poir qu'un large dialogue s'instaurera en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens,

3. Insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak et qu'il mette leur disposition tous les movens nécessaires à leur

4. Prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts humani-

l'issue d'une nouvelle mission dans la région, sur le sort des populations civiles irakiennes, et en particulier de la population kurde, affectées par la répression sous toutes ses formes exercée par les autorités irakiennes.

port d'urgence, éventuellement à

5. Prie également le secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris ceux des institutions spécialisées pertinentes des Nations mules, pour faire face d'urgence aux besoins fondamemaux des réfugiés et des populations fra kiennes déplacées,

6. Lance un appel à tous les Etats Membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts 'assistance humanitaire,

7. Exige de l'Irak qu'il coopère avec le secrétaire dénéral à ces

8. Décide de rester salsi de la cuestion >.

(1) Il stipule que les Nations unies ne sont pas autorisées à intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence ationale des Etats (NDLR).

(2) Le rapport de Martti Athiszari la situation humanitaire en Irak

Ankara et Téhéran estiment qu'un million de réfugiés pourraient chercher asile en Turquie et en Iran

Selon des recoupements établis sur la base de chiffres officiels fournis, vendredi 5 avril, par les autorités iraniennes et turques, quelque 135 000 irakiens (dont 60 000 Kurdes), se sont réfugiés en fran au cours des derniers jours, et près de 250 000 (en majorité kurdes) en Turquie.

Le gouvernement turc a demandé une aide d'urgence à la communauté internationale pour l'aider à faire face à cet afflux qui menace de s'amplifier dans les prochains jours, selon le président Turgut Ozal, qui a estimé qu'un demi-million de Kurdes au total pourraient chercher refuge en Turquie. M. Ozal a également estimé que si les pressions de PONU sur Bagdad se révélaient insuffisantes pour arrêter la répression, les allies devraient « prendre en considération une intervention contre l'Irak ». Cette hypothèse à cependant été formellement écartée par Washington et Londres. Du côté iranien. l'ambassadeur de Téhéran aux Nations unies a également estimé à environ un demi-million le nombre d'Irakiens kurdes ou chiites qui pourraient tenter de se réfugier en iran dans les prochains jours.

Bagdad, qui conteste ces chiffres, a décidé vendredi une amnistie partielle pour les insurgés kurdes. Dans un communiqué diffusé à la suite d'une réunion présidée par M. Saddam Hussein, le Conseil de commandement de la révolution (CCP) la dement de la révolution (CCR), la phis haute instance politique, a pro-

clamé « une amnistie aux Kurdes ira-kiens, dans la région autonome du Kurdistan, pour trahison et tout acte punissable par la loi qui se serait pro-duit pendant les troubles, à l'exception des assassinats, des viols et des vols». L'Irak a par ailleurs officiellement informé les Nations unies de sa disposition à recevoir une commission internationale pour superviser l'application de cette amnistie parelle. Les rebelles ont pour leur part qualifié de « farce cruelle » cette mesure. A Damas, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a réaffirmé que les réfugiés ne

convocation d'élections libres sous l'égide des Nations Unies. Il a fait état d'une forte mortalité parmi les dizaines de milliers de civils affolés qui out firi à pied vers la Turquie et l'Iran.

Un appel de M™ Mitterrand

Vendredi, des Kurdes ont manifesté dans plusieurs grandes villes d'Europe pour attirer l'attention sur la répression. A Istanbul, un homme a été tué par balle devant le consulat irakien, où un groupe de manifesrentreraient au pays qu'après la tants venait de commencer à lancer chute de M. Saddam Hussein et la des pierres contre le bâtiment.

personnes ont manifesté vendredi soir de la place de la République à l'Assemblée nationale à l'appel d'une vingtaine d'associations et partis kurdes en France, Mr Danielle Mit-terrand a invité les Français, lors d'une conférence de presse au siège de France-Libertés, l'association dont elle est la présidente, à venir en aide aux Kurdes et à rejeter la notion de non-ingérence. Elle a notamment demandé aux transporteurs routiers et ferroviaires d'organiser des convois pour la Turquie. Elle a cependant précisé que ce qui se passait aux frontières turque et iranienne était, à ses yeux, une « exter-

mination » et non un « génocide » .

Poursuivant sa mission d'exploration, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action huma-nitaire, est arrivé vendredi soir à Téhéran. Il devait rencontrer samedi matin le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a critiqué vendredi soir les Etats-Unis pour « avoir autorisé l'armée irakienne à utiliser ses hélicoptères ». Le guide de la République islamique, Ali Khamenei, avait pour sa part invité, vendredi, le peuple irakien « à résister et à en finir avec le régime bassiste de Bagdad ». A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CiCR) a dépêché vendredi une équipe de délégués en « mission d'évaluation » dans le nord de l'Irak. Le CiCR, qui affirme avoir découvert a l'horreur » dans les villes sud de l'Irak, estime ne pas pouvoir faire face seul aux immenses besoins d'assistance dans toute la partie méridionale de l'Irak. - (AFP, Reuter, AP.)

un dossier de 40 pages







avez-vous besoin d'une psychanalyse? patients et analystes répondent

qui après Rocard? notre enquête

L'aide humanitaire française

Un numéro vert à la cellule d'urgence du Quai d'Orsay

Un numéro vert (appel gratuit), pour toutes informations relatives à l'aide humanitaire française, publique et privée, au bénéfice des populations civiles irakiennes, notamment kurdes, « victimes de la répression », a été ouvert à la « ceilule d'urgence » du ministère des affaires étrangères à compter du 5 avril (de 9 h à 22 h). Il s'agit du

numéro: 05-17-33-07. Les dons en argent peuvent être versés sur les comptes suivants : - Fondation France-Liberté: a SOS Kurdes » CC 45 310 Z

(Caisse des dépôts et consignations) - Croix-Rouge française: CB «Croix-Rouge Kurdes» ou CCP 600 00 Y

- Aide médicale internationale : CCP 45 44 V Paris - Médecins du Monde : CCP 11

- Médecias sans frontières : CCP 40 60 U Paris - Pharmaciens sans frontières :

11 36 31 U Clermont-Ferrand - Secours populaire français : CCP 65 437 H.

De 222 de compliana Marian to en entropia. A re-MANUAL WILL Mar appare. HAR. ت. براد. د ت **海路** 600 11 Carrie gen dent ser A STATE OF on direct sur

eni à Bagdad

copage de Darian à Berchege d'autoriser le transil et le raig ment des aviors allemands de pour l'Irak sur le territoire à mans trop tard et en trop per

tarien: dai grioniscat pl

fraktens qui desouraren la ficne pas arrar 3 les solere la ficpius tard le régent les
regagne, ca compagnie à
solo, le palais roral loui la
tion des Horse Guarde le
regent avant extité à livit le
régime pro-britannesse.

régime pro-éritannique es subseur du landent Abdulle

want that had on the second

dentaries contained are les

days consists are an action for participation of company of compan

Le 4 mai 1942 Parker

lans et les quaire colons à

d'Orn sont continues es

that their menting for his

naturalistes qui aversi e ters en Rhodes e second

Britannigura But Butte

kiennes Canamer &

Alleman and the state of the st

mere ales des camp des

then operationed cone as tion. It is duffer the a control to duffer the

inca de l'april pre

Material and the series

mental della della della salata ti

tient man der beter tie

who is interest to

BOW per un favora de

to be on a second

olimbor observable a

Madr Strick gerige

EUROPE

M. Iliescu à Moscou

Signature d'un nouveau traité d'amitié soviéto-roumain

Le chef de l'Etat roumain, M. lon Iliescu, et le président Gorbatchev ont signé vendredi 5 avril un traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage entre la Roumanie et l'URSS, à l'occasion d'une visite de M. Hiescu à Moscou. C'est la première fois depuis les changements survenus en

Europe de l'Est qu'un pays membre de l'ex-bloc soviétique signe un tel traité. « Une année s'est écoulée et maintenant, partout, les gens aboutissent à la même conclusion : nous avons besoin les uns des autres », a déclaré M. Gorbatchev. Ce traité, a-t-il jugé, sara « une pierre solide

dans la construction de nouveaux liens entre les Etats d'Europe de l'Est ». Selon le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, cet accord se substitue aux liens établis dans le cadre du pacte de Varsovie. ~ (AFP.

Les nationalistes moldaves ont choisi de se rapprocher à petits pas de Bucarest

de notre envoyé spécial

Pour Vitalia et Serge, l'arrivée de la télécommande en Bessarabie serait d'un grand secours. Ils habitent la Bessarabie, région qui fut hongroise ottomane, russe, puis roumaine et qui est soviétique depuis 1944, mais qui ne sait pas ce qu'elle sera demain. Dans leur appartement de Kichinev, mangé par des livres roumains et russes, ils se lèvent réguliè rement pour augmenter ou baisser le son de la grosse télévision couleur branchée sur «Vremia», le journa du soir de Moscou aux images kaléi

Avant de se relever pour monter ou réduire le son du petit poste noir et blanc qui, dans le même temps capte le «20 heures» tremblotant de Bucarest. Comme la grande majorité des intellectuels de la Moldavie soviétique et indépendantiste, les Pavlienco, bien que parlant parfaitement le russe, penchent vers la Roumanie. Même s'ils savent que leur avenir se iouera peut-être à Moscou

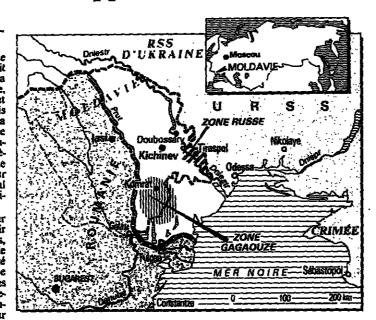
Depuis que les chars soviétiques ont ensangianté Vilnius en janvier dernier, la police moldave, armée de kalachnikovs, monte la garde devant le Parlement de la République, qui s'est déclarée « souveraine » le 23 juin 1990. Vitalia, une des responsables de la nouvelle agence Moidova-pres, continue tranquillement de se rendre presque tous les mois à Bucarest pour des contacts avec l'agence de presse roumaine. Mais, les intellectuels et les dirigeants politiques mis à part, la majorité des Moldaves ne savent pas ce qu'ils veulent : la réunification avec la Roumanie ou leur propre République, indépendante? Ils savent en revanche ce qu'ils ne veulent pas:

Seion un sondage mené à la fois par les centres moldave et soviétique «de recherche sur les opinions», dif-fusé par Tass à la veille du référendum du 17 mars, 30 % des habitants d'ethnie moldave sont pour leur maintien dans l'Union. Dans son ensemble (les 35 % de russophones inclus), la population de Moldavie se prononcerait, selon ce sondage, à 43 % pour son maintien au sein de l'Union, contre 42 % pour un État indépendant. Seuls 3 % de la population choisiraient la réunification avec la Roumanie. « Nous avons connu les Roumains, puis les Russes, maintenant nous voulons simplement être chez nous », explique un vieux pay-san édenté par les famines succes-

Dans les campagnes, où vivent la majorité des Moldaves (qui forment 65 % des 4,5 millions d'habitants de la république), l'enthousiasme pour les retrouvailles avec « les frères de l'est du Prut», la rivière-frontière avec la Roumanie, est beaucoup plus tiède que chez les Moldaves de Kichinev. «L'indépendance d'accord, mais pourquoi se réunifier avec un pays qui a tant de problèmes?». pays qui a tant de problemes? », demande une paysanne qui ne plai-sante pas avec le contenu de l'assiette familiale. « Quarante ans de propa-gande soviétique ont créé une vérita-ble roumanophobie », admet louri Rosca, le leader du Front populaire moldave. Mais, estime-t-il, « la popu-lation moldave va comprendre qu'elle est roumaine. Je sais que la réunificaest roumaine. Je sais que la réunifica est roumaine. Je suis que ai restifica-tion aura lieu, c'est un processus his-torique objectif. La république mol-dave est un Etat artificiel», affirme le leader nationaliste.

Les manyais

Certes Staline, puis Brejnev - dont l'ascension, dit-on, dut beaucoup à son «bon travail» comme premier secrétaire à Kichinev - ont déployé des trésors d'imagination pour per-suader les Bessarabiens qu'ils n'étaient pas roumains. Outre les déportations en masse et l'introduc-tion forcée de l'alphabet cyrillique pour écrire le roumain, rebaptisé « moidave », on se souvient ici du train Bucarest-Kiev qui traversait la Moldavie, rideaux baissés, portes verrouilless. On se rappelle aussi verroutiters. On se rappene aussi qu'il n'y avait qu'en Moldavie où en vue de la Treuhand après Detsabonner à une publication roulev Rohwedder. Responsable des maine (fût-elle du Parti) était chose impossible. Que la frontière était si est originaire d'une famille de bandarie d'une famille de la description d'une famille d'une



familles sont restées totalement séparées pendant près de quarante ans. Pourtant Georgi Paladi, professeur d'histoire roumaine à Kichinev, accepte une autre explication. «Si l'expérience entre les deux guerres, sous la Roumanie, avait été plus heu-reuse, l'attitude face à la réunification serait aujourd'hui différente», admet-il. Après que la Bessarabie fut devenue roumaine, en 1918, «la situation économique ne s'est pas améliorée», explique l'historien. «Le gouvernement roumain, sentant que Moscou pouvait reprendre la Bessarabie, n'a pas fait d'investissements », ajoute M. Paladi.

En 1941, lorsque l'armée roumaine, appuyée par des troupes alle-mandes, reprend la Bessarable à l'armée soviétique (qui l'avait occupée en 1940), « les Moldaves, après avoir été enrôlés par les Soviétiques, ont été recrutes par l'armée roumaine. Les villages sont restès vides et personne n'était content », conclut le profes-seur. Evidemment, les non-Mol-daves, Russes, Ukrainieus, Gagaouzes, Juifs, Bulgares - qui représentent aujourd'hui 35 % des 4,5 millions d'habitants de la république, ont hérité d'encore plus mauvais souvenirs et parlent des persécu-

Les réticences léguées par l'His-toire, ajoutées au « bon travail » de russification, expliquent, au moins autant que les pressions du Kremlin, la stratégie à long terme de réunification, finalement adoptée par les autorités nationalistes de Kichinev, qui pensent que le temps joue pour elles. Ainsi la république, qui a refusé de participer au référundum du 17 mars sur l'Union, n'a pas, contrairement à d'autres républiques, organisé un

contre-référundum, dont les résultats seraient aujourd'hui incertains.

Cette nouvelle stratégie, qui consiste à ne pas hypothèquer l'avenir tout en évitant autant que possi-ble l'épreuve de force avec Moscou, est incarnée par le président Mirces Snegur, qui, en février dernier, a pris l'ascendant sur le bouillant premier ministre nationaliste Mircea Druc. Celui-ci a été jugé, par beaucoup, res-ponsable des tragiques événements

L'erreur des affrontements du Dniestr

Lorsqu'en octobre 1990 les minorités russophones du Dniestr (ouest de la république) et les Gagaouzes (du Sud), qui s'étaient déclarées indé-pendantes des nationalistes de Kichinev, ont voulu organiser leurs élections, le premier ministre moldave, face à un Parlement paralysé par les contradictions, avait pris la responsa-bilité d'envoyer une armée de « volontaires » moldaves pour empêcher le scrutin. Les affrontements avec les Russes du Dniestr avaient fait trois morts et l'armée soviétique était intervenue pour protéger les Gagaouzes.

Depuis ce que l'on appelle à Kichi-nev cette « erreur», la politique des nationalistes s'est assouplie. En décembre dernier, le Parlement moidave a fait quelques concessions à Mikhail Gorbatchev, acceptant de « revoir les modalités d'application » de la loi sur la langue (le roumain, écrit avec l'alphabet latin, est devenue langue officielle), d'entériner la dissolution des détachements de volontaires et de rétablir les privi-lèges de logement des officiers de

ALLEMAGNE: après l'assassinat de M. Rohwedder

La politique de privatisation de la Treuhand sera maintenue

de notre correspondant

Malgré les critiques dont la Treuhand a fait l'objet quant aux méthodes utilisées, le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, et la direction de cet orga-nisme ont publiquement fait savoir cette semaine leur volonté de continuer la politique d'assainissement de l'industrie est-allemande selon la voie qui a été dessinée par Detlev Rohwedder, assassiné lundi le avril. Sa succession devrait ètre annoncée dans le courant de la

Les autorités gouvernementales se sont refusées à indiquer des noms, mais la logique de la conti-nuité milite en faveur de M= Birgit Breuel, la personnalité la plus en vue de la Treuhand après Dethermétiquement close que des quiers hambourgeois et avait été,

ces dernières années, ministre de l'économie puis des finances du Land de Basse-Saxe.

Dans une interview publiée vendredi dans le quotidien Suddeutsche Zeitung, Ma Breuel a réaffirmé que la privatisation des entreprises était à son avis la façon la plus sure de leur donner les moyens de retrouver leur place sur le marché. Elle prévoit une action renforcée pour trouver des acquéreurs. Un Who's Who de toutes les charge vient d'être rendu public.

Après avoir bésité, le syndicat lG Metall a décidé de poursuivre les manifestations du lundi contre le chômage. Rendez-vous a été pris pour le 8 avril à Leipzig. Le chancelier Helmut Kohl doit en principe se rendre dimanche à Erfurt. première étape d'une série de visites dans les Lander de l'ex-

H. DE B.

l'armée soviétique. Tout en refusant de revenir sur sa déclaration de nullité du pacte Ribbentrop-Molotov, en vertu duquel la Bessarabie a été annexée. «Même un décret présidentiel ne peut changer l'Histoire», avait alors déclaré le Parlement moldave qui avait aussi à nouveau rejeté la suprématie des lois de l'Union. Ce qui a donné des arguments aux républiques du Dniestr et de Gagaouzie pour refuser de se dissoudre, comme

le demandait M. Gorbatchev dans le

En janvier, le Parlement avait aussi accepté que les conscrits mol-daves puissent servir dans l'armée soviétique hors des frontières de leur république. Avant de faire machine arrière en mars, après le retour, en janvier et février, dans des cercueils. des corps de douze appelés de la république (dont huit moldaves). La guérilla politique continue donc, mais les autorités préfèrent s'occuper de développer « les relations éconoques et culturelles» avec Bucarest. Le 12 février, le pr venu à Bucarest officialiser cette politique de rapprochement par petits pas lors d'une séance solennelle du Parlement roumain, qualifié

Inviolabilité des frontières

Le ministre roumain des affaires étrangères, M. Adrian Nastase, s'est. lui, rendu à Moscon le 22 mars, pour donner des gages et signer un traité des frontières». De retour à Bucarest, après une escale à Kichinev, M. Nastase a déclaré qu'il fallait « accepter pour le moment, l'idée de deux États roumains », tout en espérant qu'avec le développement des relations culturelles et économiques, « la frontière pourrait, dans l'avenir, ne plus avoir de signification ». « Nous devons pas ser le Prut», mais « pas de façon violente», a estimé le ministre roumain, cas « les effets politiques seraient imprévisibles », étant donné « le rapport de forces».

Peu à peu, Roumains et Moldaves s'efforcent donc d'effacer la frontière. « Cent entreprises mixtes, moldavoroumaines, ont déjà été créées», explique M. Sergin Chirca, ministre-adjoint de l'économie de Moldavie. « Et plus de mille lycéens et mille étu diants ont été envoyés cette année faire leurs études en Roumanie», précise t-il. La priorité donnée à la formation en langue roumaine (seuls 6 % des Moldaves de la république ont fait des études supérieures contre 18 % des Russes) mène à Bucarest.

L'effondrement de l'économie de la république a l'air de moins préoccuper les dirigeants moldaves. « Total ceux qui sont ici par intérêt et non parce qu'ils tiennent à cette terre par-tiront », expliquent en privé certains responsables. Tactique de profil bas face à Moscou pour permettre le développement de liens profonds avec Bucarest : le discret chemin vers la réunification a besoin de temps. Il pourrait être obstrué par la difficile

A Kichinev, les nationalistes n'excluent pas d'abandonner les terri-toires du Dniestr et de renoncer à revendiquer la Bukovine (Nord) et le sud de la Bessarabie, donnés par Sta-line à l'Ukraine. « L'abandon du Dnestr est une variante possible », pense louri Rosca. « Quand à la Bukovine et au Sud, tout dépendra de qui va parler: Bucarest ou Kichinev. Si c'est Kichinev, nous aurons une position plus dure », ajoute le leader du Front populaire. Abandons territoriaux contre réunification? Avant d'en arriver là, il faudra que les Moldaves choisissent une option. Et dans leur choix, beaucoup dépendra de ce que leur affiriront et Moscou et Buca-

Il est 21 heures. Vitalia et Serge Pavlienco regardent maintenant le journal télévisé de leur république «souveraine». Après, ils choisiront une émission soviétique, ou roumaine, Suivant l'intérêt.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

L'ancien sénateur John Tower meurt dans un accident d'avion

L'une des personnalités les plus controversées de la politique améri-caine, l'ancien sénateur républicain caine, l'ancien sénateur républicain du Texas John Tower, est morte vendredi 5 avril, dans un accident d'avion près de Brunswick (Géorgie). L'appareil, un Embraer 120 de fabrication brésilienne, qui assurait une desserte entre Atlanta et Brunswick, s'est écrasé et a pris feu à 15 heures (heure locale). Les vingt passagers et les trois membres d'équipage sont morts. Parmi les victimes et trouvent la fille du sénateur et un se trouvent la fille du sénateur et un astronaute, Manley Lanier Carter, quarante-trois ans, qui avait pris place à bord de la navette Discovery lors d'une mission de cinq jours pour le compte du Pentagone en 1989.

Le président Bush s'est déclaré e projondément attristé » par la mort de l'ancien sénateur, un ami depuis trente ans. John Tower, qui avait soixante-cinq ans, avait été pendant de nombreuses années un membre influent de l'establishment politique mment de l'estantantem pottuque de Washington. Petit, trapu et combatif, il était natif de Houston (Texas). Elu pour la première fois au Sénat en 1961, il devait y sièger sans discontinuer pendant vingt-quatre ans. Choisi à la fin de 1988 comme secrétaire à la défense par la prairident din Casana. ense par le président élu George Bush, il avait vu sa nomination repoussée par le Sénat.

John Tower n'avait jamais oublié ni surmonté l'humiliation que lui imposa le Sénat le 5 mars 1989, en rejetant sa nomination comme secré-taire à la défense. Loin de pratiquer le pardon des offenses, il n'avait pas ménagé, dans une autobiographie récente (!) tous ceux qui, au Congrès ou dans les médias, s'étaient opposés à lui. Au cours des deux siècles d'exis-tence de l'Union, huit personnalités seulement, parmi celles proposées par le chef de l'exécutif, ont été rejetées

Le vote très serré des sénateurs (57 contre 43) était conforme aux clivages politiques. Les démocrates n'avaient pas manqué l'occasion de tenir en échec le président Bush à peine ins-tallé à la Maison Blanche. Mais la personnalité controversée de Tower était aussi au cœur du débat. Outre les démocrates, quelques républicains conservateurs champions de la morale avaient rejoint les féministes pour condamner un homme coupable, à leurs yeux, de trop aimer le whisky et les femmes, et qui se voyait reprocher aussi sea liens étroits avec

les compagnies d'armement. Bien qu'il s'en soit défendu, l'amer tume et la rancune dominent dans son livre, ses jugements sur ses pairs. Le sénateur Exon « boit, boit énormé Le sénateur Exon « boil, boil énormé-ment», le sénateur Glenn « n'est pas l'homme le plus intelligent de Washington», le sénateur Hollings est « un vrai démagogue alliant l'arro-gance à la suffisance», le sénateur Mitchell « se prétend plus subtil qu'il ne l'est vraiment», le sénateur Byrd est « un petit esprit», le sénateur Byrd est « un petit esprit», le sénateur War-ner « ne se rend même pas compte quand on l'utilise». Et bien entendu, le sénateur Nuon, son principal le sénateur Nunn, son principal adversaire, celui qui anima la campagne contre sa nomination, est la cible principale: «... un colomniateur sans scrupules... un ambitieux prêt à tout pour atteinure son objectif ... un

hypocrite ennuyeux». hypocrite ennuyeux».

Trop préoccupé de se défendre contre ce qu'il appelait des «demi-vérités, des insimuations, des ragots, des mensonges», John Tower n'avait tien révêlé de très nouveau sur ses vingicinq ans de vie publique. Il avait surtout livré des anecdotes et exprimé ses convictions, celles d'un républicain bon teint qui servit fidèlement Nixon et Reagan, du champion d'un

Un neveu du sénateur Kennedy suspecté de viol

Un neveu du sénateur Edward Kennedy, M. William Kennedy Smith, trente ans, étudiant en méde-cine, a été identifié, vendredi 5 avril, par la police comme le principal suspect dans l'affaire du viol d'une jeune semme. L'incident, qui déstraie la chronique américaine (Le Monde du 6 avril) s'est produit le week-end dernier dans une propriété du clan Ken-nedy à Palm-Beach, en Floride. Le porte-parole de la police locale s'est refusé à dire si le suspect serait arrêté.

La victime - dont le nom n'a pas été révélé – avait rencontré samedi 30 mars, dans un club de Palm-Beach, le sénateur Kennedy, son fils Patrick et son neveu William. Elle aurait suivi les trois hommes dans leur propriété pour y boire « qui cocktails». Le quotidien New York Past a public vendredi l'interview d'une autre femme, amie de la première, qui affirme avoir participé à la soirée et qu'à l'heure où le vioi a en lieu le sénateur Ted Kennedy lui «a couru après, vêtu seulement d'un T-shirt », cette poursuite s'étant « ter-JEAN-BAPTISTE NAUDET | minée sons dommage » - (AFP.)

exécutif fort luttant au Congrès pour limiter les coupes sombres prévues dans le budget militaire, et plaidant pour la modernisation des arme-

Négociateur aux conversations de Genève sur les Salt, et sceptique, comme certains chefs militaires, sur l'IDS («la guerre des étoiles»), il estimait que le agénies de Resgan était d'avoir obligé l'Union soviétique à négocier sérieusement, par crainte de laisser les Etats-Unis s'engager dans un programme qui modifierait en leur faveur l'équilibre stratégique. A Genève, les distractions étaient rares et les membres de la délégation américaine se changeaient les idées dans de nombreuses petites fêtes. D'où un certain relâchement des mœurs. Les adversaires de la nomination de John Tower ne manquèrent pas d'en faire état, tout comme son apparition dans un costume de Superman au cours d'une soirée organisée par la presse de

Marié et divorcé deux fois, s'il avouait: "J'aime les femmes...", il n'hésitait pas à prendre à témoin le visiteur qui venait l'interroger dans son bureau de Washington, du peu de sérieux des renseignements recueillis par le FBi : « Absolument rien n'a été prouvé. Aucune photo compromettante n'a été prise, aucun témoin n'a témoi-gné», disait-il. Il souriait et se détendait en évoquant ses prétendues incartades, comme celle, par exemple, «complètement fausse» selon lui racontée par un témoin douteux, qui indiqua au FBI avoir vu le sénateur danger avec une hallerine mase sur un piano avant de commencer à se dés-

«Avez-vous déjà dansé sur un piano et enlevé vos vêtements? » lui demanda très sérieusement l'agent du FBI . « J'ai déjà du mal à danser sur le plancher », répondit-il...

HENRI PIERRE

(1) Consequences, Little Brown, New-

Six morts dans une prise d'otages à Sacramento

Après plus de huit heures d'attente fébrile, la police a lancé l'as-sant, vendredi 5 avril, contre un magasin de matériel électronique de Sacramento (Catifornie) où quatre individus armés retensient prisonnières une trentaine de personnes. Trais des malfaiteurs et trois otages ont été tués.

An moins treize autres otases out également été blessés dans la fusillade. Un témoin affirme avoir vu l'un des malfaiteurs ouvrir le feu à l'aveuglette sur les otages peu avant que l'assaut soit donné. Le shérif du comté de Sacramento a précisé que les quatre bommes, membres d'un gang de jeunes Asiatiques, deman-daient à ailer en Thallande et n'avaient, semble-t-il, pas l'intention de dévaliser le magasin. Une station locale de télévision a affirmé que les ravisseurs out exigé des armes, des gilets pare-balles, un hélicoptère et une somme de 4 millions de dollars (environ 22 millions de francs) en liquide. — (AP.)

Mort da journaliste et soviétologue américais Henry Shapiro. – L'un des vétérans des journalistes occidentaux en URSS, Henry Sha-piro, est mort jeudi 4 avril aux Etats-Unis. Né en Roumanie en 1906, il avait émigré avec sa famille aux Etats-Unis et se rendit pour la première fois à Moscou en 1933 pour y suivre des études de droit dans la carrière de journaliste et devenait, en 1937 devenait, en 1937, correspondant permanent de l'agence United Press International en Union Soviétique. Il conserva ce poste jusqu'à sa retraite en 1973, c'est à dire à travers les années de guerre et sous les règnes successifs de Staline, Khrouchtchev (avec qui il eut de longs entreticas) et Breinev.

n HAITI: M= Pascal-Trouillot en résidence surveillée. - L'ancienne présidente provisoire de Haiti, Mes Ertha Pascal-Trouillot, a été libérée vendredi 5 avril, après vingt-quatre heures de détention au pénitencier national de Port-au-Prince. Elle a été aussitôt placée en sous l'accusation de « complicité » dans le coup d'Etat manqué de janvier dernier, sa libération a été décidée pour permettre la pour-suite de l'enquête, selon un communiqué du ministère de la justice.

HERE COMMING

en senateur John Tower iane un accident d'avion

exécutif fon luttant au Compts per limiter les coupes sombres per dans le budget militaire, a pair pour la modernisation des au ments mentions and a mile distribution of more ex-mands (distribution) and (3) de fabri-Mcgocialcur aux conversation Negociation and conversions: Genève sur les Salt, et servi-comme certains chefs militain. and Maintill unc des ten d politik Etysi A les victobes per James Carter, in the Service Discounty Principles of 1999 ich fres déciaré dels par la mort de la la dépuis

Comme certains cheis militare l'iOS (als guerre des étoles) (t. Primar que le « glaira de Respire de d'avair obligé l'Union covient d'avair obligé l'Union covient d'avair chies étantement. Par continue les Eints-Units s'engage étant programme qui modificat que faveur l'équilibre sitziénom Genève, les distractions étaites à ci les membres de la déligações de pombreuses petres lettes De estation relacisement des montres de la comination de Long be urandnetent ber gel etat, tour comme son apparities un costume de Superman a Reference production in proper of common allegation (Texas). gene souse customice bar pie m fine at School en Marie el divorce des in Sygual? : - J Sime as female. in the contract of the contrac a pessian pes a prendre i le

sou priest de y monte de la constitución de la cons squent que tente hismant de par le FBI . A demarter ne prouvé Aucure photo company n'u été prise, cuent témon tie gacy, disali-ii li somali a a can en executant se and incuriates comme celle per a completement faute. meemice par un temen be den Transcher opports his dens dielle d'ens-ni, heit personnelités piraling projentes per indigon se FBI cran was Control of Co. Str. Assessed Line Degree avent on commental

र केरण गाउँ जाता व्यक्त हुन्। ही स्थानक क्ला मेरीस्थल demands itel tenesering FBI STATE M. pichelan . reporting.

Six mor / dans une g d otages a Sacr

Spette ich in die nicht

BANG OFFICE COTE

Titte fertungen Ling.

manage of historia. Secretario de latare ledicador em o remen that Braines sul Balance from the print of the The de to contact ಆಯ ನಕ್ ಬರ E THE STATE OF THE Automorphic and Little égalmintet pur berge 200 The Street of the street. lade bereit firma Par on no a renient for processed Parcellance of the second Gardinant of Cartificat MARKET PAR LE Approach of the Samuel The The graphs of the property SERE OF HUND HENGER ជួនល្បាស់ ១០១១ ជា <u>និង</u>្គិន

Marketin Buther, 2014 金元に対してはは次 44 - 4 mm + 5-2 Marie de la constitución de manual - name SEVER PRE Little from the area to the sea Date Street Control of Mark PROPERTY OF THE PROPERTY. the state of the to

I was a server of the

فتعدت وبالراء

7.7

Section 2

. W. 18

THE WAY THE The state of The second of A STATE OF THE STA **解 教授 新沙州** A 17.10 NAME OF STREET The second -

La visite à Pékin de M. Douglas Hurd

La Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong

M. Douglas Hurd, a été le premier chef d'une diplomatie occidentale à normaliser, par une visite à Páldo, les relations entre son pays et la Chine de l'après-Tiananmen. Il n'a pas pour autant obtenu de concession sur le point qui constitue la principale pomme de discorde entre les deux capitales, la construction d'un nouvel aéroport international à Hongkong. PÉKIN

de notre correspondant

Le désaccord reste entier, à en croire M. Hurd, qui dressait samedi 6 avril le bilan de ses entretiens avec les plus hants dirigants chinois, non pas sur le principe de la mise en œuvre de ce projet, mais sur son financement, ce qui revient dans une large mesure au même. La Chine lie en effet la question de l'aé-roport à celle de l'état prévisible des ances de la colonie britannique lors de sa rétrocession, le le juillet 1997. Sur ces deux points, M. Hurd a concédé qu'il n'avait « pas été possible de parvenir à un accord complet », bien que certains « champs de désaccord aient été réduits ».

L'affaire est devenue un test de la bonne volonté de Pékin sur l'avenir de Honekone, Londres cherchait à présenter la construction du nouvel troport, rendu nécessaire par la saturation de l'actuel, comme un gage de confiance. La Chine vent obtenir le garantie que la charge financière de cette réalisation très ambitieuse ne proviendra pas des revenus fiscaux de Hongkong, qu'elle compte bien utiliser à ses

Soite de la première page

par l'idéologie.

L'UEM, ainsi que l'union politi-

que, en raison des bouleversements politiques et institutionnels

qu'elles supposent, font resurgir d'anciennes querelles existentielles,

en particulier sur la supranationa-

lité, qui, même vicillies, pourraient se révêler déstabilisatrices. Les

Douze qui, depuis 1985, resserrent

leurs liens, risquent d'être rattrapés

La crise de confiance actuelle

provient de la multiplication des

projets qui, parfois, se télescopent, et dont les objectifs, à force d'être

débattus ou contestés, se brouil-

ient. Il est temps de se ressaisir, autrement dit de recentrer le

débat, d'ajuster ce qui doit l'être,

de hierarchiser, ou au moins de

définir une cohérence aux diffé-

rentes opérations en cours. Tel

devrait être l'objectif des deux

conseils européens qui se tiendront

sons la présidence luxembour-

geoise le 8 avril, puis les 28 et

Il est légitime que les chefs

d'Etat et de gouvernement des

Douze commencent cette sorte

d'audit de la construction euro-

néenne lundi à Luxembourg par

l'union politique et la mise en place d'une politique étrangère

commune puisque aussi bien, après

les cafouillages de la crise du

Golfe, c'est le dossier le plus sensi-

ble. « Ecrire une Constitution

demande beaucoup de retenue»,

constatait voici quelques jours un

des participants de la conférence gouvernementale sur l'union politi-

que, voulant ainsi faire compren-

dre que celle-ci, compte tenu de la

nature de l'exercice - un traité est

conçu pour durer - ne pouvait être

affectée par l'effervescence

Il reste que le débat suscité par

l'initiative franco-allemande

d'avril 1990 ne fait que s'engager.

Sur trois points au moins, il se développe d'une manière plutôt

conflictuelle : les rôles respectifs

du Conseil européen, du conseil des ministres et de la Commission;

le renforcement des pouvoirs du

Parlement européen et l'avenir des

relations avec les Etats-Unis en

Cependant, lors de la réunion informelle que les ministres des

assairée le 26 mars à la mise en

œuvre d'une politique de sécurité

et de défense commune, on a pu

remarquer l'optimisme manifesté

tant par M. Jacques Poos, le prési-

dent luxembourgeois, que par M. Jacques Delors. Le président de

la Commission, abordant le pro-

conjoncturelle.

matière de défense.

Les Douze à la recherche

désaccord plus profond : tout en s'en défendant vertueusement, et contre l'esprit de la déclaration conjointe de 1984, Pékin cherche à accroître son influence sur les déci-

sions concernant la colonie. M. Hurd a pu se dire satisfait des promesses que le régime commu-niste « n'entendait pas exercer un droit de veto ou rechercher une gestion commune» des affaires de Hongkong durant la période de transition. Son échec sur l'aéroport montre que Londres n'est plus en osition de force pour négocier avec

L'exercice de M. Hurd, premier parmi les Occidentaux à faire à Pékin le «cadeau de la normalisation» après Tiananmen, visait donc plutôt à « vendre » à l'opinion de Hongkong l'apparence d'un « business as usual » avec la Républi-que populaire. Il s'agissait de tenter re oublier que c'est le principe même de l'antonomie financière future de Hongkong qui est en jeu, et donc la garantie donnée par les Chinois que le capitalisme conti-nuera de fleurir dans la quatrième place financière du monde

M. Hurd s'est efforcé de désamorcer les critiques en faisant part à ses interlocuteurs de l'« inquiétude » de Londres sur d'autres sujets, comme le Tibet et les droits de l'homme : il s'est ému de voir quatre résidents de Hongkong condamnés récemment à des peines de prison par des tribunaux du continent sous l'inculpation de participation à l'agitation démocratique

Tandis que M. Hurd se trouvait à Pékin, le trône chinois a tenu à montrer qu'il n'avait nullement l'in-

blème des relations entre l'Union

de l'Europe Occidentale et la Com-munauté d'une part, l'OTAN,

d'autre part, a estimé qu' « on dis-tinguait déjà très bien comment on

pourrait arriver à un consensus à la

fin de la conférence intergouverne-

La phase devant conduire à l'UEM n'est guère mieux balisée, même si les chefs d'Etat et de gou-

vernement ont adopté, en octobr

1990, des directives précises à l'in-

tention de la conférence intergou-vernementale. Depuis que celle-ci

a commencé ses travaux, les Alle-

mands, qui en raison de leur puis-

sance économique et monétaire, y

Un jour le président de la Bun-

deshank, le lendemain le ministre

des finances ou son secrétaire

d'Etat, contestent tel ou tel point

du mandat approuvé à Rome, s'in-

terrogent sur l'opportunité de pas-

ser à la deuxième étape à la date

prévue du ia janvier 1994, expli-

quent qu'il serait dénué de seus d'installer la Banque centrale com-mune dès la deuxième étape, alors

que la souveraineté monétaire ne

se partageant pas, il est exclu de lui

transférer des pouvoirs sensibles avant la troisième étape.

De surcroît, cette troisième

étape, celle de la monnaie unique, les éminences monétaires d'outre-

Rhin donnent l'impression de

croire qu'elle ne verra pas le jour

avant un avenir lointain; à moins

que dans une première phase, seul un noyau très limité de pays privi-légiés soient autorisés à s'engager

dans l'entreprise. De tels commen-

taires angoissent Bruxelles, comme

Paris, et laissent des traces dans les

esprits, même lorsqu'ils sont suivis

de démentis en provenance de

ment de l'Allemagne, conformé-

ment aux orientations arrêtées à

Contre-performance

les modalités de passage de la pre-

mière à la deuxième, puis de la deuxième à la troisième, est loin

d'être achevé. De telles tensions

conduisent inévitablement l'opi-

nion à s'interroger sur la détermi-

nation franco-allemande, à penser

que l'UEM pourrait être plus lon-

gue à mettre en place qu'envisagé initialement, à éprouver des doutes

sur la possibilité concrète de mieux

influencer l'action conjoncturelle

qui serait alors offerte à notre gou-

vernement. Le projet d'union

Il reste que le débat sur le

nu de la deuxième étape, sur

in, confirmant le ferme engage-

un jeu déconcertant.

régner, par le biais de l'économie, sur la Chine méridionale. La démonstration en est venue avec la nomination du gouverneur de Canton, M. Ye Xuanping, à un poste de vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chi-

M. Ye, âgé de soixante-sept ans, résistait depuis belle lurette aux pré-tentions de Pèkin à régenter les provinces les plus ouvertes sur le monde extérieur. Il était parvenu à cette position grace à sa filiation avec i'un des dix grands barons de la légende communiste, le défunt maréchal Ye Jianying. Quoique membre du PCC, M. Ye ne s'est guère caché, pour faire prospérer sa province, d'une certaine prédilection pour les méthodes capitalistes de Hongkong. Ce qui lui avait attiré l'ire des vieillards effrayés de voir le pouvoir du parti se morceler entre intérêts régionaux.

Nommer un gouverneur de province trop puissant à un poste h rifique dans la capitale a de tout temps constitué, en Chine, le moyen le plus commode de le priver de sa base de pouvoir. La promotion de M. Ye est une punition déguisée, qui ne feta pas oublier le rôle crucial qu'il a joué pour contraindre les conservateurs de Pékin à réviser de manière spectaculaire les idées conservatrices qu'ils nourrissaient au lendemain de Tiananmen en matière d'économie.

La mesure qui le frappe risque donc de se retourner contre ses auteurs: M. Ye n'a pas fait mystère, dans des déclarations suivant sa « promotion », de ses intentions de poursuivre son action réformiste à Pékin. Un nouveau loup dans la bergerie pékinoise?

FRANCIS DERON

monétaire, enfant chéri de la diplo matie européenne de la France, n'est plus tout à fait regardé comme cette « marche à l'étoile » qui depuis 1988 a justifié tant d'accommodements. d'une diplomatie commune

Décu par la contre-performance des Douze durant la crise du Golfe, perplexe quant aux béné-fices à attendre de l'UEM, l'Européen dogmatique serait-il au moins en droit de se réjouir en contemplant la mise en place, à peu près sans faille, du grand marché? Les directives sur la libre circulation des personnes, des biens, des capi-taux, des services, ont été adoptées dans les délais voulus et sont maintenant transposées à un rythme à peu près satisfaisant dans les législations nationales.

Récemment des progrès ont été enregistrés dans les secteurs réputés les plus réfractaires à l'harmonisation: il y a bien espoir que les Douze parviennent à rapprocher leurs taux de TVA et de taxes à la one les écarts qui subsisteront ne provoquent pas de distorsion de ncurrence lorsque, le le janvier 1993, disparaîtront les contrôles dont est capable M. Jacques Delors fait que la Commission est en train de trouver des garanties pour les salariés et que le marché unique signifiera un progrès également sur

Mais le ciel s'obscurcit. On a répété que le marché unique avait permis la création de milliers d'emplois. Sans doute, mais cette verité ne s'applique guère à la filière électronique et informati-que, en pleine déroute face aux concurrences américaine et japonaise. Dans ce secteur stratégique, le constat ne peut être que sévère : la politique de l'Acte unique n'a pas atteint cet objectif central qui était de rendre nos entreprises plus compétitives. L'industrie automohile est épalement menacée, et. paradoxe tragique, au train où vont les choses, 1993 risque de devenir l'année de la faillite indus-

Analyser les raisons de ces échecs (inexistence de la politique commerciale extérieure, faiblesse des structures bancaires et indus trielles, inefficacité des politiques de recherche), puis réagir, devient assurément la priorité pour les Douze. Les premières tentatives dans ce sens, telle la récente com-munication de la Commission sur l'industrie électronique, ne sont lent les divisions profondes qui paralysent encore l'Europe. En dépit des mots prononcés, la Communauté n'est pas prête pour une politique industrielle efficace. Ce pourrait être la principale raison du malaise, car les grandes réformes en chantier, politiques et monétaires, exigent pour être menées à bien que l'intendance

PHILIPPE LEMAITRE

La tournée de M. Roland Dumas au Maghreb

Droits de l'homme et démocratisation au cœur des discussions franco-mauritaniennes

NOUAKCHOTT

de notre envoyé spécial

L'avion de M. Roland Dumas se glisse entre deux Boeing des Iraqi Airways « réfugiés » sur l'adroport de Nouakchott, comme le sont des navires marchands irakiens dans le port de Nouadhibou.

Pour les entretiens qu'à cus, vendredi 5 avril, le ministre français des affaires étrangères avec les étrigeants mauritaniens, cette entrée en matière était aussi inévitable que celle provoquée, la veille, par la publication d'un rapport d'Amnesty Înternational dénonçant la mort de quelque deux cents détenus politiques dans les prisons du pays - pour la plupart des Noirs subissant les consequences des querelles ethniques qui les opposent aux Maures et ont entrainé, en 1989, un dramatique conflit avec le Sénégal.

Après une heure de tête à tête vec le président Ould Taya, M. Dumas a souligné qu'il avait d'abord êté question de la crise du tombé d'accord pour tourner au plus vite la page sur les divergences entre les deux gouvernements a ce sujet.

La Mauritanie est l'un de ces pays africains sur lesquels M. Saddam Hussein avait jeté son dévolu pour proposer aide et assistance, en echange d'un soutien qui, durant cette crise, s'est exprime à plusieurs reprises à Nouakchott sous forme d'un alignement sur les positions irakiennes. Et des manifestations de rue ayani obligé la communauté française en Mauritanie à se regrouper par précaution à l'ambassade...

Sachant que M. Dumas ne manquerait pas d'insister - ainsi qu'il l'avait fait la veille au Maroc - sur le respect des droits de l'homme ainsi que sur le lien nécessaire entre démocratie et développement, en Afrique comme ailleurs, le colonel Ould Taya a pris les devants, non sculement en rappelant qu'il avait déia ordonné, en mars, la libération de prisonniers politiques, mais encore qu'il s'appréfait à prendre

Golfe. De part et d'autre, on est d'autres mesures de clémence et révélerait dans un très prochain discours une série de décisions pour savoriser la démocratisation du régime. M. Dumas a pris soin de déclarer que « la France suivrait avec beaucoup d'iniérét cette évolution des choses ».

Fort démunie, la Mauritanie ne peut guère se permettre de froisser davantage son principal bailleur de fonds, d'autant qu'aujourd'hui les pays arabes membres de la coalition anti-irakienne punissent financièrement Nouakchott pour son alliance avec Bagdad. Le régime mauritanien, d'autre part, est de plus en plus isolé maintenant que le Mali voisin vient de s'engager sur la voie démocratique. Enfin, prévoyant une nouvelle phase » de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée. Paris compte mettre en valeur ses relations avec l'ensemble que constitue l'Union du Maghreb arabe dont la Mauritanie devrait prendre la présidence cette année.

FRANCIS CORNU

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la lutte contre la violence

L'ANC lance un ultimatum au président De Klerk et à son cabinet

Le Congrès national africain (ANC) durcit le ton. Il y a une semaine, avant de rencontrer M. Mangosuthu Buthelezi, le président de l'Inkatha, un parti à dominante zouloue, le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, avait annoncé que le comité exécutif national (NEC), la plus haute instance de l'organisation, allaît se réunir afin de prendre des décisions exceptionnelles pour prévenir la violence. Le NEC a ainsi adopté, vendredi 5 avril, le texte d'une elettre ouverte destinée au président De Klerk et à son cabinet». Le chef de l'Etat a aussitôt répliqué que les exigences exprimées dans cette let-

tre visaient à « camoufler de graves dissensions internes » et souhaité que personne ne « tente de tirer un avantage politique » de

Constitution » du pays, si le gouver

JOHANNESBURG de notre correspondant Les termes de la lettre sont très fermes à l'égard du pouvoir et durs à l'encontre de l'Inkatha, accusé de collusion avec le régime pour obtenir une place à la table des négocia-tions. L'ANC menace de ne pas aller olus loin dans ses discussions sur l'organisation d'une « conférence de rous les partis e et sur la a future

> nement ne satisfait pas, « avant le 9 mai », à sept conditions. En soulignant « l'attitude équivoque des autorités dans le cycle de vioence » qui trahit « un cynisme irresponsable » ou « une connivence évidente dans l'organisation de la terreur », l'ANC exige l'interdiction du port d'armes, traditionnelles ou modernes, lors de rassemblements la démission des ministres de la lo et de l'ordre et de la défense, MM. Adriaan Viok et Magnus Malan; le démantélement des unités

o MALI: formation d'un nouveau gouvernement. - Principalement composé de techniciens peu connus du grand public, le nouveau gouvernement dont la composition a été annoncée, vendredi 5 avril, sera chargé de conduire le pays aux élections municipales législatives et présidentielle, d'ici au 20 janvier 1992. Deux femmes et cino militaires sont partie de cette équipe de transition, composée de viugt-deux membres dont certains ont été emprisonnés sous le régime du général Moussa Traoré, et dirigée par M. Soumana Sacko. - (AFP.)

a COTE-D'IVOIRE : congrès extraordinaire de l'ancien parti uni-que. - Le congrès extraordinaire du Parti démocratique de Côted'Ivoire (PDCI), au pouvoir depuis l'indépendance, aura lieu, du 12 au 14 avril, à Abidjan, a annoncé, vendredi 5 avril, la radio natiosuspension des policiers impliqués

keng et de Daveyton. L'ANC veut obtenir l'assurance que la police et l'armée utiliseront des méthodes civilisées de contrôle des foules et ne seront plus pourvues en balles réelles. Il demande la transformation des « hostels », ces résidences pour travailleurs migrants célibataires, en habitations familiales, ainsi que la constitution d'une commission d'enquête indépendante, chargée de faire la lumière sur le rôle des forces de l'ordre impliquées dans les violences.

Le NEC s'interroge aussi sur « les vraies intentions et la sincérité du gouvernement dans le processus de paix et de démocratisation de l'Airi que du Sud », en posant ce qu'il convient d'appeler un ultimatum. Pour autant, l'ANC ne menace pas d'interrompre le processus des négociations engagées officiellement en mai 1990.

Autocritique

En sacrifiant aux radicaux de sa membres du Parti communiste qui militent en son sein. l'ANC fait souffler un vent froid sur ses relations avec le gouvernement. Mais, cette raideur soudaine ne risquet-elle pas de conduire l'organisation de M. Mandela dans une impasse!

Il est peu probable que le prési-dent De Klerk accepte, par exemple, de se séparer de deux ministres qu'il protège depuis plusieurs mois, en dépit des révélations fracassantes sur les assassinats politiques perpétrès par des services secrets placés sous leur responsabilité. Quelle marge de manœuvre conserverail alors l'ANC, qui a déjà perdu l'initiative politique au profit du gouvernement, si l'on en croit un de ses documents internes qui sera discuté, en juin, lors de la prochaine confé-

Selon ce document qui porte sur les « stratégies et tactiques de l'ANC », le mouvement n'a pas été « suffisamment prompt à mettre en

nale. Ce congrès doit permettre l'élection d'un secrétaire général et des instance dirigeantes du parti, présidé par le chef de l'Etat, M. Félix Houphouët-Boigny. -O ALGÉRIE: appei au boycottage

des élections par les communistes.

Rassemblés au sein du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), dredi 5 avril, au boycottage des premières élections législatives plu-ralistes, prévues le 27 juin. Dans un communiqué, le PAGS présente pouvant déboucher sur une victoire des islamistes. Il appelle le a peuple dans son ensemble et ses forces démocratiques et patriotiques à rejeter cette aventure dangereuse pour le pays et à réclamer l'inter-diction de partis obscurantistes qui menacent le devenir du pays ».

nouveau cadre de lutte ». Autocritique qui contredit, aujourd'hui, la belle assurance de certains orateurs qui avaient affirmé, en décembre, lors de la conférence consultative. que l'ANC conservait l'initiative stratégique. Moyen de justifier, à l'époque, aux yeux des jeunes militants exaspérés et frondeurs, que la suspension de la lutte armée s'inscrivait dans une stratégie parfaitement

FRÉDÉRIC FRITSCHER

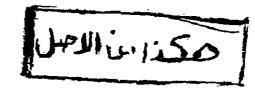
Un nouveau produit arrive en pharmacie

AMERICAINS COMBATTENT LES RIDES

NEW-YORK - Le professeur G. Letizia a rendu compte des résultats d'expériences éxécutées par l'Institut AMA de New York, sur une nouvelle pommade contenant du rétinol, qui semble en mesure de réduire la protondeur des rides.

Après avoir indiqué que la nission d'étudier les effets de la nouvelle pommade lui quait été confiée par une multinationale en produits cosmétiques pour pharma-cies, le professeur Letizia a déclaré: «Cette pommade a été appliquée sur 26 personnes. agées de 45 à 60 ans. sur une moitié du visage. Les mesures effectuées au début et à la fin du traitement ont mis en évidence une réduction significative des rides. par rapport à la partie du visage non traitée.»

Le siège de New-York de la société Korff, productrice du nouveau produit, est assailli d'appels téléphoniques de personnes qui veulent tester cette nouvecuté. Après une première distribution dans es pharmacies américaines. la pommade est disponible dans les pharmacies françaises en deux tormules: Anti-Age Retard pour une action risible en quelques mois et Anti-Age Super pour une action énergique, selon les conseils du pharmacien. Pour les personnes de 55 ans et plus il existe un produit spé-



POLITIQUE

La convention nationale du PS

M. Mauroy maintient sa proposition d'avancer la date du congrès été résolument négative. Il reste

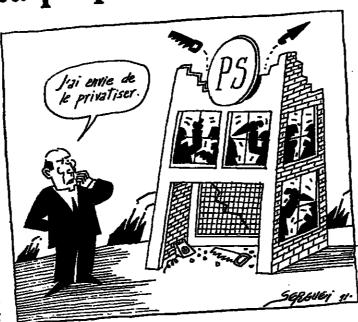
M. Michel Rocard devait s'adresser, samedi 6 avril en fin de matinée, à la convention nationale du PS réunie à Cachan (Val-de-Marne) pour débattre du a nouvel ordre mondial». La convention a pour tâche, aussi, d'arrêter les orientations du parti pour les mois à venir. M. Pierre Mauroy devait y défendre sa proposition d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès, la décision sur cette question étant du ressort du comité directeur, qui se réunira en juin.

Vingt ans après la refondation du PS au congrès d'Epinay, point de départ de la conquête du pouvoir par la gauche, comment refaire de ce parti, en tant que tel, l'un des acteurs principaux de la vie politique? C'est la question que se posent les socialistes et, au que se posent les socialistes et, au premier rang d'entre eux, M. Pierre Mauroy, qui, depuis le congrès de Rennes, il y a un an, constate que la capacité d'initiative du PS est considérablement affaiblie. Or, face aux échéances à venir, c'est, pour une grande part, au PS qu'il incombe de proposer les réponses idéologiques et politiques autour desquelles pourra se ressouder l'électorat de la gauche, parfois déconcerté par la façon dont celle-ci assume, depuis dix ans, la responsabilité du pays.

Comme l'observe M. Gérard Le Gall, jospiniste, membre adjoint du secrétariat national, dans Libération du 6 avril : « Le mal-être

du PS vient plus d'un flou identi-taire et d'un trouble stratégique que d'un problème de leadership ou de querelles de courants. » La difficulté, pour les socialistes, est de maîtriser un débat stratégique qui leur échappe largement et dont les clés sont dans la main du président de la République, principalement, et, secondairement, dans celle du premier ministre. Ce débat, faute d'être mené de façon ouverte, l'est au travers de décisions pratiques, qu'il s'agisse des négociations engagées au cas par cas par l'hôtel Matignon sur les textes soumis au Parlement - tantôt vers le centre. sur la solidarité financière des communes, tantôt vers le PCF, sur la Corse - ou du projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales.

La formule retenue par le PS, qui consiste à transposer au niveau régional, mais avec des listes présentées dans le cadre du département, le système appliqué depuis 1983 pour les élections municipales, a l'avantage, aux yeux de ses défenseurs, de poser devant les électeurs le problème des alliances: à droite, le RPR et l'UDF devront décider s'ils acceptent, ou non, de s'entendre avec le Front national; à gauche, les com-munistes devront choisir entre l'ac-cord avec le PS ou la fin de leur présence dans les conseils régio-naux. Le Parti socialiste, « parti de second tour », serait le principal bénésiciaire de cette formule. Cependant, il n'est pas sûr que celle-ci soit acceptée au Parlement, la droite étant hostile ou réservée, et ceux des siens qui y seraient



favorables souhaitant que le cadre de l'élection soit la région au lieu du département. M. François Mitterrand ne veut pas en entendre

Dans ces conditions, le risque existe, pour le PS, de devoir aller aux élections de mars prochain avec le mode de scrutin actuel, la proportionnelle simple, qui aurait pour effet d'encourager la formation de « petites » listes et la dispersion de son électorat. Si la volonté du chef de l'Etat est de redistribuer les cartes de la « majo-

rité présidentielle», comme il avait déjà tenté de le faire pour les élections législatives de juin 1988, cette méthode est la plus adéquate. Que les socialistes voient cela d'un mauvais œil n'a rien d'étonnant.

La meilleure façon, pour eux, de reprendre l'initiative et de parer au danger d'élections régionales qui réduiraient encore le rôle de leur parti est-il, comme semble le penser M. Mauroy, d'avancer à la fin de l'année la date de leur prochain congrès, afin d'associer l'adoption de leur « projet pour l'an 2000 » à

réponses à cette question sont

Vendredi soir, lors de la réunion des partisans de la motion I du congrès de Rennes, c'est à dire des amis de MM. Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, de nom-breuses questions ont été posées au premier secrétaire sur ses objectifs.

M. Jospin a expliqué, en substance,
que l'initiative d'avancer le congrès revient au premier secré-taire et qu'il lui était arrivé de la prendre lorsqu'il occupait cette fonction (pour le congrès d'avril 1987).

Cependant, le ministre de l'éducation nationale estime que, dans la situation actuelle, une telle décision ne peut avoir d'efficacité que si les dirigeants du parti - en clair, les chefs des principaux courants – sont d'accord entre eux sur le résultat auquel ils veulent parve-

Les mandats de M. Fabius

M. Jospin mettait le doigt, ainsi, sur le problème posé par l'hostilité de M. Fabius à la proposition du premier secretaire. Aussi, ce derpremier secretaire. Agasi, ce udi-nier s'est employé à corriger l'im-pression donnée par sa discussion du 3 avril avec le président de l'As-semblée nationale, en affirmant qu'il n'y avait pas eu véritablement d'affrontement entre eux et que, même si la conversation avait pris, parfois, un tour assez vif, la réponse de M. Fabius n'avait pas

que les amis de celui-ci avaient publié, aussitôt après son entretien avec M. Mauroy, un communiqué dans lequel ils affirmaient ne voir « guère l'utilité d'un nouveau congrès » (le Monde du 5 avril). Quoi qu'il en soit, pour le premier secrétaire, des lors que le congrès ne peut avoir lieu à sa date normale, qui coïncide, en mars, avec celle des élections régionales et cantonales, le choix est de le repousser à juin ou de l'avancer à décembre. Cette seconde solution a sa préférence.

Les fabiusiens soupçonnent M. Mauroy de faire ce choix pour des raisons de «cuisine» interne, ce dont le premier secrétaire se défend avec vigneur. Selon eux, en effet, un congrès réuni en 1991 se ferait sur la base des mandats de 1990, ce qui les priverait du bénéfice des adhésions qu'ils pourraient recueillir cette année. Audelà de ces considérations mesquines, les amis du président de l'Assemblée nationale soupçonnent M. Mauroy de vouloir les piéger et faire un congrès exclusivement à

son profit. Ce soupçon n'est pas absent, non plus, de l'esprit de certains jospinistes. Aussi le premier secrétaire est-il encore loin d'avoir gagné cette partie, dont l'issue se décidera, en juin prochain, au comité

PATRICK JARREAU

LIVRES POLITIQUES

AVEZ-VOUS que les socialistes occupent le pouvoir en France depuis dix ans? Les socialistes, parfaitement, ceux-là mêmes qui avalent fait si peur en 1981 et qui, selon les sondages, donnent tellement satisfaction maintenant. Il faut dire qu'ils ont bien changé depuis l'époque de l'union de la gauche et du programme commun. Songez qu'en 1969 le PS se définissait comme un parti révolutionnaire | En 1990, il est un rassemblement qui e met le réformisme au service des espérances révolutionnaires ».

Les socialistes ont changé mais sans renoncer à leur diversité, laquelle reste conflictuelle; elle est même relancée par les stratégies successorales, ce qui n'en rend pas plus clair le contenu. L'erreur serait de se laisser aveugler, comme les héritiers le font, par la perspective de l'après-mitterrandisme, car, en arrière-plan de la guerre de succession, il y a aussi un parti, le PS, tel qu'il a évolué, tantôt favorablement, tantôt douloureusement, à l'ombre du pouvoir. C'est à lui que s'intéressent Annie Philippe et Daniel Hubscher. Au terme d'une enquête de plusieurs mois, ils en livrent une radiographie et en proposent un mode d'emploi.

Les deux auteurs ont étudié les dirigeants, les adhérents, les sympathisants, les courants, la via et le fonctionnement du parti, au niveau national et au niveau local, dans ses principales zones d'implantation. Cursus politiques, données sociologiques, analyses comparées des diverses sensibilités, description des instances, présentation des débats internes et visites sur le terrain cartes et chiffres à l'appui, rien n'est laissé de côté, ni les rivalités de personnes ni le manque de vigilance dans le contrôle des comptes et des mécomptes financiers.

Nos enquêteurs apportent beaucoup de clarté sur ce qui sépare les cinq principaux courants en montrant qu'ils se distinguent, au-delà de leurs chefs de file, per le rôle qu'ils réservent à l'Etat dans la transformation sociale, au parti et à sa doctrine dans la confrontation politique. Des diverses formes de socialdémocratie, plus ou moins jacobines et radicales, « au socialisme perçu comme culture plutôt que comme mode d'organisation économique», de la conquête des mairies et mandats pariementaires aux grandes stratégies

Pour se mettre au courant des socialistes

présidentielles, on comprend que ce qui paraît diviser le PS, et souvent le divise, contribue aussi à le constituer.

Selon Annie Philippe et Daniel Hubscher, ses points de faiblesse sont peut-être ailleurs : d'une part, dans l'incapacité d'avoir pris, faute de temps, le relais d'un PC trop rapidement affaibli; d'autre part, dans un succès gestionnaire acquis au prix d'une crise d'identité. Le socialisma existe; il existe mâme en plusieurs versions potentielles. Il lui reste, en somme, à se retrouver dans une certitude, minimale mais commune, sur ce qu'il est et ce qu'il fait. L'histoire du PS depuis le

congrès d'Epinay, en 1971, nourrit un autre ouvrage, mais dans une perspective différente : celle de la succession de François Mitterrand et de la stratégie présidentielle. Cette dernière commande tout, salon l'auteur de l'Après-Mitterrand. Eric Dupin écrit : « Avec son corset électoral majoritaire et la prédominance du fait présidentiel, la V. République a transformé le PS en une grande formation électorale. Une fois le gaullisme essouffié, elle lui a ouvert la porte du pouvoir. Mais le même mécanisme institutionnel, sorte de machine élective, a progressivement vidé le parti de sa substance. Au plan national, la PS s'est transformé en une machine à sélectionner les candidats à l'élection prési-

dentielle. » Après avoir tardé, la réussite a été au rendez-vous à deux reprises, en 1981 et 1988, mais, depuis, les choses ont changé en ce sens que « le parti n'est plus la chose du président ». Ses héritiers s'affrontent au nom de rivalités personnelles et, souvent, en dehors de véritables enjeux politiques. C'est cette évolution que raconte et analyse Eric Dupin. Il observe que le PS a souffert doublement de son succès : d'une part, le recrutement de l'appareil gouvernemental socialiste a opérá une sévère ponction dans les cadres du parti ; d'autre part,

ANDRÉ LAURENS l'absence de ministres au bureau exécutif a appauvri la relation entre le pouvoir et la base militante. La guerre des courants, ouverte dès 1988, a schevé de réduire la PS à l'impuissance. Redevenu parti de gouverne-

ment, il est sous l'empire de ses élus plus que de ses militants, et, selon l'auteur, les baronnies et les pervenus y fleurissent, tandis qu'éclosent les compromissions et les affaires. Son substrat idéologique paraît aussi versatile que ses résultats électoraux fluctuants. Tel est le champ clos dans lequel s'affrontent les héritiers. Eric Dupin décrit de manière alerte cette famille au sein de laquelle s'opposent trois enfants terribles, le fils choisi, Laurent Fabius, le fils rebelle, Lionel Jospin, et le fils subi, Michel Rocard, sous les regards intéressés des « neveux de la main gauche». Il trace les portraits en situation des prétendants à la succession et évalue leurs atouts et laurs défauts respectifs avec la maestria d'un expert du sérail : il livre une profusion de détails, d'avis et de jugaments puisés à l'intérieur du parti, tout en conservant le recui de l'observateur extérieur.

Eric Dupin estime qu'actuellement les meilleures cartes sont entre les mains de Michel Rocard, sauf qu'il risquarait d'en perdre le bénéfice s'il conduisait les socialistes à un échec électoral aux législatives de 1993. Tout le problème, pour François Mitterrand, qui n'a aucune envie de revivre une seconde cohabitation en fin de mandat, est de savoir avec quel premier ministre il passera le mieux ce cap difficile. Quant au PS, menacé de l'intérieur par un processus de fragmentation, il a le choix, selon l'auteur, entre deux destins : l'un, passif, consistant à devenir une vague marque politique à usage électorel ; l'autre, volontariste, le conduisant à inventer un autre militantisme et un nouveau réformisme. Ces orientations ne sont pas forcément incompatibles avec des ambitions et des

stratégies présidentielles. Il fallait, sans doute, le rappeler aux ▶ Enquête à l'intérieur du Parti socialiste, d'Annie Phi-lippe et Daniel Hubscher, Albin Michel, 420 pages, 140 F. ▶ L'Après Mitterrand, d'Eric Dupin, Calmann-Lévy, 332 pages, 120 F.

Le « post-scriptum » des élus originaires du Maghreb

Il y a quelques semaines, ils retrouvaient leur terre natale pour une mission d'explication. L'émotion est toujours intacte.

Le président de la Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb, M. Georges Morin, devait rendre compte, samedi aprèsmidi 6 avril, devant la convention nationale du PS, de la mission qu'il a conduite à Tunis, Alger et Rabat, du 7 au 12 mars, pour prendre la mesure du fossé qui s'est creusé entre la France et les pays maghrébins depuis la guerre du Golfe. Nous avons sollicité, en guise de « postscriptum », le sentiment des élus locaux socialistes qui l'accompagnaient lors de cette visite, vécue par la plupart d'entre eux comme un choc émotionnel.

Malika Chaïb, conseiller munici-pal de Gières (Isère), raconte encore le trac qu'elle éprouvait, il y a un mois, en débarquant à l'aéro-port d'Alger, deuxième étape de la «mission du dialogue» du PS au Maghreb : « C'était dingue, j'étais morte d'angoisse!» Ce n'était pas la première fois que cette étudiante de vingt-trois ans foulait la terre de ses ancêtres, mais cette fois-là ressemblait encore à la première. Alors, à peine arrivée sur le sol de cette Algérie pen encline au fémi-nisme, elle a bravé un tabou « J'ai allume une cigarette et je l'ai fait par provocation, comme pour dire à tous les Algériens : je vous respecte, mais respectez-moi! » Aujourd'hui, Malika est soulagée : « Le message d'amitlé que nous voulions apporter à tous nos amis du Maghreb est bien passe. Ils ont vidé leur sac, mais on s'y attendait un peu, et je garde l'impression

d'avoir ouvert une voie. » Tel est aussi le sentiment de Zaïr Tel est aussi le senument de Lair Kedadouche, le jeune militant de France-Plus, « né à Tourcoing », qui s'est senti « encore plus français là-bas ». « Les Algériens, les Maro-cains et les Tunisiens que nous avons rencontrés ont souvent fait preuve d'un anti-américanisme proportionnel à leur méconnaissance des Etats-Unis, mais ils n'ont pas toujours tort de dire que les Français méconnaissent totalement le monde arabe, dit-il. C'est vrai pour les beurs comme pour les autres. Il faut faire un effort de chaque côté. » Pied-noir, Fernand Belda, adjoint au maire de Châtenoy-le-Royal (Saone-et-Loire), a surtout été « touché », au cours des échanges de vues sur les responsa-

bilités de la France dans la guerre du Golfe, « par les critiques sur les atteintes aux droits de l'homme ». Cela ne l'a « pas culpabilisé », mais Ren moi-même, confie-t-il, je me disais parsois: ils ont raison».

Nadia Hammadi-Denis, conseiller municipal de Dijon, n'hésite pas à parier de « parano » à propos de certaines des thèses défendues à Tunis, Alger et Rabat par les cen-seurs de l'attitude française visvis de l'attitude mançaise vis-vis de l'Irak. Elle a été agacée par leurs fréquentes références à de Gaulle, mais elle les rejoint totale-ment sur la nécessité de régler une fois pour toutes la question palestinienne dans le sens de l'équité. e lls ont raison, juge-t-elle. Nous tenons le même discours depuis dix ans. Il faut, maintenant, passer aux actes et aller jusqu'au bout. »

all ne fout plus, en effet, qu'il y ait deux poids et deux mesures, souligne M. Saïd Merabti, adjoint au maire de Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Cela redorerait le blason de la France, tout en permettant aux démocrates locaux de mieux lutter contre l'obscurantisme que représentent les islamistes. »

Chez Alain Murcia, adjoint au Chez Alain Murcia, adjoint au maire de Liancourt (Oise), qui n'était pas revenu au Maghreb depuis l'indépendance de l'Algérie, c'est l'émotion qui continue de prédominer, « l'èmotion d'avoir retrouvé le sol natal, d'avoir senti que, dans les trois pays du Maghreb. on aime encore la France, malgré le dépit actuel, qui est justement, à vrai dire, un dépit amoureux ». атоитеих в.

« La condescendance des ambassades »

Le maire de Val-de-Reuil (Eure), Bernard Amsalem, qui retrouvait, lui aussi, sa terre natale pour la première fois, retient surtout, audelà de la «fracture profonde»
créée par la guerre du Golfe de
part et d'autre de la Méditerranée, deux constats : « La democratie est en marche au Maghreb, notam-ment en Algèrie. C'est la découverse ment en Aigerie. C'est la aecouverte importante que nous avons faite. Il ne faut pas décevoir ces populations. La crise a, aussi, provoqué une prise de conscience des Maghrébins. J'ai été impressionné par la résistance à l'imparion culture. par la résistance à l'invasion cultu-relle américaine. L'unité de la région se fait, et la France doit l'accompagner en accentuant sa coopé-

«Cela implique, de la part de la France, ajoutent Henri Fiori et Habib Hanana, élus municipaux de

Chilly-Mazarin (Essonne), l'obliga-Chilly-Mazarin (Essonne), l'obliga-tion d'une politique de coopération plus cohérente et plus vigoureuse, » « L'aide française et européenne aux pays de l'Europe de l'Est ne doit pas faire oublier la nécessité de construire l'Europe du Sud avec le Maghreb », souligne Karim Mechal, conseiller municipal de Cergy (Val-d'Oise). « Il y a urgence, car il y a un danger, urgence, car il y a un danger, insiste Alain Koskas, conseiller municipal de Charleville-Mézières (Ardennes). Il y a danger parce que l'aspeci passionnel de la crise de confiance entre la France et les pays du Maghreb peut, paradoxale-ment, pousser ceux-ci à développer leur coopération avec l'Italie et l'Espagne, mais aussi avec les Amèricains et les Britanniques, c'est-àdire avec les pays qui n'ont pas de passé commun avec eux.»

La diplomatie officielle suivra-telle? Daniel Delmas, adjoint au maire de La Montagne (Loire-Atmaire de La Montagne (Luite-At-lantique), en doute. « A mon sens, dit-il, le Quai d'Orsay évalue mal le Maghreb. J'ai été surpris par la condescendance des ambassades sur les éléments que nous rapportions. Notre gouvernement est un peu court » De l'avis de cet Oranais, il convient de prendre en compte les reproches faits par les Maghrébins à certains médias et d'agir, « au besoin par la voie réglementaire », pour mettre sin « aux excès de mises en scène télévisées qui déna-turent les informations ». « L'enjeu est de taille, dit-il, car les médias est de tatue, an-11, car les medias constituent la clé du processus de démocratisation qui fait, déjà, des pays du Maghreb des pays majeurs, qu'il faut traiter en partenaires. »
Un point de vue que partage
Dominique Chemla, conseiller
municipal de Yerres (Essonne): « L'internationalisation de l'image par l'intermédiaire des satellites et de la multiplication des antennes de la multiplication des antennes paraboliques, en particuller en Algèrie, impliquent désormais, de la part des professionnels, l'intégra-tion d'une notion éthique et cultu-relle: le respect de l'image d'au-rui.

Le mot de la fin? il revient de droit au «colonel», le doyen de la mission, Hocine Chabaga, adjoint au maire de Villeurbanne (Rhône), au mane de vincutomme (Anole); qui a été a surpris par la franchise » de ses interiocuteurs tunisiens, algériens et marocains, avec lesquels le débat a parfois été « dur », mais qui en tire une conclusion toute personnelle : « J'ai une fierté au lendemain de ce voyage : la flerté de ma double appartenance. Grâce à elle, je les ai compris. »

ALAIN ROLLAT

2000年1

Les fabricaent toppe M. Mantoy de fore a dedes fariens de « automas ce dont le premier sens délend avec vigues sens Marite pla effet un congra recei e fereit our la rais de de 1990, ce qui le prag henesice Cos adhesioning raient secución com 200 dela de ces contratado quines, les ames de pag l'Assembles national sign M. Mauter de estate de faire an congres me de ः विशेष सम्ब

Ce souppor class page. olus, de l'april a ma nistes Au . Trans ested encore less stay cette partie and har dera, an juin price 2

Carrier Commercia

3.3 Pm

Market C

72.00

1 To 1

scriptum» des élus ares du Maghreb

11.00 9-18-6

La nouvelle organisation de l'administration territoriale

Le seuil de population requis pour créer une « communauté de ville » est abaissé à vingt mille habitants

Les députés ont poursuivi briève-ment, vendredi 5 avril, l'examen du projet de loi d'orientation reistif à l'ad-ministration territoriale de la Républinistration territoriale de la République. Sar proposition du rapporteur de sont transmises par le préfet aux communanté la commission spéciale, M. Christian munes concernées. La «communanté du matériale de la communanté de la comm Pierret (PS, Vosges), l'Assemblée nationale a edopté un amendement abaissant de trente mille à vingt mille habitants le seuil de population nécessaire pour la création d'une «commu-nauté de ville».

Le projet de loi prévoyait, d'autre part, une formule de coopération plus contraignante pour les agglomérations de cinquante mille habitants et plus. Suivant le souhait de l'opposition, le gouvernement est revenu à son projet originel en faisant passer ce seuil à cent mille habitants et plus. Pour les agglomérations de cette taille, il est précisé, dans un article additionnel

Les nationalistes modérés sont satisfaits de la reconnaissance du « peuple corse »

que la reconnaissance du « peuple que la reconnaissance du « peuple corse, composante du peuple français», est une « avancée politique incontestable malgré son ambiguilé». Le MPA reconnaît les « évolutions positives » liées au projet de statut, malgré les « zones d'ombre ». Le MPA a vivement mis en cause les « clars » traditionnels ede tous bords s en demandant à l'Etat de changer d'attitude à leur égard, car «il faut couper les fils de ces pantins et contribuer à ce que la démocratie ait un sens » en Corse.

La veille à Bastia, A Cuncolta Naziunalista (nationalistes «durs») Naziunalista (nationalistes edurs») avait, pour su part, demandé à l'Etat de a prendre en compte certaines revendications fondamentales sous peine de voir très rapidement le problème national corse s'enliser dans l'impasse répressive, génératrice de nombreux demande à Composita demande à rames s. A Cuncolta demande à l'Etat de «cesser de gagner du temps » et de «mettre un terme à sa diplomatie secrète» sur l'île, sans « s'illusionner sur les appuis qu'il croit avoir trouvés».

cre particuement dettur par des

de villes est créée par arrêté du préfét sauf si un tiers au moins des conseils municipaux des communes concer-nées, représentant plus du tiers de la population totale, ou une commune représentant plus de la moitié de la lation totale ont donné un avis défavorable à sa création. Les communes disposent d'un délai de trois mois, reconductible une fois, pour faire connaître leur avis. An terme de ce délai, elles doivent transmettre leurs

Les députés devaient poursuivre et achever la discussion de ce teste lundi 8 avril.

Les élus du MPA (nationalistes hommes armés de pistolets mitrailemodérés») à l'actuelle Assemblée de leurs eurent menacé une vingtaine leurs eurent menacé une vingtaine d'ouvriers italiens. Cet attentat a été faire de victime, la voiture d'un employé municipal soupçonné d'être he à un trafic de drogne.

Dans la muit de jeudi à vendredi, à Bonifacio, un hôtel en construction a été partiellement détruit par des

leurs eurent menacé une vingtaine d'ouvriers italiens. Cet attentat a été signé « R », au nom de l'organisation clandestine « Resistenga ». La veille, dans la mit de mardi à mercredi à Ajaccio, un autre attentat signé par l'organisation proche des nationaliste A droga basta (La drogue ça suffit) avaiit sérieusement endommagé, sans

u M. Gilles de Robien rectifie son vote. - M. Gilles de Robien, député UDF-PR de la Somme, a demande, jeudi 4 avril, la rectification de son vote sur l'article premier du projet de loi sur la Corse. M. de Robien, comptabilisé parmi les non-votants, affirme avoir voulu voter contre cet article reconnaissant ale peuple corse» comme « composante du peuple français». A ce propos, le groupe des députés UDF a tenu à souligner qu'à l'exception de M. José Rossi, rapporteur du projet de loi, tous ses membres ont voté contre l'article premier.

Les ambitions électorales du Front national

M. Bruno Megret à l'assaut de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

M. Bruno Megret, délégué général du Front national, s'est rendu dans le Var, jeudi 4 avril, afin de lancer la campagne du parti d'extrême droite pour les élections cantonales et régionales de 1992 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. M. Megret a assuré que, pour la gestion de la région, l'UDF et le RPR « seraient une force de soutien amical à un FN fort et dirigeani ». Depuis plusieurs mois (le Monde du 17 octobre 1991). M. Megret s'implante dans cette région et plus particulièrement dans les Bouches-du-Rhône où il projette de se présenter aux élections législatives de 1993.

de notre correspondant régional

L'implantation de M. Megret à Marseille, comme celle de M. Yvan Biot à Hyères (Var), s'inscrivent dans la stratégie du Front national qui vise, d'une part, à enraciner son action politique dans les régions et, d'autre part, à exercer des responsad'autre part, à exercer des responsa-bilités de gestion pour démontrer que le parti est apte à diriger les affaires du pays. Bastion du lepé-nisme, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est évidemment la plus pro-pice à la réalisation de ce double objectif. Pour le délégué général, il s'agit aussi de se tailler un fief per-sonnel dans un département qui l'a s agit aussi de se tamer un lac per-sonnel dans un département qui l'a rejeté aux élections législatives de 1988, mais dans lequel il espère bien, cette fois, s'établir durablement. Quels que soient les résultats des prochaines élections régionales, il sera candidat, aux législatives de 1993, dans la douzième circonscrip-

tion (Marignane) où Jean-Pierre Stir-bois avait échoué il y a trois ans (1). Ce deuxième parachutage du lieu-tenant de M. Jean-Marie Le Pen faire reconnaître son autorité (pagne, à commencer par ceux, priori-taires, de la sécurité et de

pas limité aux jeunes beurs, mais qui concerne l'ensemble des peronnes menacées de marginalisation. sonnes menacees de marginarisatori.
Il lui faut pour cela s'appliquer à
lui-même une grille d'analyse classique et revenir à une pratique de réforme par le haut qu'il avait délaissée, aggiornamento oblige. La politique de la ville apparaît

ainsi comme une ré-étatisation par-tielle, tardive et bien utile, de la politique. Faut-il rappeler que le premier ministre n'était pas fondaelement attaché à la création de ce ministère? Faut-il au ligner que le projet de loi sur la sécurité intérieure était bloqué depuis un an et demi par ses services? Cet attentisme là n'est plus de mise. Mais il serait absurde, au nom de l'urgence, de restaurer l'Etat-Léviathan

quage fiscal. Il n'y a plus de clé uni-

En attendant qu'une telle initiative prenne corps, et surtout que les socialistes mettent de l'ordre dans leurs idées, M. Rocard puise dans le stock de la deuxième gauche : il assouplit le fonctionnement de l'économie mixte, en permettant au sec-teur public de « respirer » ; il reste fidèle à une inspiration girondine (statut de la Corse), mais revient aussi à des mécanismes de régulation étatiques souples, incitatifs (ministère de la ville) qui forgent au coup par coup les contours d'un Etat qui, cessant d'être modeste, n'en sera pas moins moderne (1). JEAN-MARIE COLOMBANI

l'immigration. Le parti lepéniste dramatise à outrance le situation sociale dans les Bouches-du-Rhône, départe-ment livré, selon lui. à « des bandes ethniques organisées», et, par extrapolation, dans la région, menacée, ni plus ni moins, de « libanisation ».

Au terme de cette première phase, M. Megret a ouvert sune periode d'acclimatation » consistant à « démarcher », en sa qualité de député européen, les diverses autorites ou elus importants du département et de la région. Le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, n'a pas donné suite, jusqu'alors, à sa demande d'entrevue. Les chefs mitiuentanue o entrevue. Les chets mil-taires, l'archeveque de Marseille, le préfet, le président (socialiste) du conseil général, ceux des chambres de commerce des Bouches-du-Rhône et de Provence-Alpes Côse d'à un et de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont répondu, avec plus ou moins d'empressement. Ce qui l'autorise d'ores et déjà à dire qu'il «com-mence à être pris en compte par l'en-semble des acteurs de la vie marseil-

«Le rouleau compresseur est en marche»

Il a également peaufiné l'organisa-tion de sa campagne. Le 19 janvier, le délégué général a mis en place un comité de coordination régional de quinze membres. Une cinquantaine l'« orateurs régionaux » vont prendre la route pour prècher la bonne parole dans chaque canton – renouvelable ou non – d'ici à la fin de l'année. Après « une action symbolique » le

POINT DE VUE

n'est pas comparable au précédent. M. Megret n'a guère eu de peine à une fédération où le pouvoir, faute de leader et en raison de crises à répétition (dix des vingt-cinq élus régionaux ont démissionne du parti depuis 1986), était à saisir. Une «tournée des popotes» de trois mois lui a permis de prendre en main ses troupes. En tout, une dizaine de visites sur le terrain, à l'occasion desquelles il a testé ses thèmes de cam-

La réponse aux problèmes de l'heure, auxquels la société risque d'être confrontée pour de longues années, ne peut être recherchée - et ne l'est d'ailleurs pas - par les voies de la nationalisation ou du matraque. Il ne peut y avoir de réponses que sectorielles, cas par cas, à charge pour le gouvernement d'être animé par la volonté de traquer l'injustice et les inégalités là où elles se trouvent. Pour les débusquer, M. Jean-Louis Bianco avait proposé naguère d'établir un rapport annuel sur les régalités, sorte de discours sur l'état social de la nation, débatin au Parlement, qui aurait le mérite de donner chacun le même instrument de mesure et surtout d'inciter l'Etat à agir avant que la rue ou les sondages ne le rappellent à ses devoirs.

10 mai, à Marseille, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc et de la « commémoration de dix ans de pouvoir socialiste», le coup d'envoi officiel de la campagne sera donné, sur la Canebière, le 25 mai, en présence de M. Le Pen. « Le rouleau compresseur est en marche v, proclame M. Megret.

Le Front national n'a pas la « pretention» de remporter la majorité absolue au conseil régional, mais celle d'obtenir plus d'élus que l'UDF et le RPR réunis. Il veut a inverser les rôles n. M. Megret n'imagine pas « un seul instant » que la droite ait « la duplicité de ne pas considérer comme réciproque l'accord actuel de gestion, dans la region, avec le Front ». En attendant ce test, le délégué général, mal loti dans les sondages (2), ne se niza iou dans les sondages (2), ne se génera pas pour critiquer ses alliés de « l'établissement » « complices des méfaits du socialisme ». M. Bernard mejaits au socialisme v. In per aus Tapie, probable tête de liste de la majorité présidentielle, est qualifié de «candidat bidon» qui, s'il venait à être élu, «ne s'intéresserait pas plus ètre «ne s'intéresserait pas plus à la région qu'à sa circonscription ».

Dans l'entourage de M. Jean-Claude Gaudin, l'actuel président (UDF-PR) du conseil régional, on minimes le danger que pourrait constituer un scrutin dans lequel la droite serait prise en tenaille entre l'extrême droite et la majorité prési-dentielle. « Le FN, fait-on remarquer, pourra difficilement combattre une dentielle, « Le FN, fast-on remarquer, pourta difficilement combattre une politique dont il a constamment voté les grandes orientations. Il reste, par ailleurs, à prouver, après les précédents de 1988, que ses chances aug-

der national. » Les amis de M. Gaudin mettent en doute, enfin, la crédibilité de l'extreme droite dans une élection dont l'enjeu est la gestion d'une grande institution.

(1) M. Stirbois avait obtenu 44,13 % des voix au second tour de scrutin, alors que M. Megret avait recueilli 43,90 % des suffrages dans la dixième circonscription (Gar-

(2) Plus de la moitie des Marseillais ignorent encore son nom et si 33 % de ceux qui déclarent le connaître ont de lui une s l'es 24% d'entre eux, sculement, souhaitent qu'il joue un rôle plus important au cours des mois à conis dans la manufait au cours des mois à venir dans la vie politique locale.

 M. Wetzel : « des points de différence fondamentaux » avec M. Le Pen. - M. Laurent Wetzel, maire CDS de Sartrouville, a déclaré, vendredi 5 avril, sur France-Inter qu'il a « des points de différence jondamentaux a avec le programme du Front national. « Je crois à la possibilité d'une société multi-culturelle et multi-ethnique par assimilation », a-t-il affirmé, après avoir critiqué la position de M. Le Pen pendant la guerre du Golfe. « Il faudrait que M. Le Pen revienne sur de tels comportements, sur de telles déclarations et sur un tel programme pour que quelque alliance électorale que ce soit soit envisageable», a conclu M. Wetzel.

Pourquoi j'ai mis les pieds dans le plat

par Gérard Longuet

taisent et pratiquent une sorte de

€ pas vu, pas pris » pour sauver

Prise

de conscience

Ces ambiguités ne peuvent être

indéfiniment prolongées à la veille

des élections de 1992 et de 1993.

ll faut en parler franchement au

moment même où le FN est dés-

tabilisé par les positions inaccep-

tables et d'ailleurs incompréhensi-

bles de son dirigeant. Beaucoup

dent avec inquiétude qu

sujets difficiles :

cratie apaisée.

l'électeurs de droite se deman-

auraient été l'image et la dignité de

la France s'il y avait eu trente ou

C'est bien maintenant qu'il faut

1) Refus de gouverner avec

avoir le courage d'aborder les

Jean-Marie Le Pen et naturelle-

ment refus d'organiser pour les

législatives de quelconques

accords de désistement. De plus,

le PR soutient un projet de loi ten-

dant à instaurer le scrutin uninomi-

mal à un tour pour les législatives,

qui aurait le mérite d'écarter tous

les extrêmes de la vie politique

française, condition d'une démo-

2) Au niveau régional, maintien

du système proportionnel à un

tour qui libère les grandes forma-

quarante députés pro-irakiens.

leurs pouvoirs locaux...

Evoquant les prochaines D'abord, je n'accepte pas l'améchéances électorales, biguité actuelle où personne ne prend ses responsabilités. Les uns M. Gérard Longuet, président du tempêtent fort et souvent sincère-Parti républicain, a récemment ment contre le FN, d'autant plus estimé que l'opposition ne qu'ils n'en ont pas chez eux. Mais devait pas exclure certaines ils laissent entier le dilemme : se alliances locales avec le Front résigner à Mitterrand par crainte national (le Monde du 29 mars). de Le Pen. Les autres brandissent il précise ci-dessous son point l'article 7 de la charte UPF sans se préoccuper de son application locale, ce qui entraîne naturellement un discrédit des états-majors Al parfaitement conscience nationaux. Il y a enfin ceux qui se

d'avoir sur un sujet sensible e mis les pieds dans le plat », et certainement ainsi provoqué un malaise chez les uns, une jubilation chez d'autres. Mais enfin, j'aime parler vrai et n'entends pas me corriger trop vite de J'écarte d'emblée les critiques

des donneurs de leçons socialistes. Ils ne me paraissent guère qualifiés pour entonner le chœur des bonnes consciences offensées ; depuis dix ans, la politique socialiste en matière d'immigration, de sécurité, de justice, d'empar ses échecs et ses insuffisances, a largement alimenté le courant protestataire dont se nournt le Front national. Il n'existait pas avant 1981, doit-on le

Le cynisme des socialistes, avec l'adoption de la proportionnelle en 1986, a permis l'émergence institutionnelle du Front national. Leur refus affirmé du Front national au plan des principes ne les conduit pas à refuser les victoires obtenues directement ou indirectement par l'attitude des dirigeants du FN.

Le FN devient alors l'arme ultime d'un PS essoufflé, sans projets, sans union, mais pas sans malice. Très concrètement, en se proposant de bouleverser la loi élec-

torale régionale, Michel Rocard peut confier ou refuser aux formations politiques extrêmes le soin d'arbitrer la bataille entre les deux forces de gouvernement, libérale ou socialiste. Je ne désespère pas de son honnêteté intellectuelle mais je jugerai le gouvernement à ses actes et n'accepterai aucune leçon de morale, si d'aventure ce dernier décidait en fin de compte de laisser aux formations extrêmes par leur report le soin de choisir à la place de la majorité des Français qui souhaitent une démocratie

Dans ma famille politique, l'union UDF-RPR, mon souci de faire confiance aux instances départementales et régionales pour les élections de ce niveau a été ressenti par les uns comme une gaffe, par les autres comme une provocation. Je n'accepte naturellement ni l'une ni l'autre de ces interprétations, mais je crois

tions de l'arbitrage des extrêmes. utile de préciser mon point de vue. 3) Au plan départemental, j'ai constaté un état de fait qui corres-

pond d'ailleurs à une évolution de fond, la décentralisation et son corollaire, l'émergence de majorités locales souvent fort composites, de la Lorraine è la Provence en passant par Biarritz. Oui, j'ai mis le projecteur sur cet état de fait, car je souhaite une

prise de conscience des conséquences inexorables. Si l'on accepte cette situation, il

faut en tirer les lecons présentes et futures. Il y a et il y aura des arrangements locaux insolites de toute nature et même avec le FN, et j'emploie avec précision le terme arrangement. On peut les considérer comme graves, car contraires aux valeurs et aux engagements de l'opposition. Mais on peut aussi rappeler, dans le cas particulier de l'extrême droite, que plus du tiers des élus régionaux du FN ont quitté leur formation grâce à ces arrangements. C'est l'érosion des élus et peut-être de l'électorat.

Au contraire, si l'on n'accepte pas cet état de fait, et cas, il ne faut pas en rester là. Il faut agir en relançant l'union au niveau national et surtout au niveau local pour créer la dynamique unitaire qui nous fera respecter par notre propre electorat.

C'est prioritairement au plan local qu'il faut installer des autorités politiques représentatives de toute l'opposition qui puissent faire appliquer effectivement les principes de l'UPF, par exemple, mais pas seulement, son article 7. Des instances locales fortes qui soient un point d'attraction et un point de ralliement.

Le pire serait le statu quo. Tel est le vrai sens de mon message abrupt parce que soucieux de

 M. Pierre Botton obtient un droit de réponse dans l'Express. - A la suite de la publication, jeudi 4 avril, par l'Express, d'un article le mettant en cause, M. Pierre Botton, gendre du maire de Lyon, M. Michel Noir, a obtenu, le soir même, du tribunal de Paris saisi en référé, de faire publier un communiqué de protestation dans le prochain numéro de cet hebdomadaire et dans un quotidien de son choix. M. Francis Cavarroc, vice-président au tribunal de Paris, a estimé que M. Botton avait subi, du fait de la teneur des allégations et « de la bru talité de leur expression, un trouble manifestement illicite, tant dans sa personne que dans son entourage et ce. quel que soit, par ailleurs, l'écho déjà donne par la presse à ses relations avec M. Noir». M. Botton avait demandé une publication dans six

□ DOM: création d'un groupe interparlementaire. - Les vingttrois députés et sénateurs des quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) ont annoncé, vendredi 5 avril, la création d'un groupe interparlementaire destiné à défendre l'économie agricole des DOM dans la perspective du marché unique européen de 1993. Au cours de leur première réunion, jeudi, au Sénat, ils ont notamment décide de « solliciter du président de la République une initiative permettant d'arrêter les dispositions nécessaires au développement et à la sauvegarde de l'économie agricole des DOM », notamment en ce qui concerne la production bananière et la silière canne-sucre-rhum.

L'Etat revient

Saite de la première page nt, l'affaire était

ntendue: la domination du entendue: la domination du eprivé», le culte du «chacun pour soi», paraissaient nous conduire inexorablement sur la voie de l'Etat minimal, selon les normes anglo-saxonnes. La France « socialiste » n'était pas en reste, elle qui, fraîchement identifiée à la «France qui gagne», s'adonnait aux joies du capitalisme, fü-il «tempére», avec l'ardeur des néophytes. Au point que le Paris de M. Mitterrand semblait devoir passer à la postérité comme la dernière place forte du

Depuis quelques mois pourtant, ce contexte change. Les Etats-Unis les premiers ont, semble-t-il, pris conscience de la dégradation des services publics, et des conséquences désastreuses de celle-ci, consécutive à l'application du dogme reaganien du « moins d'impôt». « Je veux vous rendre l'argent que cet homme vous a pris »: tel était le slogan de Ronald Reagan dans sa campagne contre Jimmy Carter. Aujourd'hui, les républicains eux-mêmes sont habités par le doute, tandis que les démocrates rivalisent d'éloquence autour d'un thème que l'on croyait réservé aux querelles hexagonales : faut-il une politique industrielle volontariste? Le renversement est ici presque complet : s'il ne touche pas encore les pratiques gouverne-mentales, il a déjà largement atteint

En Allemagne, le chancelier Kohl, qui pourtant ne passe pas pour réactionnaire, a choisi de faire confiance au seul marche pour mettre sur pied "unification, an point qu'à la limite la logique de sa politique devrait entraîner la fermeture de toutes les entreprises est-allemandes. Aussi l'immense problème social qui a surgi va-t-il conduire l'Etat allema à se montrer plus directif pour ten-ter de maîtriser le rythme même du processus de reconstruction.

Ce changement, qui n'épargne pas la Grande-Bretagne de M. Major, ne

pouvait pas ne pas gagner nos pro-pres rivages. Ne serait-ce que parce que la France est devenue, elle aussi, une société duale, si ce n'est à sieurs vitesses. Maigre bilan social pour une gauche qui promettait, précisément, face à M. Giscard d'Estaing, de repousser ce spectre là, matérialisation de la «cruauté» d'un capitalisme qui distingue les forts et les faibles, les compétitifs et les laisses-pour-compte. On a donc vu réapparaître, dans l'opinion, la question des inégalités; ce thème redevenant objet d'aspiration et

« Réflexes, crispations, protestations »

« La crise économique (...) provo-que dans les classes moyennes appauvries des réflexes et des crispa-fions qui les poussent à radicaliser leurs protestations; il y a longtemps que l'on sait que la prolétarisation de ces groupes sociaux produit un type de révolte où l'extrémisme de la droite s'alimente»: ce commentaire n'est pas de M. Danielle Mitter-rand retour de l'île de la Réunion, ni « La crise économique (...) provorand retour de l'île de la Réunion, n même de M. François Mitterrand à l'adresse de M. Michel Rocard. Il est du premier secrétaire du PS: M. Mitterrand caractérisait en ces termes, le 2 avril 1979, les effets de la politique de M. Giscard d'Es-

Douze ans plus tard, la «radicalisation » de la protestation annon-cée par M. Mitterrand a pris corps, à Vaulx-en-Velin comme à Sainta Vaulx-en-Velin comme a Saint-Denis de la Réunion; on sait main-tenant de quel « type de révolte » il s'agit; et l'extrémisme de la droite, rné par le Front national, pèse sur l'ensemble de la vie publique alors qu'il en était absent dans la décennie précédente. Le mai des banlieues, la spirale de

l'exclusion, ne sont plus à décrire. Le gouvernement en tire la conclusion - dur réveil pour la gauche qu'il lui faut faire prévaloir un « devoir d'intégration » qui ne soit

(1) M. Rocard pe fait pas mystère de s'être inspiré d'un livre de M. Michel Cro-zier, Etat modesse, Etat moderne.

حكذا بن الاجل

M. Michel Rocard veut en finir avec la guerre des polices

Le projet de loi relatif à la « sécurité intérieure » dont M. Michel Rocard a annoncé, jeudi 4 avril, le dépôt devant le Parlement est préparé de longue date par le ministère de l'intérieur. Le texte vise à clarifier les compétences respectives de la police nationale, de la gendarmerie et des douanes, ainsi que des polices municipales et des sociétés privées de gardiennage.

Vendredi 5 avril, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a décidé de suspendre l'activité de la société de gardiennage Assistance-Sécurité. Employant le vigile qui avait tué un jeune homme, d'un coup de fusil à pompe, le 26 mars à Sartrouville, cette entreprise privée s'était déjà fait connaître des

services de police, un an plus tôt : armé d'un revolver, l'un de ses employés avait menacé un enfant de onze ans, soupçonné d'un vol à la tire dans un grand magasin de Rosny-sous-Bois. Depuis lors, Assistance-Sécurité n'avait fait l'objet d'aucune mesure de contrôle par les pouvoirs publics.

Pareille incohérence ne devrait plus être possible. Le projet de loi annoncé sur la « sécurité intérieure » permettra de « clarifier nettement les compétences respectives » de la police nationale, des polices municipales ou des sociétés de gardiennage, a précisé M. Rocard, dont la déclaration a été accueillie « avec satisfaction " par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, organisation majoritaire

chez les policiers en tenue).

L'idée n'est pas neuve. Elle mûrit depuis 1989, quand le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, appelait de ses vœux une loi améliorant la coopération des services publics qui concourent à la sécurité intérieure (police, gendarmerie, douanes, notamment) et à définir les compétences des polices municipales et des sociétés privées de vigiles.

La surveillance du marché privé de la sécurité, qui répond aux besoins de protection des entreprises, des banques ou des centres commerciaux, sera ainsi renforcée. Avec près de 70 000 vigiles et gardiens, ce secteur s'est fortement développé au cours des dernières années. Ses quelque 1 600 sociétés n'emploient-eiles pas l'équivalent d'un agent privé pour trois agents du service public (115 000 policiers et 90 000

de ce secteur présente des lacunes que le ministère de l'intérieur veut combler : l'autorisation administrative délivrée à ces sociétés devrait être régulièrement renouvelée et leurs dirigeants et employés devraient faire l'objet d'enquêtes de mora-

Policiers municipaux sans armes

S'agissant des missions et du cadre juridique des polices municipales, dont plus de 2 600 communes se sont dotées, le ministère de l'intérieur est décidé à suivre les grandes lignes du rapport remis, en mai 1990, par le préfet Jean Clauzel. Ce texte préconise de cantonner les polices municipales dans des missions « complé-mentaires » à celles de la police

lutte contre la délinquance). Faisant écho à ce rapport, M. Marchand se déclare opposé au port d'armes pour les policiers municipaux. A l'heure actuelle, environ 37 % de ceux-ci sont autorisés à porter une arme de poing.

Enfin, le projet de loi cherchera à atténuer les rivalités traditionnelles opposant gendarmes, douaniers et policiers. Au moment même où des douaniers soupçonnés de recourir à des méthodes illégales pour mieux concurrencer les policiers chargés de lutter contre le trafic de drogue sont incarcérés à Dijon, le ministre de l'intérieur ne demandait-il pas aux préfets, le 28 mars, de veiller à une coordination accrue des services de police, de gendarmerie et des douanes, en matière de lutte contre l'immigration irrégulière?

d'être « très réticent » à toute reconnaissance de la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ) à des donaniers.

La coopération entre gendarmerie et police devrait poser moins de problèmes. Ainsi la préparation d'une nouvelle carte de l'implantation des services de police et de gendarmerie, pour mieux répondre aux mouvements démographiques qui peuplent les zones urbaines, est-elle déjà bien engagée. Il est vrai que l'arrivée au ministère de la désense de M. Joze, ardent partisan d'une harmonisation de l'utilisation des forces de l'ordre civiles et militaires, facilite les rapprochements entre la Rue Saint-Dominique et la Place Beauvau.

ERICH INCIYAN

Les prolongements de l'affaire Chevignon

Des fournitures scolaires pourraient tomber sous le coup de la loi anti-tabac

Tandis que des députés demandent l'arbitrage de M. Michel Rocard, plusieurs actions en justice sont in contre l'accord conclu entre la Seita et la marque de vêtements Chevignon. Les papeteries Clairefontaine, qui ont aussi passé un accord avec Chevignon, pourraient voir leurs fournitures scolaires tomber sous le coup de la loi Evin.

On n'a pas fini d'entendre parler de l'«affaire Chevignon», du nom de cette nouvelle marque de cigarettes de la Seita dont la récente commercialisation a provoqué une polémique mettant en lumière les profondes incohérences de la politique gouvernementale en matière de lutte contre le tabagisme. Quelques semaines seulement après la promulgation de la loi Evin visant à contrôler les actions publicitaires incitant à la consommation réflexe de tabac et de boissons alcoolisées d'origine industrielle, la Seita lançait cette nouvelle cigarette blonde à l'emblème d'une marque de vetements qui connaît un vif succès depuis quelques années chez de nombreux adolescents.

Tour à tour, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, puis M. Michel Rocard critiquaient avec vigueur cette initiative, le premier ministre allant jusqu'à dire que dans cette affaire la

Seita avait « carrément violé l'esprit de la loi ». «Cela n'est pas admissi-ble et il y sera donc mis bon ordre.» Plus d'un mois après cette mise au point, rien n'a été fait pour que, sinon «l'ordre», du moins une relative cohérence politique puisse prévaloir. Mieux encore, une série de nouveaux éléments vient compliquer une situation qui, si rien n'est fait, va rapidement évoluer vers un invraisemblable imbroglio commercial, politique et juridique.

Cahiers interdits?

Sur le plan commercial, on découvre en effet aujourd'hui que la Seita n'est pas la seule société avec laquelle la firme Chevignon a passe des accords. C'est ainsi qu'en 1990 un «accord de licence» a été établi avec les papeteries Clairefontaine visant à reproduire la marque et les logos sur une série de produits (cahiers, carnets, agendas, etc, soit quarante références au total) destinés à l'usage scolaire.

On souligne au siège vosgien de la société de papeterie ne pas avoir eu connaissance, au moment du contrat, des liens préexistants entre Chevignon et la Seita. « Nous sommes très ennuyés par les derniers développements de cette affaire, confie-t-on. Bien évidemment, nous allons nous entourer de toutes les precautions juridiques. Notre souci étant de ne pas nuire à l'image actuelle de notre société. Il nous sem-ble que la meilleure solution serait

que Chevignan se désengage vis-à-vis de la Seita.» Cette nouvelle donnée modifie notablement l'état des questions soulevées. Si rien n'était fait, on assisterait en effet, via les produits textiles de Chevignon et les fournitures scolaires (vosgienne, à une double incitation à la consommation de cigarettes Chevignon, c'est-à-dire à une double violation de la loi Evin.

La cacophonie est aujourd'hui totale. Deux parlementaires de convictions politiques opposées, MM. Jean-Marie Le Guen (député PS Paris) et Charles Descours (senateur RPR Isère) art rendu publique, mercredi 3 avril, une lettre qu'ils avaient adressée ces derniers jours à M. Michel Rocard et dans laquelle ils affirment «ètre profondément choquès» par cette affaire deman-dant au plus vite « un arbitrage ». « Cette initiative menace gravement la politique de santé publique, écri-vent-ils, la volonté conjointe du Parlement et de votre gouvernement est méprisée. C'est la crédibilité même de la loi et donc du Parlement qui est

en cause. v Pour sa part, M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé, indi-quait récemment que M. Henri Nal-let, garde des sceaux, avait « à sa let, garde des sceaux, avait « a să demande » saisi le parquet pour « diligenter une enquête judiciaire ». « Il s'agit, grâce à une enquête de police, de réunir les éléments susceptibles de constituer les preuves de l'infraction, commente-t-on au cabinet de M. Durieux. Au terme de

notre réflexion juridique, nous avons bon espoir que l'action intentée par la chancellerie débouche de manière positive. C'est maintenant les tribunaux qui nous diront l'état du droit

En d'autres termes, il semble que le premier ministre se re d'hui à procéder à un arbitrage qui, il est vrai, pourrait conduire à un désaveu public de M. Michel Charasse, ministre du budget, seul mem-bre du gouvernement à avoir soutenu, souvent de manière très provocante, les choix de la direction Dans l'immédiat, trois actions

judiciaires sont en cours. La pre-mière devant la juridiction civile, à l'initiative de l'Union fédérale des consommateurs Que choisir, vise à dénoncer le contrat Chevignon-Seita, « dont le but est immoral et illicite». La deuxième est intentés par la Ligue contre la fumée du tabac en public qui a introduit un référé devant le tribunal de grande instance de Paris. Le Comité national contre le tabagisme, enfin, a introduit une action devant la juridiction pénale. Celle-ci pourrait, dans les faits, conduire à interdire à la firme Chevignon de commercialiser demain ses vetements sous cette marque, dans la mesure où ceux-ci équivalent à une publicité pour une marque de cigarettes. Les produits Chevignon, tout comme ceux des papeteries Clairefontaine, pour-raient ainsi être frappés demain d'interdiction. JEAN-YVES NAU

Le débat sur l'avortement est relancé en Espagne

Un médecin condamné, puis grâcié

La question de l'avortement soulève à nouveau les passions en Espagne. Le gouvernement, réuni en conseil des ministres, a gracié, vendredi 5 avril, cinq jours à peine après son entrée en prison, le gynécologue German Saenz de Santamaria, qui avait été condamné à quatre ans rée comme illégale par la jus-

MADRID

de notre correspondant

Cette décision intervient alors que l' «affaire Saenz de Santamaria» est en train de provoquer une polémique nationale qui divise à la fois la classe politique, les milieux judiciaires et l'opinion publique. Ce n'est pas la première fois que ce gynécologue connu, qui a milité durant de longues années pour la reconnaissance du droit à l'avortement, a maille à partir avec la justice : les descentes de police ont été légion dans sa clinique de Malaga, et il se trouve aujourd'hui impliqué dans sept procès diffé-

Le cas qui vient pour la première fois de l'amener sous les verrous emble pourtant particulièrement clair : celui d'une petite fille for-cée, depuis l'âge de huit ans, de subir les pratiques sexuelles d'un oncle quinquagénaire la menaçant de mort si elle révélait les faits. de mort si elle révélait les faits.
Finalement enceinte à quatorze
ans, elle avorte, en octobre 1984,
dans la clinique du docteur Saenz
de Santamaria, et se décide à
dénoncer devant la justice son
oncle, qui sera condamné par la
suite

Mais ce n'est que quelques mois plus tard, en 1985, que le gouverpius taro, en 1953, que le gouvei-nement promulguera la loi autori-sant la dépénalisation partielle de l'avortement. Aussi un tribunal de l'avontement. Aussi un discussione Malaga condamnera-t-il le gynécologue pour IVG illégale. C'est le début d'une longue bataille jurididébut d'une longue bataille juridi-que. Le docteur fait appel, invo-quant la rétroactivité de la loi, un concept applicable en mattère pénale lorsque la nouvelle disposi-tion est plus favorable que l'anté-rieure. Finalement, au début de cette année, le tribunal suprême, tout en admettant ce principe, n'en cette année, le tribunal suprême, tout en admettant ce principe, n'en confirme pas moins la condamnation du médecin, mais pour un autre motif : la petite fille, assurent les juges, n'a pas été victime d'un viol, mais bien... de stupre, dans la mesure où il n'est pas établi que les relations sexuelles ont eu lieu contre son consentement l'Or, la loi justifie l'IVG dans le cas du viol. mais ne fait pas allusion du viol, mais ne fait pas allusion au stupre...

La décision du tribunal suprême provoque bien sûr le tollé. M. Saenz de Santamaria refuse de se présenter devant la justice, entre dans une semi-clandestinité, multipliant les déclarations et les conférences de presse. Ce n'est finale-ment que le 31 mars dernier qu'il se constituera volontairement pri-sonnier à Malaga. Tout porte à croire à ce moment que le gouver-nement, visiblement très mal à l'aise face au scandale, va décréter un indulto, c'est-à-dire une mesure

Mais la bataille juridique continue de plus beile. Une telle mesure

suppose, en effet, l'avis préalable du ministère public et du tribunal. Le procureur général de l'Etat, M. Leopoldo Torres, se prononce en sa faveur, mais le procureur en chef de Malaga, lui, s'y oppose, accusant carrément le gynécologue d'avoir « fait du délit son mode de vies. Le tribunal de Malaga, lui aussi, émet une opinion négative : les mêmes juges qui n'exclusient pas la veille qu'une petite fille de des rapports sexuels affirment cette fois que la même personne, à quatorze ans, n'avait pas l'âge suffisant pour « consentir » en connaissance de cause à un avortement.

Une interprétation restrictive de la législation

Triorne de

W-1-Mark

The second secon

The second second second

The Control of the Co

Si le gouvernement, comme la loi l'y autorise, a finalement passé outre à ces avis défavorables, cette décision d'indulto est toutefois loin de régier le problème de fond. La de regier le pronieme de rond. La loi de dépénalisation de 1985 est particulièrement restrictive, puis-qu'elle n'admet l'IVG que dans trois hypothèses : grave danger pour la vie de la mère, risque de nalformation du fætus ou viol. Dans la pratique, elle laisse ainsi une large marge discrétionnaire aux gynécologues et aux magis-

Or, médecins et juges constituent en Espagne deux professions profondement conservatrices. Les premiers s'en tiennent, dans leur majorité, à une interprétation très restrictive de la loi, qui rend souvent impossible, surtout dans les petites villes de province, l'avortement, même dans les cas prévus par les textes. Les seconds, souvent accusés de mansuétude lorsqu'il s'agit de juger les abus sexuels dont les femmes sont victimes, se mon-trent, en revanche, d'une impitoyable sévérité lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les avortements. Rien d'étonnant, donc, si l'on estime que les 73 000 IVG légales enregistrées en Espagne durant ces trois dernières années ne constituent qu'un faible pourcentage de la quantité totale d'avortements effectivement réalisés.

De plus en plus nombreux sont ceux qui considérent qu'il appartient au gouvernemenent de mettre fin à son attentisme en clarifiant et en réformant la loi. L'hypothèse envisagée initialement par les socialistes, celle d'autoriser également l'IVG pour « raisons socioéconomiques », est toutefois de plus en plus critiquée, car une telle formulation donnerait sans doute lien aux mêmes batailles d'inter-

Aussi la thèse d'une loi autorisant l'avortement à la seule condi-tion qu'il soit réalisé dans des délais déterminés gagne-t-elle du terrain. Un membre du gouvernement, le ministre des affaires sociales, M. Mathilde Fernandez, vient pour la première fois de se prononcer publiquement sans détour en faveur d'une telle solution. Son collègue le ministre de la présidence, M. Virgilio Zapatero, a toutefois aussitôt assuré qu'il s'agissait là d'une « opinion person-nelle », et que le gouvernement, actuellement, « étudie la question ». THIERRY MALINIAK

Des familles écossaises accusées de pratiquer des « rites démoniaques »

Satan aux Orcades

Neuf anfants, âgés de huit à quinze ans, ont été rendus à leurs familles dans les Orcades après leur avoir été retirés de force, il y a cinq semaines. Le tribunal de grande instance de Kirkwall, la principale ville de l'archipei des Orcades, au nord de l'Ecosse, a décidé jeudi 4 avril de ne pas retenir les accusations de sévices sexuels, accomplis au cours de « cérémonies sataniques », qui avaient été portées contre leurs parents par les services sociaux locaux. Cette affaire bizarre a fait grand bruit en Grande-Bretagne.

LONDRES

de notre correspondant A l'aube du 27 février, des resaccompagnés de policiers se présentent au domicile de quatre familles de l'île de South-Ronaldsay. Sans explication, ils emmènent sur le champ les neuf enfants et les confient à des familles d'adoption en Ecosse, sans possi-bilité pour eux de communiquer avec leurs parents. Caux-ci, ainsi

que le pasteur presbytérien de l'île, sont interrogés par la police. La chasuble que revêt celui-ci lors des enterrements est saisle.

Le pasteur fait valoir qu'à solvante-trois ans, et avec ses mumatismes, il seralt bien incapable d'aller de nuit dans une carrière abandonnée et glacée pour s'y livrer à des danses rituelles ecom-pagnées de chants en l'honneur de Satan, et encore moins d'y avoir una qualconque activité sexuelle. Il réussit à convaincre les policiers, qui le laissent tranquille. Mais les services sociaux interrogent sans relâche les enfants, en leur souiflant apparemment les réponses qu'ils souhaitent entendre.

Pressions inacceptables et « rapt légal »

Le juge du tribunal de grande ins-tance de Kirkwall a fait part, jeudi, de son étonnement devant la faiblesse des accusations. Les « musiques rituelles » incriminées pount fort bien être des chan de Michael Jackson, ou des airs tirés de la comédie musicale le Fentôme de l'Opéra, d'Andrew Lloyd Webber. Les masques et les vêtements trouvés lors des perquisitions auraient pu servir lors de la fête d'Halloween. Il a surtout relevé

par les services sociaux. Il n'a été tenu aucun compte des démentis apportés par les enfants eux-

Tout reposait en fait sur le témoignage de trois autres enfants d'une famille nombreuse de la même île, fortement perturbés et qui recoivent un traitement psychiatrique. Le juge a estimé que les responsables des services sociaux n'avaient pas fait preuve de beaucoup de bon sens et avaient exercé des pressions inacceptables sur certains enfants. « Plus tôt ils seront rendus à leurs parents, nieux cela vaudra », a-t-il conciu.

Plus d'une centaine de personnes les attendaient à leur descente de l'avion, jaudi soir, sur le petit aérodrome de Kirkwali. Un joueur de cornemuse escortait parents et enfants enfin réunis. Auparavant, les parents avaient envahi les bureaux des services sociaux et conspué son directeur, lequel a dû être protégé par la police. Ils réclament sa révocation et affirment que toute l'affaire équivaut à un «rapt légal». Ils entendent désormais poursuivre leurs accusateurs en justice.

L'île de South-Ronaldsay est une petite communauté de neuf cents

âmes. Les parents étaient des nouveaux venus, d'origine sociale plus élevée que la moyenne des habi-tants, qui avaient fui l'univers urbain pour vivre une existence plus proche de la nature. Peut-être leur style de vie a-t-il choqué leur voisinage et déclenché des calomnies? Une autre explication est apportée par le Daily Mail. Ce quo-tidien révèle que deux des assis-tantes sociales impliquées dans l'affaire avaient assisté en novem bre dernier à une conférence sur le satanisme organisée par N= Maureen Davies, une ancienne infirmière appartenant à une secte chrétienne fondamentaliste, qui s'est spécialisée dans la lutte contre les arites démoniaques».

L'opinion est d'autant plus troubiée que ce genre d'affaires semble se multiplier. A Rochdale, près de Manchester, vingt enfants âgés de deux à seize ans ont été retirés à la garde de leurs parents au cours de l'année demière. Dix d'entre eux ont été rendus à leurs familles, il y a un mois, lorsqu'il est apparu que les accusations reposaient sur les fantasmes d'un petit garcon de six ans qui passait son temps à reger-der des films d'horreur sur la magnétoscope de ses parents.

DOMINIQUE DHOMBRES

e concert Pharidon singulier

Bute belle de Cures WAS LINEAU CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE PA Medicination 1, ct. 125 in myte. It is demand the BANK THE LAND IN bende magnet der Gristy & plan aretotal marchand and Section of the second Market in Control der en beibeite tembere terris and the Bertant & S. Land Moin Bigar milion De service de des work & free records lest Obertrer. Mittella particular Sometic para father sue being arter transfer Postingen grate all the training rigourner ... Line VONDER!

ngg Ca February ATTACK BY THE PARTY in our a m Mark, is, there is the state of (La & Thate: - . white Sage of Lateral and ANTER SHIP

Reve noir

S'une meritenent unter

CELLY.

-- pr---

7 ... A.645

Sparities and

territaria.

100 00 00

F1 501 42

. . .

THE RE

r

100

er to Hill

1,-151.EM

. .

agest to the section of the

incluse 🕮 🧸

ppowers the ma achtet: marrie un 🙀 Cents isthible

and the sale of the sale Apr -- ** Access to the BARRY !! (Martin Charles : THE RESERVE OF goden a palieta i i e inc The Best of the State of P.Mfgre garage randa de la la MENT OF LITTLE PARTY

neral profession 205 14 -4 **-46**(104) hagia

SPECTACLES SAMEDI 6 - DIMANCHE 7 AVRIL

CINÉMAS LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Codine (1963), de Henri Colpi, 15 h;
Au revoir M. Grock (1949), de Pierre
Bilton, 17 h; instant fragile (1990), de
Jean-Claude Taki, les Clowns (1970,
v.o. s.t.f.), de Federico Felfini, 19 h; le
Cirque fantestique, v.f.), de Joseph M.
Neuwran, 21 h

DIMANCHE J'ai même rencontré des Tzigenes eureux (1967, v.o. s.t.f.), d'Aleksanhaureux (1967, V.O. s. 1617, v. 1618) dar Petrovic, 15 h; les Gens du voyage (1937), de Jacques Feyder, 17 h; la Gloire du cirque (1935), de George Sta-vens, 19 h; Variétés (1925), d'Éwald-André Dupont, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Le Festival nordique de Rouen : Don Len (1989, v.o. s.t.f.), de Jones Veit-kus, 18 h; Un ticket pour Tajmehal (1990, v.o. s.t.f.), d'Algimentas Puipa.

DIMANCHE La Ballade de Bruno (1976-1977, v.o. s.t.f.), de Werner Herzog, 18 h ; la Roulette chimoise (1977, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Les Cinémes d'Asie centrale soviéti-que : l'Arbre Djemal (1981, v.o. s.t.f.), de Khodjakouli Nariev. 14 h 30 ; le Bal-con (1988, v.o. s.t.f.), de Kalybek Saly-kov, 17 h 30 ; les Cigognes précocas (1980, v.o. uraduction simultanée), de (1980, v.o. traduction sim Bolot Chamchiev, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE
Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Septième Balle , v.f.), d'Ali
Khamraev, 14 h 30 ; Ivan le Terrible
(1944-1946, v.o. s.t.f. - lère partie), de
S.M. Eisanstein, 17 h 30 ; Ivan le Terrible (1944-1948, v.o. s.t.f. - 2-partie), de
S.M. Eisanstein, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie, porte Saint-Eus tache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI Gemins de Paris : Révoltes : Aérosol art (1986) de Charles Véron, Graines de violence (1983) d'Alain Ratié, De bruit violence (1803) a Alem rente, Le brait et de jureur 11987) de Jean-Claude Bris-sasu, 14 h 30 ; Ecole : l'Enfant prison-nier (1976) de Jean-Michel carré, Aler-tez les bébés, (1978) de Jean-Michel Carré, 16 h 30 ; Aventures : les Parents terribles (1948) de Jean Cocteau, 18 h 30 ; Aventures : la Vago (1983) de A. Djabri, Bâton Rouge (1985) de Rachid Bouchareb, 20 h 30 ; les Images médiatiques des toxicomanes : A l'ombre de la canaille bleue (1985) de Pierre Clémenti, 12 h 45 ; les knages médiatiques des toxicomanes : Neige (1981) Inliet Berto et Jean-Henri Roger,

20 h 30. DIMANCHE Garnins de Paris : Apprentissages Bande armonce : Clémentine Tango (1981) de Caroline Roboh, la Nuir porteigretelles (1984) de Virginie Thévenet, 14 h 30 ; Aventures : Jeux d'artifices (1986) de Virginie Thévenet, 16 h 30 ; Ecole : le Latin en sixième (1968) de Francis Bouchet, Silbermann (1971) de rre Cardinal, 18 h 30 ; Révoltes : Actualités Gaumont, Es Cours verts (1966) de E. Luntz.

20 h 30. LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) Cinoches, 6- (48-33-10-82).

ALICE (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 6- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; 14 Juilet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Lucarnaire, 6- (45-44-57-34); Studio 28, 18-

ALLIOURD'HUI PEUT-ÈTRE... (Fr.) (46-06-36-07). Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59 92-82) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

LES AVENTURIERS DU TIMBRE 32-20). PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

51-55).
BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) : Pathé Hautefeuille, 6: (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) : Sept Parrassiens, 14 (43-59-92-82) : Sept Parrassiens, 14 (43-20-32-20) : 14 Juliet Beaugranelle, 15 (45-75-79-79) : v.f. : Pathé Fran-13° (43-75-75-75); v.I.: Faule Frainces, 9° (47-70-33-88); Les Nation, 12° (43-43-04-67); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Pathé Wepler II, 18° (45-22-47-64)

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8-(43-59-04-67) ; Gaumont Parnesse, 14-(43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Français, 9-(47-70-33-88) : Les Momparnos, 14

(43-27-52-37). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-45). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-

19-09) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

COMING UP ROSES (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-

80-25). COUPS POUR COUPS (*) (A., v.o.) Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26) ; v.f. : Rex. 2. (42-36-83-93) UGC Montpamassa, 6- (45-74-94-94) Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Pathé Citchy, 18- (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) Forum Horizon, 1. (45-08-57-57); UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50) : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, IAS-22-47-94).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Reflet Lagos II, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-DANSE AVEC LES LOUPS (A.,

v.o.) : Forum Horizon, 1. (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2· (47-42-60-33); Bretsgne, 6· (42-22-57-97); UGC Odéon, 8· (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); GSU-HGC Normandle, 8: (45-53-16-16); GSUMONT Alésis, 14: (43-27-84-50); Saumont Alesia, 14 (43-27-04-30); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-38-

10-96). LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 2- (47-42-00-33); Publicis Champs-Eysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Geurnont Parnesse, 14 (43-35-30-40).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

J'A! ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., 10-82). v.o.) : Les Trois Luxembourg. 6. (46-33-97-77) ; Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Oriant Express, 1- (42-33-42-26); Saint-André-des-Arts 1, 6- (43-26-48-18) ; George V. 8- (45-62-41-45) ; Saint-Lazare-Pasquiar, 8- (43-87-35-43) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20} KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.)

Cinoches, 6: (48-33-10-82). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-47-42-60-33) : Publicis Saint-Germa 6- (42-22-72-80) ; Gaumont Ambas sade, 8 (43-59-19-08) : 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14. (43-27-84-50). LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82) ;

Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); 14
Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83);
George V, 8: (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Sept Pamas siens, 14 (43-20-32-20) : 14 Juillet Beaugranelle, 15 (45-75-79-79); v.f.; Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74); Misural, nassa, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé

betta, 20- (46-36-10-96). MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Orient Express, 1- (42-33-42-28) ;

Pethé impérial, 2- (47-42-72-52) ; George V, 8- (45-82-41-46) ; v.f. :

Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74);

Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-

MADAME BOVARY . Film fran-

MADAME BOVARY . Film fran-cais de Claude Chabrol : Gaumont Les Halles, 1: (40-26-12-12) ; Rax, 2- (42-36-83-93) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) : UGC Montpar-nasse, 6- (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Seint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) : UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Peramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : 14 Juillet Bestille, 11-(43-57-90-81) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12-

43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12•

(43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13-

(45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Miramar, 14-

(43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugre-

nelle, 15- (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-69-00-16);

Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

SOGNI D'ORO. Film italien de

Nanni Moretti, v.o.: Ciné Basubourg, 3• (42-71-52-36); Le Saint-Germain-

(42-22-87-23) ; Les Trois Belzac, 8-

(45-61-10-60) : 14 Juillet Bastille,

11. (43-57-90-81) ; Sept Parnas-

WE THE LIVING. Film italien de

Goffredo Alessandrini, v.o. : Panthéon, 5- (43-54-15-04).

36-83-93); UGC Danton, 6- (42-25-

10-30) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-

Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8- (45-62-

20-40) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-

56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-

01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-

94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-

84-50) : Miramar, 14- (43-20-89-52) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-

79-79) ; Gaumont Convention, 15- (48-

28-42-27) ; UGC Maillot, 17* (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18* (45-22-

47-94) ; Le Gambatta, 20 (46-36-

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-

79-38) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-

36-14) : Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) ; v.f. : Paris Ciné I, 10- (47-70-

Triomphe, 8* (45-74-93-50); Studio 28, 18* (46-06-36-07); v.f.: Rex, 2*

(42-36-83-93) ; UGC Momparnasse, 6

MISTER JOHNSON (A., v.o.) Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) :

Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-

عد-مدا. LE MYSTÈRE VON BULOW (A.,

v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,

v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-

72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2

(47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-

37-57-47) : Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14-

(43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI

57-57] ; UGC Odéon, 8- (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-

10-30); UGC Rotonde, a (49-94); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-62-20-40); v.f

74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59) ; Mistral, 14: (45-39-

, v.o.) : Forum Horizon, 1• (45-08-

10-96).

(45-74-94-94).

La Pagode, 7- (47-05-12-15) :

siens, 14 (43-20-32-20).

-Prés, Salle G. de Beauregard, 6

LES FILMS NOUVEAUX

46-01).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI. Film américain d'Amy Hacker-ling, v.o.: Forum Horizon, 1- (46-08-67-57); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); George V, 8- (45-62-41-45); UGC Normandle, 8- (45-63-41-48); UGC Normandle, 8- (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montparasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazara-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40);

nasse, 14 (43-20-12-06); USC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Cichy, 19 (45-22-46-01); La Gembetta, 20 (45-36-10-96). AUX YEUX DU MONDE, Film français d'Eric Rochant : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gau-Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); La Bastilla, 11 (43-07-48-80); LIG Caballes, 12 (45-81-81-81); LIG Caballes, 13 (45-81-81-81); LIG Caballes, 14 (45-81-81-81); LIG C 48-60) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-48-80); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40); Gaumont Alésie, 14: (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); UGC Maillot, 17: (40-88-00-16); Pathé Wepler II, 18: (45-22-47-94);

nbetta, 20- (46-36-10-96). BASHU, LE PETIT ÉTRANGER. Film kranien de Bahram Beyzal, v.o. : Utopia Champollion, 5: (43-26-

BUSINESS OBLIGE. Film américain de Jan Egleson, v.o. : Forum

EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, END OF THE NIGHT (A., v.o.) George V, 8 (45-62-41-46).

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnassa, 6. (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); George V, 8- (45-62-41-46) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86). GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V, 8. (45-62-

41-46). GHOST (A., v.f.) : UGC Montpar nasse, 6- (45-74-94-94). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15- (48-

28-42-27). GREEN CARD (A., v.o.) ; Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36); UGC Denton, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95) ; Blenvende Montpar-nasse, 15- (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : UGC

Convention, 15 (45-74-93-40). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epéc de Bois, 5- (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe

8 (45-74-93-50). HENRY & JUNE (") (Fr., Y.O.) : HENRY & JUNE (*) [FT., V.O.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). HENRY V (Brit., V.O.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (") (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg. 6- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Rex. 2 (42-36-83-93) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

HOT SPOT (7) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

14- (45-39-52-43) ; Pathé Montpar-Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gam-

Halles, 1- (40-26-12-12); Rex, 2- (42-

46-01). ON PEUT TOWJOURS REVER (Fr.) Fauvette, 13 (43-31-56-86). L'OPERATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Miramar, 14- (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

20-12-06) ; Pathé Clichy. 18- (45-22- |

LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); Gau-mont Les Halles, 1• (40-26-12-12); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan Concorde, 8- (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40) : Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15-(45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15-(43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Monipamassa, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montpamasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

10-96) LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46); Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) ; Saint-Lembert, 15-

POUSSIÈRES DANS LE VENT (Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5

(43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Saint-Lam-

bert, 15. (45-32-91-68); v.f. : Bretagne, 6- (42-22-57-97). ROSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SONT MORTS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-

RUE DU BAC (Fr.) : Les Trois Beizac, g. (45-61-10-60). SAILOR ET LULA (") (Brit., v.o.)

Studio Galande, 5: (43-54-72-71); Lucernaire, 6: (45-44-57-34). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE [Por., v.o.] : Latina, 4- (42-78-47-86) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34). STAYING TOGETHER (A., v.o.)

Epée de Bois, 5• (43-37-57-47). TELS PÈRES TELLE FILLE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46). TOMBES DU CIEL (Esp.-péruvier v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55). LA TRIBU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Normandie, 84 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8: (43-59-31-97); George V, 8 (45-62-41-46) ; Faurvette, 13. (43-31-56-86); Las Montparnos, 14 (43-27-52-37) : Saint-Lambert, 15- (45-32-

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

UN FLIC A LA MATERNELLE (A., v.f.) : Rex, 2* (42-36-83-93) ; Fauvette, 13* (43-31-56-86). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46); Pathé Français, 9• (47-70-33-88); Les Montparnos, 14• (43-27-

LES GRANDES REPRISES BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande,

5- (43-54-72-71).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5• (43-54-51-60). COMMENT ÉPOUSER UN MIL LIONNAIRE (A., v.o.) : Action Ecoles, MISERY (*) (A., v.o.) : UGC

5- (43-25-72-07). DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6* (45-44-28-80).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

FEDORA (A., v.o.) : Action Christine, 6- (43-29-11-30). LA FLUTE ENCHANTÉE (Su., v.o.) :

Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) ; Les Trois Belzac, 8- (45-61-10-60). HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4- (42-78-

LAURA (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxembourg. 6- (46-33-97-77).

PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40). LES PETITES MARGUERITES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5: (46-33-

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09). 52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de premièn et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

CELIMARE LE BIEN-AIMÉ. Théâtre Daniel-Sorano (48-08-60-83), 21 h ; dim. 18 h (3). CONFUSIONS, Lierre-Théâtre (45-88-55-83) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (3). LE DERNIER DÉLIRE PERMIS. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, hm.) 21 h ; dim. 17h (3).

LE TARTUFFE. Gymnasa Marie-Bell (42-46-79-79) (dim. solr, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (3). ROMEO ET JULIETTE. Amandiers de Paris (43-86-42-17). (dim. soir. lun.) 20 h 30 ; dim. soir. lun.) 15 h 30. (3). OPÉRAS FEUILLETON DU BRÉ-

SIL. Meison des cultures du monde (45-44-72-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (3). RAPSODOG. Cartoucherie. RAPSODOG. Cartoucherie. Atelier du chaudron (43-28-97-04) (dim., lun.) 20 h 30 (3).

LEILA ET LE CONTEUR. Essaion de Paris (42-78-48-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 16 h (3).

MARTIN LUTHER KING, JR.

Théêtre de la Bastille (43-57-42-14). (dim. soir, lun.) 19 h 30 : dim. 15 h 30 (3). HISTOIRE D'UN IDIOT. Théâtre

20 h 30, dim. 16 h. ATALANTE (46-06-11-90). Cinzano ATELIER (48-06-49-24). Le Maître

Ce soir, c'est gratuit : 20 h 30. Festival des remarquables : 22 h CARTOUCHERIE ATELIER DU

(48-08-39-74). Le Marchand de Venise : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle I. Andromaque : 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. La Nuit du père : 21 h, dim.

SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en alternance : 15 h 30, mer., jeu., ven. 19 h 30, Agamemnon en alternance : 19 h 30, dim. 13 h.Dim. Les Choéphores en alternance : 13 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA POTERNE-DES-PEUPLIERS (47-26-79-37). Les Femmes savantes : 15 h, mar 21 h

national de l'Odéon (43-25-70-32) (lun.) 18 h et 21 h (3). FREGOLI. Théâtre national de

and the second s

Chalitor (47-27-81-15) (dim., soir, tun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (5).

PIMENT CANNIBALE. Fondation
Deutsch-de-la-Maurthe (45-65-38-48) (dim., kin.) 20 h 30 (5). PUTINKON. Point-Virgula (42-78-67-03) (lun.) 21 h 15 (5). LES HOMMES NAISSENT TOUS

EGO. Montpamasse (43-22-77-74) (dim.) 21 h (5). BONHEUR A TOUTE HEURE. Tristan-Bernard (45-22-08-40) (sam.) 15 h (6).
MONTAIGNE. Cergy-Pontoise (30-30-33-33) (dim. soir, lun.) 20 h 30 : dim. 16 h (6). RAHAB. Crypte Sainte-Agnès

(47-00-19-31) (dim. soir. jeu.) 18 h 30 : dim. 15 h ; lun. LA NUIT REMUE. Guichet Monte (43-27-88-61) (dim., lun.)

19 h (9).
BORIS. Boulogne-Billancourt (48-03-60-44) 20 h 30 (9).
DON QUICHOTTE. Espace Acteur (42-62-35-00) (dim. soir, hun.) 20 h 30; dim. 16 h (9).
DROWNING'. The Sweeny (46-32-32-12) 20 h (7). DROVERSON (7). 33-28-12) 20 h (7). Marie-Stuart (45-08-33-28-12) 20 ii (/). LA VISITE, Marie-Stuart 17-80) (dim., km.) 22 h (9).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62).
On n'en meurt pas : 21 h 45.
AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30, dim. 15 h 30.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). La Fille de Rimbaud : 16 h et 20 h 30, dim. 16 h.

20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3.
QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53).
Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30.
Le Prince du pavé : 20 h 30. dim. 17 h.
Lo To Folo ou les Fèlés d'amour : 22 h.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Facture : 17 h 30 et
20 h 45, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).
Ce spir, c'est gratuit : 20 h 30. Festival

CHAUDRON (43-28-97-04). Rapsodog: 20 h 30. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS

(demière) 16 h 30.
CARTOUCHERIE THÉATRE DU

L'AQUARIUM (43-74-99-61). La Peau et les Os : 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). L'Année de l'évail : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h. Au seuil de la pesanteur : 21 h, dim. 16 h. CINO DIAMANTS (45-80-51-31).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-STTAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Adonis : 20 h 30. La Galerie. L'Inconnue de Calais : 20 h 30. La Resserre. Jacques le fataliste et son maître :

20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30, COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Drôle de goûterl : 19 h et 21 h 30, dim. o n. Comédie des Champs-Elysées

(47-23-37-21). Chevallier-Laspales : COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richeleu. Le Melade imaginaire: 14 h, dim. 20 h 30. Le Barbier de Séville ou la Précaution inutile:

20 h 30.Dim. Père : 14 h. DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-Monsieur Bennett : 21 h, dim.

15 h 30.
 DÉCHARGEURS (TLD) (42-3600-02). Cinq pas dans la tendresse :
21 h, dim. 17 h.
 DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h, dim. 15 h 30.
 DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Humains, encore un effort pour être amoureux! : 20 h 30, dim. (dernière) EDGAR (43-20-85-11) Les Babas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire: 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 18 h. La Mouette : 20 h 45, dim. 20 h. Baudelaire : 22 h 30, dim.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Retour à Brodway : 15 h. Salle II, Lella et le Conteur : 20 h 30, dim. 16 h. et le Conteur : ZU n 3U, CITT. 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (45-55-38-46). Piment can-nibale : 20 h 30. FONDATION LUCIEN PAYE (42-65-

28-37). Trois gouttes de sang et, Cet animal étrange en alternance : 20 h 30, FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan dim. 17 h. des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. GAITE-MONTPARNASSE (43-22-

16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h. GARE DE LA MER (48-87-66-37). Drowning : 20 h 30. Home Free



MUSIQUES

La Mano Negra encercle Paris

Allant au-devant de son public, le groupe fait la tournée des banlieues

LA MANO NEGRA

Cette idée de tournée des banlieues est venue toute seule, avant Sartrouville, avant Vaux-en-Velin. La Mano Negra a toujours aimé les métaphores militaires et l'image d'un commando tournant autour de la capitale, de Nanterre à Mon-treuil, de La Plaine-Saint-Denis aux Ulis, comme les Indiens autour des chariots, ne pouvait que autour des chariots, ne pouvait que séduire le groupe. Et puis, à la veille de la sortie de leur nouvel album, King of Bongos, prévue pour les jours qui viennent, il leur fallait être là, sans tout à fait verser dans le rituel concert-interviews-télévision qui accompagne d'habitude les publications des gros vendeurs. Puta's Fever, le deuxième album de la Mano Negra, leur premier pour Virgin, s'est vendu à plus de trois cent mille exemplaires.

Après un concert surprise sur invitation au Bataclan (les sirènes parisiennes restent irrésistibles), les choses sérieuses ont commence jeudi 4. au gymnase Evariste-Gallois de Nanterre. Le principe de base n'a pas changé: le paroxysme permanent. Tout ce qui fait les fai-blesses de la Mano Negra sur disque se transforme sur scène en arguments irréfutables : les idées qui s'évaporent des qu'elles sont formulées, l'incapacité de construire dans le temps, les approximations dans le texte ou l'exécution deviennent fluidité, énergie irrépressible, liberté de forme, générosité. Dans le gymnase de Nanterre, le son caverneux défienre les nouvelles c laisse surnager que le beat qui ne s'arrête jamais. On pense avec les

critique n'est pas de mise. Ce gymnase, fait pour la musique comme Gaveau pour le catch à quatre, accueille d'ordinaire les ébats gymniques des élèves du CES voisin. Ce soir, rien n'a changé. La moyenne d'âge du public de la Mano est à la baisse, collégiens et lycéens transpirent, plus sans doute que pendant les cours d'éducation physique. Ils montent sur la scène pour se jeter dans le public, un chœur de jeunes filles scande le

pieds, ou l'on s'en va, l'exercice



les parents attendent. Tout à l'heure, avant que les héros n'eutrent en scène, une bonne partie de la saile a hué Little MC, la première partie, parce que c'est du rap. Pour combler cette distance qui se creuse entre le groupe et son public, la Mano Negra rame à con-tre-courant, fait revenir Little MC au rappel, met en évidence la continuité entre le rock, le rap et le reggae, après la propagande par le

prénom de Manu Chao. A la sortie fait arrive le temps de la pédagogie par les décibels.

THOMAS SOTINEL

▶ Le 6 avril à 20 h 30 aux Magasins généraux de La Plaine-Saint-Denis avec Human Spirit. Le 7 à 20 heures à Champs-sur-Marne, gymnase Jean-Jaurès avec La Marabunta. Le 9 à 20 h 30 à Créteil, Palais des sports.

L'Itinéraire en concert

Un programme, au Centre Pompidou, représentatif de ce groupe musical singulier

L'Itinéraire (Hugues Dufourt, Gérard Griscy, Michaël Levinas, Tristan Murail, Roger Tessier) se sont décernés à eux-mêmes, avec le concours de quelques exégètes dévoués, un satisfecit qu'une partie de l'institution musicale leur marchande depuis longtemps, par l'intermédiaire d'un numéro spécial de lo Repus envicale partie en de la Revue musicale paru en février (1). Comme s'il n'était pas absolument clair que L'Itinéraire a succédé en 1973 au Domaine musi-cal défunt en lui tournant résolument le dos?

Le succès de ce mouvement n'est pas lié à l'avènement d'une esthéti-que commune, mais à la forte personnalité de chacun de ses chefs de file. L'unité viendrait plutôt de la variété des interprètes, qui ont contribué, par une souplesse et une disponibilité exceptionnelles, à la matérialisation de rêves acoustiques irréalisables ailleurs, Aujourd'hui encore, c'est aux concerts de l'ensemble de L'Itinéraire qu'il faut aller pour être sûr d'entendre ce qu'ont voulu les compositeurs.

Ainsi, le 4 avril, dans la grande salle grise du Centre Pompidon, le programme était-il assez représen-tatif par le choix des compositeurs, des œuvres, et la qualité de l'inter-nétation de ce qu'on peut appeler l'aesprit Itinéraire». En ouverture, François Bousch (né en 1946) dirigeait t'une de ses œuvres les plus récentes (Quasar, pour six percus-sionnistes et dispositif électroacoustique) après une première partie un peu didactique, dans la mesure où l'on part de simples non mesurés pour arriver progres-sivement aux sons à hauteur fixe en passant par le stade des constrastes puis des rythmes mesu-rés. Dans la seconde partie, harmo-nic et mélodie enfin émancipées établissent un climat de véritable poésie. Le final, marqué d'abord par des sons ponctuels de plus en plus nombreux et variés, nimbés d'échos, comme une synthèse, est un dépassement de ce qui précède.

Au cœur du temps, du Canadien François Rose (né en 1959), offre de curieuses superpositions paral-

Les membres fondateurs de lèles de mélodies rapides, quasi tonales, qui produisent des phénomères de brouillage inédits. De brèves séquences, transposées sans cesse, des rythmes syncopés et parfois très réguliers, conferent à l'œuvre un certain tonus qui ne suffit pas néanmoins à soutenir durable-

La seconde partie du concert, entièrement dédiée à Gérard Grisey (né en 1946), ne proposait que des reprises, mais, précisément, des pages comme Talea ou Jour, contre-jour gagnent à l'être réguliè-rement. Talea, pour flûte, clari-nette, violon, violoncelle et piano (1986), dont le titre signifie Cou-pure, d'une exécution si périlleuse à cause des problèmes d'intonation et de justesse, aggravés par la rapi-dité du discours, était peut-être donnée pour la première fois telle que le compositeur l'a voulue, avec ses frottements de hauteur entre les instruments qui créent des tensions et des couleurs étranges. Grisey ne nous a guère habitués à une musi-que si alerte, si pleine de sève. Les mêmes interprètes, excellemment dirigés par Pascal Rophé, doivent l'enregistrer prochainement.

Des deux pièces contrasfantes pour saxophone basse, Anubis et Nout (1990), fort bien rendues par Claude Delangle, la seconde, lente, avec des doubles sons et des intervalles non tempérés, est celle qui possède le charme le plus immédiat, pour reprendre le titre d'une

plus ancienne. Cette fidélité à soi-même, qui ne verse pas dans le maniérisme, n'est rien d'autre que le style. Et la dernière œuvre de la soirée, Jour, contre-jour pour orgue électrique, treize musiciens et bande magnétique (1979), est du Grisey le plus caractéristique. Les sons enregistrés et ceux des instruments, amplifiés, fusionnent totalement; la continuité d'une musique en perpétuelle mutation empêche toute mémorisation qui risquerait d'objectiver ces impressions acoustiques raffinées et éphémères. On assiste à la naissance des sons, à leur épanouissement, à leur désintégration; à la fin, le mirage s'évanouit, la sensation demeure. Seule l'analyse de l'œuvre peut nous convaincre qu'il y a derrière tout cela une organisation rigoureuse car, à l'audition, on voudrait croire que c'est le fruit

autre page de Grisey beaucou

GÉRARD CONDÉ

(1) La Revue musicale, numéros 421-424, 491 pages. Diffusée par l'iné-raire, 10, avenue du Noyer-Lambert, 91200 Massy. Tél : 49-40-03-68.

(2) L'Itinéraire a demandé à Jean-Phi lippe Najarro l'analyse de Talen et de Jour, contre-jour.

THÉATRE

Rêve noir

La fin de l'époque baba et de la non-violence

MARTIN LUTHER KING Jr au Théâtre de la Bastille

Martin Luther King Ir était noir, prêcheur, et voulait lutter contre la ségrégation, contre tous les racismes, toutes les inégalités, par les voies constitutionnelles. Il a été assassiné le 4 avril 1968 - deux mois avant Robert Kennedy. C'était la faillite de la non-violence, des utopies fraternelles, qui avaient quand même réussi a destabiliser l'opinion américaine, et occidentale, pendant la guerre

Isaach de Bankolé - King - et Hammou Graia - metteur en scène, qui joue également Ralph Abernathy, son compagnon de lutte - font revivre le personnage à partir de quelques sermons et de plusieurs biographies. Plus précisé-ment, ils cherchent à rappeler ses idées généreuses, le personnage n'apparaissant qu'à travers des ragots sur ses appétits sexuels et son honnèteté. A travers aussi ses indignations, sa révolte, mais alors, tout de suite, l'individu s'efface derrière le leader, le métoricien virtuose. Plus qu'un être humain, il demeure, en dépit de la présence très forte de Bankolé, un porte-pa-

Le retour à ce qui paraît être un moment où l'histoire aurait pu

prendre une autre route semble

préoccuper les gens de théâtre. Ils pensent la plupart du temps analy-ser ainsi où et comment le «mal» a gagné. Il est difficile pourtant d'éviter le ressassement nostal gique...

Topical S

Distriction and the Section

a example de

Certes, on ne peut qu'être d'ac-cord avec la lutte de Martin Luther King Ir contre toutes les exclusions et les injustices sociales. Mais les arguments présentés ici, qui partent de la foi chrétienne et y reviennent sans cesse, paraissent schématiques et sans poids aux esprits mécréants, il en reste, malgré l'envahissement de la mode

Les autres personnages, sa femme (Nicole Dogue), les Blancs (Robert Jaurès), les Noirs (Alex Descas), ne sont la que pour contribuer à la démonstration. Isaach de Bankolé se donne avec ferveur à ses discours. Les acteurs sont d'ailleurs très bien, la mise en soène est sobre, les déplacements simples et efficaces, le rythme du spectacle est souple et nerveux, l'espace très bien habité, queiques projections sur un écran définissent les lieux, mais on a l'impression de revenir au temps du théâtre à thèse. Après tout, certains

COLETTE GODARD ▶ Du mardi au samedi à 19 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél.: 43-57-42-14.

PATRIMOINE

Musées en caisses

Les Travaux publics refont surface. Les plans-reliefs sont toujours en boîtes

UN MUSÉE RETROUVÉ à la Défense

Dans un de ces sous-sois dont la Désense a le secret, trente-cinq maquettes sont exposées. Les plus anciennes datent du dix-huitième siècle. Les plus récentes ont été exécutées au début des années 50. Toutes ont pour thème les grands travaux - un sujet à la mode. La mise en scène est sobre et met en valeur une série de ponts, d'époques et de matériaux divers, à différentes étapes de leur construction : ponts parisiens d'Iéna, de la Concorde et de Bercy, pont sur le canal de Bourgogne, pont Neuf de Toulouse, pont d'Avignon. Certaines évoquent des ouvrages dis-parus (barrage de la Tuillière sur la

Rocquencourt). D'autres sont de véritables plans-reliefs qui permettent de mesurer le bouleversement des paysages en quelques décennies : la déviation de La Fère, petite ville encore entourée de ses fortifications vers 1938, ou le débouché du tunnel de Saint-Cloud, orgueil des ingénieurs de la III. République agonisante, particulièrement fiers de l'intégration de leurs travaux aux constructions plus anciennes aujourd'hui noyèes sous un médio-cre béton.

Dordogne) ou modifiés (l'aménage-

ment du triangle autoroutier de

La vitrine de l'ingénierie française

On passe de l'Egypte (le plan-rele canal de Suez) au Tonkin (le barrage du Day), des caissons de Saint-Nazaire au Paris, paquebot

niché dans son radoub du Havre. Ces pièces éparses destinées à eduquer, à informer et à exalter le savoir-faire français ont acquis, le temps passant, une autre dimension : elles sont devenues les éléments d'un puzzle, celui de notre

mémoire technique et industrielle.

Ce sont également les rescapées d'un musée - celui des travaux publics - mis en caisses en 1955, et dont le sort est significatif. L'établissement avait connu des jours sastes. Inauguré par le président de la République Albert Lebrun, en 1939, il était le dernier-né de la grande vague muséographique des années 30, la vitrine de l'ingénierie française. Le ministère des travaux publics en avait confié la construction à l'architecte Auguste Perret qui signa là, place d'Iéna, un de ses chefs-d'œuvre, quoique inachevé. Dans cet hymne au béton, seront exposées les maquettes des grands équipements, régulièrement renou-

En 1954, l'Ecole nationale des ponts et chaussées se sépare de sa célèbre galerie de modèles réduits. Une centaine de pièces vont enrichir les collections. Pas pour longtemps. L'année suivante, l'Assemblée de l'Union française, à la recherche d'une adresse, se fait attribuer le bâtiment (1). Expulsé, le musée est mis en caisses en attendant des jours meilleurs.

Certaines d'entre elles sont récupérées par la SNCF, la RATP ou le service des Phares et Balises. D'autres échouent au port de Bonneuil où elles subissent deux inondations successives, avant d'être entassées - voire broyèes - dans un entrepôt du quai d'Austerlitz. Elles y reste-ront jusqu'à cette année. Les efforts de Bertrand Lemoine et de Jean Mesqui les tireront de ce cul-de-basse-fosse. Elles sont aujourd'hui dans un local situé à la

Un inventaire a pu être fait pour la première lois depuis quarante ans. Sur trois cent soixante éléments, cent quatre-vingt-dix ont pu être sauvés. Les autres se sont évaporés dans la nature. Ainsi la reproduction du viadue de Garabit au 1/100 - 5 mètres de long prêtée au Palais de la découverte n'a jamais été retrouvée. On a signalé sa présence du côté de Turin... Mais outre les dispari-

tions, 10 % des collections ont été irremediablement detruites au cours de leurs pérégrinations et 30 % d'entre elles sont sérieusement endommagées. Que faire de ce musée en miettes? Où l'installet? La Défense est riche en entresols aménageables, affirment les plus optimistes. Encore faut-il l'accompagner d'un proiet. Il n'est pas question de le ressusciter in extenso. Le concept muséographique d'avant guerre a fait son temps. Sans doute faudrait-il concevoir un espace qui pourrait accueillir, à partir d'un fonds per-manent enrichi par des dépôts réguliers, des expositions temporaires autour de thèmes comme Un canal, des canaux monté naguère à la Conciergerie avec des éléments venant d'ailleurs de cette collection. Celle-ci pourrait également s'intégrer à un projet plus ambitieux, comme ce grand musée d'architecture, serpent de mer caressé par plusieurs ministres et touiours resté à l'état de pieuse intention.

La triste histoire des plans-reliefs

Mais la triste histoire de ces caisses baladeuses rappelle immanquablement une autre institution. en passe de prendre le même che-min en dépit de dénégations répétées, Il s'agit des plans-reliefs des Invalides. Après avoir fait couler beaucoup d'encre, cette collection, elle aussi en caisses, sombre dans l'indifférence. Une partie de ses éléments - dix-neuf plans-reliefs est à Lilie. Ils sont logés au Musée des beaux-arts de la ville. Quatre « villes » ont été remontées le temps d'une exposition. Le temps de constater aussi qu'elles avaient fort mal supporté le voyage. On doit les caser dans les sous-sols du bàtiment, dont les aménagements nécessitent de lourds travaux.

Quel parti le conservateur, avec la meilleure volonté du monde. pourra-t-il tirer de cette collection qui lui a été imposée? Collection

fragmentaire, loin des archives qui la fondent, privée de ses restaurateurs, elle sera réduite à l'état de gadget municipal ou régional. Ce qu'elle n'est justement pas. Chaque maquelte est un instantané qui saisit la ville (et nous permet d'en comprendre les structures encore visibles dans bien des cas), la plaine, les montagnes, les vallées ou le littoral voisin.

Comme ces instantanés ont été pris à des dates qui s'échelonnent sur deux siècles, ils sont devenus les supports inégalés d'une réflexion sur la mutation urbaine et la transformation du paysage de la fin du dix-septième siècle au milieu du dix-neuvième siècle, de Maastricht à Rome en passant par Anvers, Metz, Strasbourg ou Perpi-

Réflexion qui devrait en toute logique conduire à la création d'un espace consacré à l'urbanisme sous toutes ses formes - architecture comprise. Il faciliterait la conservation de ce type d'archives (en deux ou en trois dimensions) avant leur destruction ou leur rachat par un quelconque Getty Trust. Mais on retombe sur le fameux sernent de mer déjà évoqué. Le ministère de la culture pourrait néanmoins commencer par le plus facile : éviter que ces plans-reliefs, d'autant plus chargés de symboles qu'ils ont été conçus comme des œuvres d'art, ne soient dispersés aux quatre coins de la France.

Il serait peut-être temps de réfléchir sereinement, en dehors de toute polémique, à l'usage que l'on peut faire de ces lambeaux de musées condamnés à végéter dans des sous-sois humides.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Aujourd'hui, c'est le Conseil économique et social qui siège dans le bâtiment

investie par un festival de théâtre le quatrième - appelé « les Défer-Espace Art Défense-Galerie lantes », conduit par Jacques Livde l'Esplanade à la Défense. chine et sa compagnie de l'Unité. Jusqu'au 2 juin. il est fondé sur des spectacles d'im-

Seul(e) en scène

Chaque année, parmi les propositions qui lui parviennent, Pierre Santini en reçoit un grand nombre qui concernent des spectacles à un seul personnage. C'est pourquoi le Théêtre des Boucles de la Marne, qu'il dirige à Champigny, organise un mini-festival appelé Seul(e) en scène,

Du 7 au 14 avril, dix pièces dont la cohérence tient au genre - un comédien, un texte, et un décor réduit à quelques éléments - vont se succéder : le Demier Jour d'un condamné, d'après Victor Hugo, par Thierry Monfray : la Chute, d'Albert Camus, par François Chaumette ; la Contrebasse, de Patrick Soskind, par Michel Fontayne ; Calamity Jane, de Martha Jane Cannary Hickok, par Anny Romand ; Stratégie pour deux jambons, de Raymond Cousse, par l'auteur...

Les pièces à un seul personnage se sont développées ces dernières années pour des raisons financières, mais pas seulement. Elles tiennent aussi au désir des artistes de renouer des liens plus directs entre l'auteur et le public. Interprètes et conteurs à la fois, les comédiens regrettent l'intimité des veillées d'autrefois. Un débat permettra à chacun de s'exprimer sur le devenir artistique et littéraire des monologues de théstre. Ce sere la seule fois au cours du festival où plusieurs voix pourront se faire entendre ensemble.

FRANCIS GOUGE > Théâtre des Boucles de la Marne. Centre Gérard-Philipe. 54, boulevard du Château, 94500 Champigny. Téi : 48-80-90-90.

🗆 Festival de Fécamp. – Jusqu'au provisations, avec Gustave Parking, Philippe Cohen (le Cid improvisé) et Francis Vidil. 14 avril, la ville de Fécamp est ► Renseignements : Centre culturel de Fécamp, 54 rue Jules-Ferry. 78400 Fécamp. Tél.: 35-29-22-81.

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Samedi Codine (1963), de Henri Colpi, 15 h ; Au revoir M. Grock (1949), de Pierre Billon, 17 h ; Instant fragile (1990), de Jean-Claude Taki, les Clowns (1970, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 19 h ; le ie fantastique , v.f.), de Joseph M. men, 21 h.

DIMANCHE D'MANGHE

D'al même rencontré des Tziganes
heureux (1967, v.o. s.t.f.), d'Aleksandar Petrovic, 15 h ; les Gens du voyage
(1937), de Jacques Feyder, 17 h ; la
Goire du cirque (1935), de George Stevens, 19 h ; Variétés (1925), d'EwaldAndré Dupont, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Le Festivel nordique de Rouen : Don Juan (1988, v.o. s.t.f.), de Jonas Vair-kus, 18 h ; Un ticket pour Tajmahal (1990, v.o. s.t.f.), d'Algimentas Puips,

DIMANCHE La Ballade de Bruno (1976-1977, v.o. a.t.f.), de Werner Herzog, 18 h ; la Rou-lette chinoise (1977, v.o. s.f.f.), de Ral-

> **CENTRE GEORGES** POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : l'Arbre Djamal (1981, v.o. s.t.f.), de Khodjakouli Narliev, 14 h 30 ; le Balcon (1988, v.o. s.t.f.), de Kalybek Salykov, 17 h 30 ; les Cigognes précoces (1980, v.o. traduction simultanée), de Bolot Chamchiev, 20 h 30. DIMANCHE

Les Cinémas d'Asle centrale soviéti-que : la Septième Balle , v.f.), d'Ali Khamraev, 14 h 30 ; Ivan le Terrible (1944-1946, v.o. s.t.f. -1ère partie), de S.M. Esenstein, 17 h 30 ; Ivan le Temble (1944-1946, v.o. s.t.f. -2-partie), de

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eus-tache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI Gamins de Paris : Révoltes : Aérosol art (1986) de Charles Véron, Graines de nce (1983) d'Alain Ratié, De bruit et de fureur (1987) de Jean-Claude Bris seau, 14 h 30 ; Ecole : l'Enfant prison-niar (1976) de Jean-Michel carré, Aler-tez les bábés (1978) de Jean-Michel Carré, 16 h 30 ; Aventuras : les Parenta terribles (1948) de Jean Cocteau 18 h 30 ; Aventures : la Vago (1983) de A. Djabri, Bâton Rouge (1985) de Rachid Bouchareb, 20 h 30 ; les Images médiatiques des toxicomanes : A l'om-bre de la canaîtie bleue (1985) de Pierre nti, 12 h 45 ; les Images média ques des toxicomanes : Neige (1981) de Juliet Berto et Jean-Henri Roger,

DIMANCHE Gamins de Paris : Apprentissages : Bande amonce : Clémentine Tango (1981) de Caroline Roboh, la Nuit porte-jarretalles (1984) de Virginie Thévenet, 14 h 30 ; Aventures ; Jeux d'artifices 1986) de Virginia Thévenet, 16 h 30 Ecole : le Latin en sixième (1968) de Francis Bouchet, Silbermann (1971) de Pierre Cardinal, 18 h 30 ; Révoltes : Actualités Gaumont, Essais (1984), les Cœurs verts (1966) de E. Luntz,

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS ("") (A., v.o.) Cinoches, 6- (48-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; UGC Danton, 6. (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6- (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8- (45-62-20-40) : UGC Opera, 9- (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Escurial, 13. (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Lucernaire, 6• (45-44-57-34) ; Studio 28, 18•

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14* (43-20-

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Letina, 4- (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3* (42-71-52-36) ; Pathá Hautefeuille, 6* (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugren 15- (45-75-79-79) : v.f. : Pathé Fran çais, 9- (47-70-33-88) ; Les Nation, 12-(43-43-04-67) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86) : Pathé Wepler II, 18- (45-22-

LE BUCHER DES VANITÉS (A v.a.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8-(43-59-04-67) ; Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40) ; v.i. : Pathé Français, 9-(47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14-

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82] ; George V. 8- (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) Studio des Ursulinas, 5- (43-2619-09); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-501. COMING UP ROSES (Brit., v.o.) :

Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-COUPS POUR COUPS (*) (A., v.a.) Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; v.f. : Rex, 24 (42-36-83-93) UGC Montparnasse, 8- (45-74-94-94) Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31)

Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Paramount Opérs, 9. (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II,

18- (45-22-47-94).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5. (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8. (43-59-36-14).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Bretagne, 6- (42-22-57-97) UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gau-mont Ambassada, 8- (43-59-19-08); UGC Normandia, 8. (45-63-16-16) Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) v.f. : Rex (le Grand Rex), 2- (42-36 93-93) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pethé Wepler, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra. 2* (47-42-60-33) ; Pathé Hautefauille, 6* (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60); Gaumont Pamassa, 14-(43-35-30-40).

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-

J'Al ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 8- (48-33-97-77) ; Républic Cinémes, 11- (48-

05-51-33).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Saint-André-des-Arts I. 6• (43-26-48-18) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Seint-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43); Sept Pamassiens, 14: (43-20-32-201

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1-|40-26-12-12| : Gaumont Opéra, 2-|47-42-60-33| : Publicis Saint-Garmain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambas-sade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Gaumont Par-nasse, 14• (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) Forum Horizon, 14 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); George V. 8- (45-62-41-48); UGC Bierritz, 8º (45-62-20-40); Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugranelle, 15: (45-75-79-79); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74); Mistral, 14. (45-39-52-43) ; Pathé Montpar-

Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gamhetta. 20: (46-36-10-96). MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Rex, 24 (42-

nasse, 14• (43-20-12-06); UGC Convention, 15• (45-74-93-40); Pathé

LES FILMS NOUVEAUX

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI, Film américain d'Amy Hecker-ling, v.o. : Forum Horizon, 1º (45-08-10-30); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) : Saint-Lazare-Pasquier. 8- (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9-(47-70-33-88) : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bas-9° (47-42-96-31); UGC Lyon Bas-tille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobe-lins, 13° (45-61-94-95); Mistral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montpar-nasse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Le Gambetra, 20° (48-36-10-96).

AUX YEUX DU MONDE. Film français d'Eric Rochant : Gaurnont Les Halles, 1• (40-26-12-12) ; Gau-mont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; UGC 6• (42-25-10-30) : La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8 (43-69-19-08); La Bastille, 11 (43-07-48-60); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) : Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40) : Gaumont Aléaia, 14- (43-27-84-50) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Wepler II. 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96). BASHU, LE PETIT ÉTRANGER.

Film iranien de Bahram Bevzer, v.o. : Utopia Champollion, 5. (43-26-84-65). BUSINESS OBLIGE, Film américain de Jan Egleson, v.o. : Forum

EATING (A., v.o.): 14 Jurillet Odéon, 6- (43-26-59-83). END OF THE NIGHT (A., V.O.) :

George V. 8- (45-62-41-48). L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52); Epée de Bois, 5• (43-37-57-47); UGC Roronde. 6- (45-74-94-94); UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; v.f. : Pathé Montpar-

nassa, 14 (43-20-12-06). LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : 14 Juillet Pamasse, 6- (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-97-77) ; George V, 8- (45-62-41-46) : Fauvette, 13- (43-31-56-86). GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V, 8 (45-62-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montper nasse, 6- (45-74-94-94). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) : Gaumont Convention, 15- (48-

GREEN CARD (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Denton, 6- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambessade, 8. (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40) ; UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Bienvende Montpar nasse, 15- (45-44-25-02) ; v.f. : Para mount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.): Epse de Bois, 5- (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83).

HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe 8- (45-74-93-50). HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.)

Cinoches, 6- (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.) : Forum Orient Express. 1- (42-33-42-26); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER ("") (A., v.a.) : Las Trais Luxem-

bourg, 6. (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., V.I.) Rex. 2- (42-38-83-93) ; Grand Pavois, 15- (45-54-48-85). HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52) ; George V, 8º (45-62-41-46) ; v.f. : Fauvetta Bis, 13. (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01). MADAME BOVARY . Film fran-

cais de Claude Chabrol : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Rex, 2 (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montpar-nasse, 6 (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Seint-Lezare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); 14 Juillet Bastille, 11: 43-57-90-81]; Les Netion, 12- (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-69); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Alésia, (43-27-84-50) : (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugre-nelle, 15- (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; LIGC Maillot, 17: IAO-68-00-16) Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

SOGNI D'ORO. Film italien de Nanni Moretti, v.o.: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Le Saint-Germaindes-Prés, Selle G. de Besuregard, 6-(42-22-87-23); Les Trois Batzac, 8-(45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20). WE THE LIVING. Film Italien de Goffreda Alessandrini, v.o. : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

36-83-93); UGC Danton, 6- (42-25-10-30) : UGC Montparmasse, 6- (45-74-94-94) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-69-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 134 (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 144 (43-27-84-50); Miramar, 14-(43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-28-42-27); UGC Maillot, 17* (40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gembetta, 20- (46-36-

10-96). MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.) Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); Elysées Lincoln, 8. (43-59-36-14) : Sept Parnassiens, 14: (43-20-32-20) ; v.f. : Paris Ciné I, 10- (47-70-

21-711 MISERY (") (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); Studio 28, 18: (46-08-36-07); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94)

MISTER JOHNSON (A., v.o.) Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; Pathè Marignan-Concorde, 8 (43-59-LE MYSTÈRE VON BULOW (A.

v.o.) : Choches, 6: (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (7 (A. v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15• (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Gau (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI

(A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) : UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; UGC Rotande, 6- (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE | 20-12-08) : Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

ON PEUT TOUJOURS REVER (Fr.) : Fauvette, 13 (43-31-56-86). L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); Miramar, 14- (43-20-89-52) : Gaumont Convention, 15- (48-

28-42-27). LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Gau-mont Lea Halles, 1 (40-26-12-12); Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-58-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88); La Bastille, 11- (43-07-48-80) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenalie, 15- (45-75-79-79); Blenvende Montparnasse, 15-(45-44-25-02): Kinopanorama, 15-(43-06-50-50) ; UGC Mellot, 17- (40-68-00-16); v.f. : Rex. 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Les Nation, 12. (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01) , Le Gambetta, 20- (48-36-10-96)

LE PETTY CRIMINEL (Fr.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46); Gaumont Pamesse, 14-(43-35-30-40)

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Républic Cinémas. 11: (48-06-51-33) : Den fert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 145-32-91-681 POUSSIÈRES DANS LE VENT

(Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5: (43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.D.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f. : Bre

tagne, 6- (42-22-57-97), ROSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SONT MORTS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1: (42-33-

42-261. RUE DU BAC (Fr.) : Les Trois Baizac 8. (45-61-10-60). SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.)

Studio Galande, 5- (43-54-72-71); Lucamaire, 6- (45-44-57-34). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4: (42-78-47-86); Locemaire, 6: (45-44-57-34).
STAYING TOGETHER (A., v.o.):

Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). TELS PERES TELLE FILLE (A. v.o.) : George V. 8- (45-62-41-46). TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien

v.o.) : Latina, 4- (42-78-47-86). TORCH SONG TRILOGY (A., v.g.) Ciné Baaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55) LA TRIBU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); UGC Normandie, 8-(45-63-16-16); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) : UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59) ; Les Montpernos, 14- (43-27-

52-37); Mistral, 14-(45-39-52-43). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : Club Gaumont (Publicis Marignon), 8 (43-59-31-97); George V, 8-[45-62-41-46); Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Les Montpamos, 14- (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15- (45-32-

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

UN FLIC A LA MATERNELLE (A., v.f.) : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Fauvette. 13- (43-31-56-86). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) ;

Lucernaire, 6• (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8• (45-62-41-46) : Pathé Français, 9• (47-70-33-88); Les Montparnos, 14 (43-27-

LES GRANDES REPRISES BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande,

5• (43-54-72-71). LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60). COMMENT ÉPOUSER UN MIL-LIONNAIRE (A., v.o.): Action Ecoles, 5- (43-25-72-07).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6- (45-44-28-80). EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82). FEDORA (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30).

LA FLUTE ENCHANTÉE (Su., v.o.) Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60). HUIT ET DEMI (it., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40). INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4 (42-78-

LAURA (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxem bourg, 6- (46-33-97-77). PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.) :

Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). LES PETITES MARGUERITES (tchèqua. v.o.) : Accatone, 5: (46-33-86-86). SA MAJESTÉ DES MOUCHES

(Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 6-

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relache sont indiqués

CELIMARE LE BIEN-AIMÉ. Théâtre Daniel-Sorano (48-08-60-83), 21 h ; dim. 18 h (3). CONFUSIONS. Llerre-Théâtre (45-86-55-83) (dlm. soir, km.)

20 h 30 ; dim. 16 h (3). LE DERNIER DELIRE PERMIS. Théâtre de la Bestille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 17h (3). LE TARTUFFE. Gymnese Marie-Bell (42-46-79-79) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (3). ROMEO ET JULIETTE, Amendiers de Paris (43-66-42-17). (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 15 h 30. (3).

OPÉRAS FEUILLETON DU BRÉ-SIL. Maison des cultures du monde (45-44-72-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 17 h (3). RAPSODOG, Cartoucherie, Ate-

lier du chaudron (43-28-87-04) (dm., lun.) 20 h 30 (3). LEILA ET LE CONTEUR. Essaion de Peris (42-78-48-42) (dim. soir, tun.) 20 h 30; dim. 16 h (3). MARTIN LUTHER KING, JR.

Theatre de la Bastille (43-57-42-14). (dim. soir, lun.) 19 h 30; dim. 15 h 30 (3). HISTOIRE D'UN IDIOT. Theatre AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62).

On n'en meurt pas : 21 h 45.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARTISTIC-ATHEVAINS (48-08-36-02). La Fille de Rimbaud : 16 h et 20 h 30, dim. 16 h.

AMANDIERS DE PARIS (43-88-

42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30, dm. 15 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90), Cinzano : 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). La Maître

de go: 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard, Les apparances sont trompeuses : 20 h 30, mar. 18 h 30. Salle Louis Jouvet, Phèdre : BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3

QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30. Le Prince du pevé : 20 h 30, dim. 17 h. Lo To Folo ou les Félés d'amour : 22 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Le Facture : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratult : 20 h 30, Festival des remarquables : 22 h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHALIDRON (42-22-27-04).

CHAUDRON (43-28-97-04) Rapaodog: 20 h 30.
CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS
(48-08-39-74). Le Marchand de
Venise: 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA
TEMPÈTE (43-28-36-36). Saila i.

Andromaque : 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. La Nuit du père : 21 h, dim. (demière) 16 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en alternance : 15 h 30, mer., jeu., ven. 19 h 30. Agememon en alternance : 19 h 30, dim. 13 h.Dim. Les Choéphores en alternance : 13 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Le Peau et les 0s : 20 h 30, dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air efferie : (demière) 16 h 30.

78-44-45). Le fond de l'air effraie 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE CULTUREL DE LA

POTERNE-DES-PEUPLIERS (47-26-79-37). Les Femmes sevantes : 15 h, mar. 21 h. rmar, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-74-42-19). L'Année de l'éveil :
20 h 30, dim. (dernière) 16 h. Au seuil
de la pesanteur : 21 h, dim. 16 h.
CING DIAMANTS (45-80-61-31).
Oncie Vania : 20 h 30, dim. 17 h 30. national de l'Odéon (43-25-70-32) fun.) 18 h et 21 h (3). FREGOLI, Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir. lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (5).

PIMENT CANNIBALE, Fondation Deutsch-de-la-Meurthe (45-65-38-46) (dim., lun.) 20 h 30 (5). PUTINKON. Point-Virgule (42-78-67-03) (lun.) 21 to 15 (5). LES HOMMES NAISSENT TOUS EGO. Montparnasse (43-22-77-74) (dim.) 21 h (6). BONHEUR A TOUTE HEURE. Tristan-Bernard (45-22-08-40)

mm.) 15 h (6).
MONTAIGNE. Cargy-Ponto (30-30-33-33) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (6). RAHAB. Crypte Sainte-Agnès (47-00-19-31) (dim. soir, jeu.) 18 h 30 ; dim. 15 h ; lun. 20 h 30 (8).

LA NUIT REMUE. Guichet Montse (43-27-88-61) (dim., lun.) BORIS, Boulcone-Billen 03-60-44) 20 h 30 (9).

DON QUICHOTTE, Espace Acteur (42-62-35-00) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (9). DROWNING'. The Sweeny (46-33-28-12) 20 h (7). LA VISITE, Marie-St 17-80) (dim., lun.) 22 h (9).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-68). Grande saile. Adonis : 20 h 30. La Galerie. L'incon-nue de Calais : 20 h 30. La Resserre, Jacques le fataliste et son maître

20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30, cm. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orôle de goûterl : 19 h et 21 h 30, dim.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Chevallier-Laspales : COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelleu. Le Matade ima-ginaire : 14 h, dim. 20 h 30. Le Barbier de Séville ou la Précaution inutile : 20 h 30 Dim. Père : 14 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon weekend Monsieur Bennett : 21 h, dim. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Cinq pas dans la tendresse : 21 h, dim. 17 h. DEUX ANES (48-06-10-26), L'Hu-

nour en coin : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Humains, ancore un effort pour être amoureux! : 20 h 30; dim. (demière) 16 h. EDGAR (43-20-85-11), Les Babas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où orr nous dit de faire : 22 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY

(47-42-59-92). Meme heure l'année prochaine : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). La Belle de Cadix: 14 h 30, dim. 14 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le
Jeu de l'amour et du hassrd: 18 h 45,
dim. 18 h La Mouetta: 20 h 45, dim.
20 h. Baudelairs: 22 h 30, dim.

16 h 45. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Retour à Brodway : 15 h. Selle II. Lesla et le Conteur : 20 h 30, dim. 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (45-65-38-46). Pirment cannibale: 20 h 30. FONDATION LUCIEN PAYE (42-65-

28-37). Trois gouttes de sang et. Cet animal étrange en alternance : 20 h 30. dim. 17 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-18-18). Coiffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h. GARE DE LA MER (48-87-66-37). Drowning : 20 h 30. Home Free : 20 h 30.

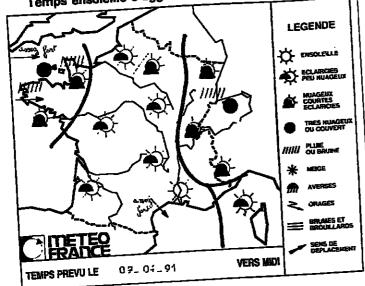
AU MAIRE SOMMAIRE D'AVRIL PHILATELISTES. NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS Thématique : la franc-maconnerie. Dibouti.

Thématique : les timbres plis des services en les timbres plis des services en les timbres plis des services en les timbres plis des régime international. une télécarte?

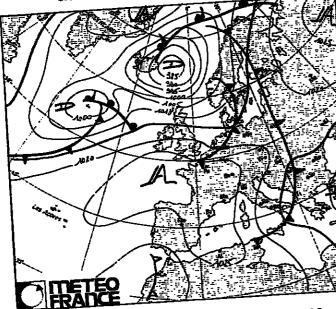
Histoire international.

Trégime ent faire éditer une télécarte? LE MONDE DES PHILATELISTES POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES En vente chez votre marchand de journaux

(43-26-19-09).



SITUATION LE 6 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



Le temps de ce début de semaine sera nettement plus clément que celui du week-end, Lundi, le ciel sera encore nuageux sur le nord de la France.

Lundi : quelques nuages au nord. Lundi : queiques nuages au nord. Les nuages seront encora nombreux le matin de la Bretagne, à la Normandie, au Nord - Pas-de-Calais. Au cours de la journée, ces nuages se décalerant vers l'Alsace et la Lorraine. La soleil reviendra par le nord-ouest.

Ailleurs, retour des conditions anticycloniques. Après la dissipation des brouillards et des brumes, notamment

PERPIGNAN ___

Α

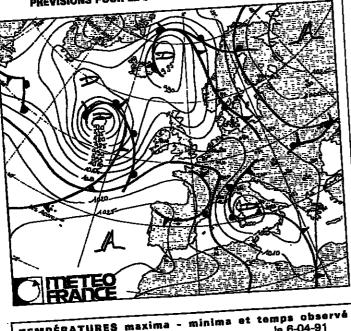
В

assez nombreux dans le Sud-Ouest, les Pays de Loire, la vallée de la Saône, la journée sara très ensoleillée. Le vent d'ouest soufflere modéré ment en Manche. Légers mistral et tra-

Les températures au lever du jour seront le plus souvent comprises entre 2 et 5 degrés. Elles seront un peu plus élevées sur les côtes, de l'ordre de

68 degrés. Dans l'après-midi, elles s'élèveront jusqu'à 12-15 degrés sur la moitié nord, jusqu'à 16-19 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 8 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES Valeurs extrêm	maxima - militaria massa massa relevées entre et le 6-04-1991 à 6 heures TU	le 6-04-91	1
FRANCE AJACCIO 13 8 N BIARRITZ 10 8 N BORDEAUX 12 2 D BOREST 12 1 N CAEN 11 5 D CAERBOURGE 11 5 D CHERBOURGE 12 4 C CHERBOURGE 12 4 C CHERBOURGE 12 5 D LILLE 12 5 I LIHOGES 9 0 I LILLE 12 5 I LIHOGES 9 0 I LYON 11 4 S NANCY 13 3 NANCY 13 13 NACCE 10 9 PARES MONTS 13 5	TOULOUSE 12 4 D TOURS 13 1 D POINTEAPITRE 32 23 N ETRANGER ALGER 16 9 N AMSTERDAM 10 4 D ATHÉNES 17 12 N BANGKOK 36 25 N BARCELONB 17 4 D BELGRADE 21 10 N BEELIN 15 7 C	MADRIA MARRARGE 22 10 MARRARGE 22 10 MEXICO 25 11 MEXICO 25 11 MILAN 11 8 MOSTOR 11 3 3 MARRORI 24 13 MARRORI 24 13 MARRORI 25 15 MEW-YORK 17 9 MEW-YORK 17 9 MEW-YORK 17 9 MEW-YORK 16 9 MEW-YORK 16 9 MEW-YORK 17 15 MEW-YORK 15 3 MARRORI 15 MEW-YORK 17 17 MEW-YORK 17 18 MEW-YORK 18 M	DDDPCCCPCCCPNN

LE CAIRE...

D

LOS ANGELES

C ciel couvert FACLIC TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

N

VARSOVIE

9 A

*

neige

T

0

OLSEC

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : » signelé dans « le Monde radio-télévision » ;

On peut vois : » Bla par manufact une Chaf d'annue ou desdeux : » ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 6 avril

TF 1
20.55 Variétés : Sébastien c'est fou!
22 40 Magazine : Ushuara.
23.40 Magazine : Formule sport.
o 40 Au trot.
0.45 Journal et Météo.

A 2 20.45 Téléfilm : Pas de faire-part pour

Max. 22.20 Magazine : Bouillon de culture. 0.00 Journal et Météo. 0.20 Série : Médecins de nuit (rediff.) 2.00 Magnétosport : Equitation.

> FR 3 De 20.00 à 0.05 La Sept 0.05 Série rose : L'Elève.

> 0.35 Magazine : L'Heure du golf. **CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm Le shérif mène le racket 22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations.

22.55 Les Superstars du catch. 23.45 La Nuit rose. 1.45 Cinéma : Jours et nuits d'Eva Blue.

20.50 Divertissement : Grain de folie. 22.20 Débat : A tort et à raison. 0.00 Le Journal de la nuit. 0.10 Magazine : Intégral.

M 6

20.35 Téléfilm : Le Prix de l'amour. 22.15 Musique : Les Starclips. 23.50 Six minutes d'informa 23.55 Musique : Rapline. 0.45 Musique : Boulevard des clips

LA SEPT 21.00 > Documentaire : Le Troisième Millén

2.00 Rediffusions.

22.35 Soir 3. 22.55 Stéphane Grappelli : portrait rêvé.

L'Equipe du dimanche.

La Loi de Los Angeles.

13.30 Série : L'Enfer du devoir.

15.20 Série : Lou Grant. 16.12 Série : Frog Show.

16.50 Documentaire :

17.20 Cirque.

18.25 Série :

19.55 Journal.

22.40

20.10 Magazine : Elkabbach.

23.40 Magazine:

16.25 Tiercé à Longchamp.

La Grande Saga

19.15 Contes à dormir debout.

20.45 Journal des courses.

20.50 Cinéma : La Petite Voleuse.

Top chrono.

0.20 Journal de la nuit. 0.30 Le Club du Télé-achat.

14.20 Musique : Les Starclips.

16.00 Série : L'Ami des bêtes.

16.45 Série : Laredo. 17.40 Série : L'Homme de fer.

19.25 Magazine : Culture pub.

19.54 Six minutes d'informa-

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 6.

La Ligne de démarcation.

22.20 Capital.

Les Routes du paradis.

Plaisirs de femme. 1

0.10 Six minutes d'informa

0.15 Magazine : Sport 6.

0.25 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

Pièces de théâtre

de Gertrude Stein.

Antoine de Tounens,

roi de Patagonie (2) Chroniques de France.

Putting up the Pickles

De sable et de sang.

Du lundi au vendredi,

à 9 houres, sur FRANCE-INTER

«ZAPPINGE»

Une émission de GRBERT DENOYAN

avec ANNICK COJEAN et la contaboration du « Monde »

15.15 Danse : Entre-temps.

18.00 Danse : Le Corsaire.

Qu'il était bon

mon petit Français. ##
21.45 Portrait sentimental
d'un cinéaste brésilien.

19.30 Documentaire : Martial Solal.

20.00 Documentaire

20.30 Cinéma :

22.30 Cinéma :

15.30 Téléfilm : Moi,

14.30 Animation :

M 6

18.30 Série :

20.35 Cinéma :

22.30 Cinéma :

La Famille des collines.

Magazine : Reporters.

des animaux.

Dimanche 7 avril

TF 1 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).

Série : Agence tous risques (rediff.). 16.00 Divertissement : Vidéo gag. 16.35 Disney Parade. 18.00 Magazine : Téléfoot. Magazine: 7 sur 7.
Jean Poperen, ministre chargé des relations avec la Parlement. 19.05

20.00 Journal, Météo et Tapis 20.45 Cinéma :

Papy fait de la résistance. 22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22.45 Cinéma : Châteauroux district.

0.15 Journal et Météo. 0.40 Série : Intrigues (rediff. et à 2.40, 5.35). 1.05 Concert: Soirée Schubert-Bach.

15.00 Série : Mac Gyver. 16.40 Série : Euroflics. 17.30 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde. 18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Série : Taggert.

22.25 Magazine : Musiques au cœur. 23.35 Journal et Météo.

23.50 Série : Le Saint (rediff.). 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine :

Sports 3 dimanche. Cyclisme; Petinage; Saut à 17.30 Magazine : Montagne. 19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, Mag Ché.
20.05 Série : Benny Hill.
20.35 Magazine : Mille Bravo.
22.00 Magazine : Le Divan.
22.20 Journal et Météo.

22.45 Cinéma : Le Tombeau hindou.■■ Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Le Choix tragique 15.35 ➤ Documen Spécial allumés. 16.40 Dessin animé : Les Simpson.

17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.). Can't buy me love. --- En clair jusqu'à 20.40 ---19.30 Flash d'informations.

19.35 Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma :

Femmes au bord de la crise de nerfs. **EX** 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine:

CARNET DU Mande Naissances

Nadiae et Patrick ABIVEN

à Saint-Maur, le 4 avril 1991. Katherine et Charles CLAOUÉ

sont très heureux d'ann Philippe Marie Louis,

le 13 mars 1991, à Saint-Thomas' Hos-

pital, Londres. <u>Décès</u> - M. Guiseppe Castelli,

son époux, M. et M= Michel Charpentier et leurs enfants, M. et M= Daniel Castelli et leurs enfants, M. Claude Castelli ct Mª Brigitte Jacqu

M= Patricia Castelli et ses enfants, M. et Ma ito Tama et leurs enfants, M. et M. Philippe Castell et leurs enfants, ses enfants et petits-er M= Constant Péré,

ses enfants et petits-enfants,
M. et M. Raymond Héreat
leurs enfants et petits-enfants, ses frère, sœur, belle-sœur, M= Edwige Castelli

et ses enfants, M. et M= Pietro Parolini et leurs enfants, M= Renata Castelli et ses enfants, M. Maurvo Castelli,

et nièces, ont la douleur de faire part du décès de M= Rolande CASTELLI, née Héreau,

survenu, le 2 avril 1991, dans sa main-en-Laye (Yvelines).

Les obsèques ont eu lieu le : 6 avril, à 9 heures, au cimetière de la Genetrière, à Marly-le-Roi (Yvelines).

71, chemin de la Sabotte, 78160 Marly-le-Roi.

 M= Maurice Dappe, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 28 mars 1991, de

M. Maurice DAPPE.

20, rue de Varize, 75016 Paris.

- Rosières. Nantes. Paris. La Banke.

M. Adrien Gouteyron.
Le capitaine et M= Serge Gouteyron-Le Pollotec
et leur fils,
M. et M= Gaudier-Gouteyron et leurs enfants, M. et M. Taupin-Gouteyro

et leurs enfants, M= Charles Gouteyron, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis GOUTEYRON,

rappelé à Dieu à l'âge de quatre-vingt-

Son épouse,

En Lui, il a rejoint

Mélina GOUTEYRON, Sa belle-fille,

Rosie GOUTEYRON.

La messe de funérailles a été célébrés en l'église de Rosières, samedi 6 avril, à 16 heures.

- Aix-en-Provence, Aulnay-sous-Bois. M= Henri Michel,
née Lucienne Julien,
M. et M= Claude Michel
et leurs enfants,
M. Claude Pyrame et M=,
née Simone Michel,

et leurs enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri MICHEL, survenu à Aix-en-Provence, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-mité familiale, le 6 avril 1991. Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE Renselgnements: 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T. ... 92 F Toutes rubriques Abousés et actionnaires ... 80 F Communicat. diverses 95 F

Thèses étudiants

Me Bernard Pecquerie, M. et Ma François Pecqueri et leurs enfants, M. et Ma Eric Pecquerie

t leurs enfants, Bertrand Peoquerie, r sorence Delkacein, M. et M≈ Jean Lefrançois, nt la douleur de faire part du décès de nt la douleur de faire part du décès de

Bersard PECQUERIE, promotion de Saint-Cyr
« Général Frère », chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre TOE.

Les obsèques auront lieu à la cha-pelle du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5-, le mardi 9 avril 1991, à 10 h 30.

65, rue Raynor 75016 Paris

- Jean-Marie SIMON, metteur en scène de théâtre et d'opéra,

Pour ceux qui l'ont aimé, estimé, une messe aura lieu en l'église Saint-Roch, à Paris, le 10 avril, à 18 heures.

<u>Anniversaires</u> Pour le douzième anniversaire de

la mort tragique de Amir Abbas HOVEYDA, ier ministre d'Iran,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé. Pour le cinquièrne anniversaire de la mort de leur cher époux, père et

grand-pere, M. Joël PRASQUIER,

la famille se réunira le dimanche 7 avril 1991, à 11 beures, au cimetière de Bagneux, entrée principale.

M= Débora Prasquier, Le docteur et M= Richard Prasquier et leurs enfants.

Avis de messe - La famille et les amis de

an PRAT,

ainsi que de sa mère,

M- Simone de VERGENNES,

se réuniront le lundi 8 avril 1991, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7s. **1**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publies au Journal officiel du vendredi 5 avril : DES DÉCRETS

- Nº 91-333 du 2 avril 1991 relatif au rattachement par voie de fonds de concours au budget de la solidarité, de la santé et de la pro-tection sociale du produit des remboursements de certains frais de mise en œuvre des programmes de vérification de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux

minérales naturelles. - Du 4 avril 1991 portant nomination aux conseils d'administration d'instituts régionaux d'admi-

nistration. - Du 3 avril 1991 portant nomination d'un ambassadeur extraor-dinaire et plénipotentiaire de la République française à la Jamai-

que.

- Du 3 avril 1991 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française en République de Costa Rica

- Du 3 avril 1991 portant nomination d'un consul de France à Jer-- Du 29 mars 1991 portant

corps des commissaires de police de la police nationale. ÉGLISE AUX QUATRE VENTS FILS DE SAINT BERNARD

intégration d'un militaire dans le

EN AFRIQUE Une fondation au Cameroun 1950-1990



PAR CHARBEL GRAVRAND 192 pages 120 FF

BEAUCHESNE

Marchands d

THE PARTY OF THE P

The second second

The second second

10 a 10 a

والمتعاصين بني يسور س

- San Brandy St. A. S.

Commence of the second والمتحقق والمتعارض والمتعا **الله والمنطقة من بدور المراك برا الموران** on the contract the same an appear b. . . bis. and the second s

and the same of th 43. er als the appropriate of

Same in a graffeng

. Sanga

See Consider

the second section of

- Arian San di Ali Si The same of the sa

and the second s

The same of the same of

HEURES LOCALES

Marchands d'idées pour élus

Les cabinets de consultants aident les collectivités territoriales dans leur réflexion sur l'avenir. Se substituent-ils pour autant aux politiques ?

L est admis que les entreprises puissent faire appei aux consultants. Il est plus faire appel aux consultants. Il est plus surprenant de voir des « politiques » demander l'avis de ces spécialistes pour réussir dans la mission qui leur a été confiét par les électeurs : conduire la réflexion, définir une prospectivé, mettre en place des moyens d'action. Les élus des collectivités territoriales se déchargent-ils pour autant de leurs responsabilités ? Ican Puech, le président du conseil général de l'Aveyron, qui mène depuis quelques mois avec le cabinet Bossard Consultants une réflexion sur l'« Objectif 2001 » pour son département, refuse ce procès « C'est parce que nous avons de nouvelles responsabilités que nous devons avoir l'intelligence de faire appel à des techniciens qui vont nous aider à remplir notre mission. » Anniverse Press in Constitution and States And Abbes Publication

W. or Mr. Property Persons a He file become

Strang PECOLOGY

les obsesses ser

John-Marie STAGA

And a line book

HOPE STREET, INC. 1

m fame constant and the

Pens is obtained the

M. John Property

Mar Thibum in the

La Bactera v. 6 - 1 : 22:5

Avissa

COLUMN COLUMNIA Server Person

notre mission. >

Les consultants, par leurs compétences spécifiques, apportent en effet une aide à des collectivités qui n'ont pas la capacité financière d'employer à plein temps des spécialistes. Une démarche prospective s'appuie par exemple sur des analyses économiques et statistiques lourdes. Ainsi, c'est en s'associant avec les spécialistes du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques) que le cabinet-conseil Ernst and Young a été choisi pour mener la réflexion engagée par les élus du conseil général sur le devenir de l'Ille-et-Vilaine dans les quinzze prochaines années. L'expérience internationale de ce cabinet, qui possède 400 bureaux dans 120 pays, a constitué une référence supplémentaire.

Un travail

e Les élus souhaitaient mesurer les atouts de l'Ille-et-Vilaine dans le contexte européen. Dès nos premiers contacts, nous avons présenté des expériences de développement dans des collectivités similaires en Allemagne et en Italie », explique Laurent Dartyguenave, qui dirige la mission Ernst and Young à Rennes. Jacques Duranton, directeur du département collectivités locales de Bossard Consultants, est lui aussi persuadé que les missions est lui aussi persuadé que les missions menées par son cabinet depuis 1983 avec 58 départements, permettent aujourd'hui de « sauter quelques étapes ». Les collectivités locales ont également besoin des compétences des cabinets-conseil pour l'animation des réunions quand s'engage la réflexion sur des réunions quand s'engage la réflexion sur les times tenentague que nous ne des réunions quand s'engage la réflexion sur l'avenir : « Ils ont une technique que nous ne maîtrisons pas forcément. Ils savent mobiliser un auditoire », raconte Alain Cardron, directeur adapter de services de l'America directeur général des services de l'Aveyron. Les élus locaux attendent surtout des cabinets-conseil qu'ils apportent ce que Pierre



Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, appelle un « ail extérieur lucide». Au départ d'une réflexion prospective, il y a en effet la nécessité de prendre du recul par rapport à une gestion quotidienne, « cette routine », selon l'expression de Jean Puech, qui précise : « Les cabinets-conseil sont là pour réactiver notre réflexion lorsque l'impaination fait défent » la requil des l'imagination fait défaut. » Le travail des consultants sur le terrain doit d'abord être e déstructurant » pour briser des mauvaises habitudes. Ce n'est qu'ensuite que s'engage leur travail purement prospectif. Ils exposent alors les atouts et les inconvénients de telle ou telle orientation, ce que peuvent dif-ficilement faire des élus qui sont juge et

Les équipes de consultants n'ont pas pour autant carte blanche au cours des quelques

pilotage, composé des partenaires habituels photage, compose des partenaires naorineis des collectivités locales, tels que les cham-bres consulaires, les universitaires et les décideurs, est, la plupart du temps, chargé de valider tour à tour le diagnostic et les pistes d'action : « Il est important d'être tou-jours en phase avec les étus », précise Jacques Duranton. Le suivi du travail du cabinetconseil est d'autant plus nécessaire que les responsables des collectivités locales recherchent souvent avant tout des arguments pour faire adopter leurs orientations.

C'est ce que Pierre Méhaignerie laisse entendre lorsqu'il déclare : « Nous avons fait appel à un cabinet-conseil pour vérifier la crédibilité de notre idée. » Le département d'Ille-et-Vilaine a en effet le choix entre deux stratégies : un développement qui

passe par celui de la métropole rennaise, un autre plus centrifuge qui tient compte des ressources du département. On comprend sans peine que le maire de Vitré, ancien ministre de l'agriculture, penche plutôt pour la deuxième. Philippe Nogrix, vice-président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, l'admet volontiers : « Nous choisirons les propositions d'Ernst and Young qui correspondent le mieux à l'Image de notre département.»

Changer ies habitudes

Si un consensus s'impose la plupart du temps dans le travail préparatoire des commissions, il arrive que la présentation des conclusions de la mission devant l'assemblée générale donne lieu à des prises de position négatives de l'opposition. « Notre compé-tence technique doit être irréprochable. A nous de garder une certaine neutralité pour être convaincants », remarque Jacques Duranton. Après cet examen de passage devant les élus, intervient la phase de mise en œuvre du plan de développement. Les cabinets-conseil refusent de s'engager dans des études-alibis et les élus ne peuvent des études-alibis et les élus ne peuvent qu'hésiter à oublier dans un tiroir des enquêtes coûteuses. Philippe Nogrix rappelle aussi à ce propos ses difficultés pour convaincre les 51 conseillers généraux d'Ille-et-Vilaine de l'intérêt de faire appel à un cabinet-conseil : « Ils se demandaient ce que des gens venus de l'extérieur pouvaient leur annorier. » apporter. »

Pour mettre en œuvre une nouvelle politique, les cabinets-conseil aident les élus à définir rapidement des moyens efficaces. Ils sont forcément à l'opposé de certaines habitudes comme le « saupoudrage » qui donne satisfaction au plus grand nombre d'électeurs possible sans régler les problèmes. Il s'agit plutôt d'actions globales et ambi-tieuses en faveur des infrastructures, de la formation ou de la communication, ou d'un redéploiement des aides. La réussite d'une opération de prospective se mesure éviden-ment aux changements visibles : « La valeur ajoutée d'un cabinet-conseil tient à sa capacité à suivre la mise en œuvre d'une politique », indique Jacques Duranton.

Enfin, si le dernier mot d'une réflexion prospective revient toujours aux élus, le premier peut également sortir de leur bouche. C'est ainsi que le slogan de l'Aveyton, « En dix ans, faisons le travail d'une génération». est une formule du président Puech.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Marseille vend ses immeubles

MARSEILLE

de notre correspondant

AIRE du neuf avec du vieux et réactiver une politique du logement ancien dans le centre-ville, tel est le sens de la vente par la ville de Marseille de quelque deux mille logements situés dans les quartiers du Panier et de Belsunce. La Société anonyme mixte pour la construction et le logement économique (SAMCLE), dont les actionnaires minoritaires sont la Caisse des dépôts et la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône, s'est portée acquéreur de cet ensemble de loge-

Ce patrimoine immobilier avait été constitué au fil des années au cours d'opérations de réhabilitation menées par la municipalité. Ainsi la ville était-elle propriétaire de 2 200 lots, comprenant 1 850 logements, dont près de la moitié sont inoccupés, 120 hôtels, dont le tiers inexplonés, ainsi que des locaux à usage divers. En les revendant à une société d'économie mixte, qu'elle contrôle, la villa réalise une opération blanche, mais allège son déficit annuel de près de 8 millions de francs, somme que lui coûtait ce patrimoine « gelé ».

En annonçant cette opération, la municipalité dirigée par Robert Vigouroux souhaite, ainsi qu'elle le prétend, réhabiliter des quartiers du centreville désertés par une partie de leur population. Mais elle entend aussi répondre aux critiques d'immobilisme qui lui sont adressées, et au passage améliorer une situation financière précaire. L'opération, programmée sur cinq ans, doit débuter en janvier 1992. Uno première tranche de 270 loge-ments, rénovés par la SAM-CLE, seront alors proposés aux acquéreurs. Une opération qui n'enchante pas les professionnels de l'immobilier.

JEAN CONTRUCCI

La reconversion du pays de Bray

Dans la boutonnière de la Normandie,

le Club Méditerranée vient suppléer une production agricole sinistrée qui désespère des enseignants tou-tielle cantonale, un socialiste balaie hauteur de 35,5 millions de francs

ROUEN

de notre correspondant

N pays de Bray, dernier sillon agricole normand avant la Picardie, les habitants se mettent à rêver de nouveau. Après de iongues années de récession, cette région rurale, connue des étudiants en géographie pour sa « boutonnière», un anticlinai érodé en son centre, souhaite devenir un des pôles d'attraction du nord-ouest de

Ce long fuseau de quatre-vingts kilomètres de long sur quinze dans sa plus grande largeur est un écrin de verdure à l'activité presque exclusivement orientée vers l'élevage et la production laitière. Humide, presque spongieux, le pays de Bray contraste avec les riches terres du pays de Caux qui le borde à l'ouest.

Mais en ces terres d'embouche, l'agriculture est sinistree. La richesse laitière qui a permis à la société Gervais de créer le légendaire «petit suisse» s'est transformée en handicap insurmontable avec l'application des règles européennes. Dans un terroir qui se vide, une population vicillissante assiste à la disparition des com-merces de proximité alors qu'à quelques kilomètres de là, la Basse-Seine industrielle on la prolifique grande banlieue parisienne (Cergy-Pontoise est à 70 kilomètres) éta-

lent leur puissance. Les Brayons se sentent abandonnes. L'absence de débouches n'incite pas les jeunes à poursuivre des études. Le taux de scolarisation des dix-sept-vingt ans est l'un des plus bas de France (38 %). La création d'un lycée de Neuchâtel-en-Bray n'a pas suffi à modifier un héritage

jours étonnés de certains comportements locaux. « Par instants, je me demande si la Révolution est arrivée jusqu'ici ! », s'exclame l'un d'entre eux. « On est marque par le climat,

l'humidité constante même en période ensoleillée. Il y a plus de suicides ici qu'ailleurs », admet Nicolas Guéroult, agriculteur de trente-six ans, installé sur la ferme de son père depuis 1978, à Brémontier-Merval. Cette humidité, il a décidé de la combattre pour mettre en valeur ses 190 hectares de terre. « Mon père faisait de la viande, il n'y avait aucun espoir de faire de la marge, alors, j'ai drainé pour faire de la culture, expliquet-il. Ce qui me choque le plus, c'est que beaucoup baissent encore les bras. » Nicolas Gueroult fait partie de ceux qui ont décidé de prendre les choses en main, persuadé que sa région peut à nouveau attirer des jeunes « même en dehors de l'agriculture, mais à condition qu'on cesse de croire aux bienfaits des marécages », ajoute-t-il en sou-

Le réveli de Gournay

Terre rurale, le pays de Bray compte pourtant quelques entre-prises industrielles dans le canton de Gournay-en-Bray (12 000 habi-tants). Gervais est ne à Ferrièresen-Bray, la sous-traitance automobile y a aussi élu domicile (Klipan, Adyl); dans le département de l'Oise, contigu, l'industrie de la céramique est attachée à l'histoire

Sans doute n'est-ce pas un hasard si le premier changement de majorité politique a eu lieu dans ce canton. En 1987, lors d'une par-

tout-puissant président du conseil général M. Alain Carment est brillamment réélu en 1988. En juin 1988, M. Alain Le Vern, premier secrétaire de la fédération du PS de Seine-Maritime, enlève la circonscription tenue par un gaulliste depuis vingt-cinq ans. Aux municipales de 1989, l'onde de choc s'amplifie. Il devient maire de Saint-Saens (deux mille cinq cents habitants) et M. Carment prend la ville de Gournay-en-Bray.

Sur les raisons de ces changements, le diagnostic de M. Carment est simple : e Gournay s'en-dormait, s'asphyxiait tout doucement à l'image des politiques locaux. » Alain Le Vern, bras droit de Laurent Fabius en Seine-Maritime, est tout aussi formel: « Depuis trente ans, personne ne s'occupait du pays de Bray. Les élus courbaient le dos et quémandaient. Au discours catastrophiste des conservateurs, je présère citer les pôles d'excellence que constituent Klipan, premier européen pour les ceintures de sécurité, Gervais-Danone et, pourquoi pas, le potentiel agricole...» Le programme d'amenagement

concerté du territoire (PACT) inscrit au contrat de plan Etat-région et le projet départemental de développement local que vient d'élaborer le conseil général de Seine-Maritime, illustrent complètement la prise de conscience. Le conseil régional, dirigé par Roger Fossé (RPR), mais très influence par M. Fabius, avait pris les devants avec le PACT en faisant injecter 24 millions de francs dans la vie locale brayonne. La majorité départementale de M. Lecanuet a vite pris le relais en participant à

tion, Bray 2000. Le pays de Bray inondé aujourd'hui par un trop plein de crédits? « Surement pas. Il fallait en passer par là car nous étions arrivés à un point de non-retour et l'assemblée départementale consacrera son effort sur des avancèes significatives alors que le PACT reste flou », commente le sénateur UDC, Paul Caron, viceprésident du conseil général chargé

Un village de vacances de mille lits

Au jeu du plan de relance le plus original, la palme revient incontestablement à M. Le Vern. M. Lecanuet avait essuyé un échec cinglant en 1988 lorsque le secrétaire d'Etat à l'environnement avait classé en zone naturelle protégée le site de Mauquenchy, là où, à quelques kilomètres du casino de Forges-les-Eaux, le conseil général voulait construire pour 200 millions de francs un circuit automobile et une usine pour l'écurie de formule 1 de Gérard Larrousse. A flanc de colline devaient s'installer des hôtels, des ateliers de sports mécaniques. La droite accuse encore les socialistes d'avoir torpillé le projet pour protéger celui de Magny-Cours (Nièvre) et de Guy Ligier. Trois ans après, M. Le Vern, vient de reprendre l'avantage en allant chercher le Club Méditerranée. Le groupe de Gilbert Trigano serait prêt à reprendre le golf de Saint-Saens et à y investir 300 millions de francs en créant un village de vacances de mille lits. Du jamais vu dans la «boutonnière».

ETIENNE BANZET

Coalition des villes anti-termites

Onze communes regroupées en association mènent une croisade contre les insectes xylophages

des bateaux des frères Poupet, riches armateurs spécialisés dans le négoce avec Saint-Domingue, les termites sont aujourd'hui fixés de manière endémique sur la facade atlantique et méditerranéenne et pénètrent la région parisienne. A tel point que depuis le 18 mai 1990, onze municipalités (1), parmi lesquelles Paris, Marseille, Nantes et Bordeaux, se sont liguées pour leur faire face, au sein d'une « association des villes pour la lutte contre les insectes xylophages et les termites en particulier».

A l'origine de l'association, le maire d'Arles, sensibilisé par le phénomène en 1987. Près d'une centaine d'habitations des quartiers ouvriers de sa commune se révèlent alors littéralement dévorées par les termites. « Une partie de la ville d'Arles était totalement rongée, et ce, vraisemblablement, depuis plusieurs années, explique M. Jean-Pierre Camoin. Mais rien n'avait jamais permis de déceler le mal, encore moins de le prévenir. »

Pour ces communes désormais associées, l'objectif est clairement défini : mettre tout en œuvre, politiquement, administrativement et scientifiquement, pour enrayer la progression des termites, ou du moins en limiter les dégâts. « Le problème est dramatiquement simple : nous savons à l'heure actuelle barrer les termites, les empêcher d'atteindre un objectif, mais il nous est presque impossible de les éliminer radicalement », concède Marie-

ÉBARQUÉS vers 1780 Madeleine Serment, spécialiste des termites au sein du Centre technique du bois et de l'ameublement (CTBA) à Paris (2).

Repérer une termitière relève presque de l'exploit, comme en témoigne M. Jean Bouzat, à la tête d'une entreprise bitteroise de traitement des bois : « Depuis quarante ans maintenant que nous sommes dans les termites, seul mon père a pu en trouver et en détruire

Barrière chimique ou · physique ·

Pour l'heure, le seul moyen éprouvé de lutte contre les termites reste celui de la barrière chimique. qui consiste à isoler les insectes d'un objectif déterminé au moyen de certains pesticides (une barrière chimique garantie pour dix ans. autour d'une villa de taille classique, revient à environ 50 000 F). Moins agressive pour l'environnement, la technique dite des barrières « physiques » n'en est qu'aux balbutiements, les joints dans le béton se révélant attaquables par les insectes.

OLIVIER LUCAZEAU Lire la suite page 14

(1) Albi (Tarn), Arles (Bouches-du-Rhone). Bessan (Herault). Bordeaux (Gironde), Bouillargues (Gard), Le Pontet (Vaucluse), Marseille (Bouches-du-Rhonel, Nantes (Loire-Atlantique). Paris. Prigonrieux (Dordogne), Ruelle-Sur-

(2) CTBA, 10, avenue Saint-Mande. 75012 Paris. Tél. : 40-19-49-19.

Approach Service Control tion of the course of the off popular of the last of the las grade to provide the after r postar ka 🕮 A CONTRACTOR . 9745 tt Million Care Co. Care Care

AGENDA

Développement local et démocratie. – L'Association

nationale pour le développement local et l'institut de le décentralisation organisent, le décentralisation organisent, le

12 avril à l'Assemblée nationale

en présence de Laurent Fabius,

Jean-Pierre Soisson et Jacques

Chérèque, un forum sur le thème

« Réconcilier les territoires pour un

renouveau de la démocratie ». Edgar Morin, le philosophe Paul Thibaud, le sénateur Paul Graziani,

lean Gatel, député du Vaucluse,

et Rose-Marie Antoine, déléguée

France-Libertés, participeront aux

nationale de la Fondation

débats de cette journée.

NOMINATIONS

secrétaire général de

PUBLICATIONS

néerlandais, cet

🗓 Les Pays-Bas français. -

Pays-Bas français, la fondation flamando-néerlandaise Uns

Erfdeel a réuni pour la seizième

année consécutive treize études

thématiques portant sur le nord

de la France et sur ses relations

avec les Flandres belges et les

textes variés (la rénovation urbaine à Lille, Roubaix et

Pays-Bas. Publié en français et en

Tourcoing ; l'enseignement du néerlandais en France ; l'histoire

l'Hexagone ; l'orfèvrerie dunkerquoise) offre un bon aperçu

du mouvement flamand dans

Coalition

Sous le titre générique les

Maurice Caron, nouveau

Boulogne-sur-Mer. — Depuis la 1° mars, Maurice Caron est secrétaire général de la mairie de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

[Agé de quarante-huit ans, M. Caron a été secrétaire général de Montmélian (Savoie) de 1971 à 1974, de Bar-sur-Aube (Aube) de 1974 à 1977, puis de Joigny (Yonne) jusqu'à cette année.]

Décentralisation : l'enjeu

par Yves Galland

'Al été pendant deux années la cible au ministère des collectivités locales d'une opposition systématique des socialistes et des communistes sur les projets de loi que je proposais au nom du gouvernement de Jacques Chirac. Ces lois ont été votées par la majorité UDF-RPR de l'époque et le gouvernement de Michel Rocard les a conservées et mises en œuvre tout simplement parce qu'elles étaient nécessaires et correspondaient à des besoins évidents des collectivités locales.

Ayant trop souffert à l'époque du manichéisme politicien sterile, je n'ai pas l'intention, par expérience et par tempérament, de pratiquer une opposition sectaire sur les projets de loi concernant la solidarité financière entre les communes et l'administration territoriale de la République.

Cette reforme part d'une analyse que je ne conteste pas : il y a à l'évidence des disparités et des injustices financières et fiscales dans notre actuel système de financement des collectivités locales, mais elle propose un remede critiquable dans ses modalités et extraordinairement dérisoire face à la grave inadaptation de nos mécanismes décentralisés.

De fait, il n'est pas douteux que des inégalités existent pour les contribuables locaux en fonction de leur lieu d'habitation. Les raisons en sont multiples. Des handicaps naturels existent dans certaines banlieues mais aussi pour la quasi-totalité de nos 30 000 com-

L'élément humain a, lui aussi, son rôle. Certes, le munes rurales. dévouement de nos 517 000 élus locaux est évident et la scrupuleuse honnêteté de la quasi-totalité d'entre eux ne l'est pas moins. Mais leurs capacités en tant qu'administrateurs et leurs conceptions en matière de gestion sont à l'évidence beaucoup plus diverses.

Face à cette situation, deux mots d'ordre devraient commander la réforme nécessaire du financement des collectivités locales : la solidarité nationale et la res-

■ La solidarité nationale. - Elle s'impose à l'évidence et ce devrait être le rôle quasi exclusif des transferts de l'Etat aux collectivités locales. Nous en loin. Pour l'année 1991, les transferts de l'Etat aux collectivités locales seront de de francs, soit 20 % du budget national et le tiers de

celui des collectivités locales. Une double anomalie est des lors évidente. Dans un one double anomaire car des rots evidente. Dans un système d'une complexité rare, l'Etat verse à l'ensemble des collectivités locales des dotations qui ne peuble des collectivités locales des dotations qui ne peu-L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises

Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. La poids affecté à chacune d'elles résulte d'une ana-

lyse en composantes principales effectuée sur l'en-semble des régions (à l'exception de l'ile-de-

LIMUUSIN: 18°

Le Limousin n'est pas avantagé par les critères retenus ici pour mesurer la santé économique des régions. Alors que pour mesurer la santé économique des régions. Alors que ses atouts résident plutôt dans la qualité de la vie et un tissu économique formé de petites et moyennes entreprises, l'indicateur synthétique prend en compte la richesse et les performances économiques.

Or le Limouein est handicané par la vétueré de con

Limousin, la région française où

LIMOUSIN

vent pas être adaptées à l'évolution des situations. Dans un ensemble budgétaire colossal, la part de solidarité indispensable est noyée.

Responsabilisation de chaque collectivité locale. Un autre vice du système actuel vient de son évidente déresponsabilisation. Les polémiques sont fréquentes et le citoyen n'est pas vraiment à même de porter un jugement sur sa fiscalité locale, ne sachant pas quelle part doit être imputée à une insuffisance des dotations de l'Etat à sa collectivité ou à la gestion de ses élus.

C'est pourquoi, de mon point de vue, il n'est que temps de tirer les conséquences logiques de la décentralisation. Les lois de 1982 ont transfère des compétences de l'Etat aux collectivités locales. Les lois futures doivent permettre à celles-ci d'assurer ces responsabilités avec une fiscalité autonome. Que chaque niveau territorial lève des impôts dans un système désormais transparent. Et que le budget de l'Etat ne conserve que la responsabilité d'aides sélectives à des collectivités territoriales défavorisées définies en fonction de critères simples, précis et incontes-

Une réforme d'une telle ampleur qui s'avérera de plus en plus indispensable doit être menée de façon réaliste. En ayant la volonté réelle de bâtir un nouveau système fiscal qui n'augmente pas la masse des prélèvements obligatoires mais en modifie seulement la répartition entre l'Etat et les collectivités locales.

En prenant conscience de l'extrême difficulté de l'entreprise qui nécessitera un délai important pour s'assurer que la nouvelle fiscalité française soit juste, économiquement responsable et viable sur le long terme. En sachant qu'une telle entreprise d'intérêt national ne peut être menée que dans la durée, au fil des alternances, sur la base d'un large consensus politique préparé avec le comité des finances locales et une commission créée pour la circonstance.

Puisse ce message être entendu. Car la réussite de cette décentralisation est un formidable enjeu pour le pays qui va bien au-delà des réformes ponctuelles et uerelles politiciennes. Le citoyen contribuable s'y retrouvera et la dés

➤ Yves Galland est président du Parti radical, ancien ministre délégué aux collectivités locales.

France et de la Corse que leurs caractéristiques éloi-gnent trop des autres régions). Ces veriables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondéra-tion + 0,83) ; salaire moyen (pondération + 0,14) ; taux de chômage (pondération - 0,19) ; taux de création d'entreprise (pondération + 0,03). Le niveau zéro de l'indicateur synthétique corres-pond par contruction à la moyenne des régions de province.

AUVERGNE

BLOC-NOTES

du puzzie complexe - historique. ou puzzie complexe – nistorique, économique et culturel – qu'est « l'identité nardiste ». » Uns Erfdeel Rijvoortshoef 265 NL-4941, Raamsdonksveer 200 F.

☐ «Le Trombinoscope » des régions et des départements. -Après le succès, qui ne fait que se confirmer au fil des rééditions, de son « Trombinoscope » du Parlement et du gouvernement, la Gazette du Parlement publie un «Trombinoscope des régions, des départements et des DOM-TOM». 665 pages et selon un classement des départements par régions, figurent non seulement la liste des Dans un fort volume de conseillers généraux et des conseillers régionaux, avec leur étiquette politique, mais aussi les photos des membres des bureaux des assemblées départementales et régionales, des principaux collaborateurs de leurs présidents, des préfets et

➤ Renseignements et inscription : ANDLP, 30, rue René-Boulanger, 75010 Paris ; Institut de la décentralisation, 2, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne-Billancourt sous-préfets. Un instrument d'autant plus utile pour tous ceux qui ont besoin de frayer leur chemin au milieu des nouveaux pouvoirs locaux qu'un précieux index permet de s'y retrouver

► La Gazette du Parlement 286, boulevard Saint-Gen 75007 Paris. 300 francs. a Un guide pour créer un

journal municipal. - La Fondation pour la gastion des illes ne s'est pas contentée d'effectuer une vaste enquête auprès de plus d'une centaine de villes sur la façon dont elles avaient créé et géré un périodique municipal, elle apporte aussi un grand nombre de renseignements pratiques (formules juridiques, équipe rédactionnelle, budget...) à caux qui souhaitent mieux connaître la communication écrite d'une municipalité.

> La Presse municipale. Editions
Berger-Levrault. 150 pages,
380 francs.

□ Tout savoir sur les dirigeants et les décideurs. - Les experts de la Fondation pour la gestion des villes ont recensé quinze mille noms de responsables politiques et administratifs dans la deuxième et administratus dans la contra la édition de leur guide, qui présente également l'organigramme détailé des régions, des départements et des principales villes avec leurs

filiales (SEM, CCI, associations, organismes économiques...) ainsi que des données statistiques sur chacune d'entre elles. Les structures intercommunales les plus importantes, les universités, et les centres de recherche, les grands organismes publics font l'objet de chapitres détaillés. Tous les noms de personnalités, de collectivités et d'organismes sont classés dans des index.

Guide des dirigeants et des décideurs des collectivités locales près de 700 pages, 1 150 francs. Editions Berger-Levrault. BP 50. 54840 Velaine-en-Haye.

☐ Finances locales. - Cet ouvrage didactique présente les principes liés aux finances des collectivités locales en matière de dépenses, ressources, budget et trésorerie. Il est préfacé par Pierre Richard, président du Crédit local de France, et rédigé par Jean-François Copé, administrateur civil à la Caisse des dépôts et consignations, et François Werner, inspecteur des finances. Coédité par le Centre national de la fonction publique territoriale et les éditions Economica, il est destiné aux étudiants mais aussi aux fonctionnaires ou aux élus locaux. ▶ Ed. Economica, 213 pages, 95 francs.

 Guide statistique de la fiscalité directe locale 1990. Ce document publié, chaque année par la DGCL propose une série d'éléments chiffrés suscaptibles d'éclairer les choix des élus locaux pour 1991 (vote des taux, niveau des abattements en matière de taxe d'habitation...} Il leur permet de comparer la situation de leur collectivité avec celle des autres de même taille.

Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, 65 francs.

 Transports urbains. - Le Centre d'études des transports urbains (CETUR) vient de publies un dossier - les Dispositifs anti-stationnement - qui analyse les pratiques de 285 villes et propose un recommandations.

➤ 29 pages, 50 francs. En vente au CETUR, 8, avenue Aristide-Briand, 92220 Bagneux. (16-1) 46-57-11-47.

TECHNIQUE

INFORMATION

La santé

au kiosque

DES cespaces santé » devraient s'ouvrir pro-

chainement dans plusieurs

grandes villes. Ces petits bătiments d'environ quinze

mètres carrés recevront les

personnes désireuses de s'informer sur les problèmes de

santé. Des assistantes

sociales ou des représentants d'associations agréées par le

Comité français d'éducation

pour la santé répondront aux

questions sur les risques, les

moyens de prévention, les

Mais le public pourra égale-

ment obtenir des réponses à ces questions en interrogeant

une borne interactive. Par l'in-

termédiaire d'un écran tactile, il est en effet possible d'obtenir des informations sur toutes

les maladies ou problèmes de

la vie quotidienne. Pour cha-cun, un film présentera des

témoignages, des historiques

et proposera des conseils et éventuellement des adresses

La société Cosme propose d'installer et d'assurer la main-

par mois. Après Paris, plu-

sieurs grandes villes de pro-

vince devraient bénéficier de

COSME. 64, boulevard

Malesherbes. 75008 Paris. Tel 42-93-76-08

de centres spécialisés.

cet équipement.

démarches à effectuer.

يَعِيدُ وَلَقُ مِنْ إِنْ لَا يُولِدُ

هاراج بالمعجورين

العلقاء المتناء

المحارية والمهارية المحارورة

1. 公共政治學

سيأنن بالمتهانة فيبيد

一次 大學 医水肿

....

-

scercies de qual

المعجمة والمحاجب والماداء The second secon The second secon and the second second

> ----Secret of Control of The same of the sa and the second second The second Brief Brief

lancy expérime Mage nocturne des i

1000 A 100 A 1

erro proces in the profession and the same of The second of th

The second of th Section 18 Section 4 the same of the same of the

A CRACK

Same of Same And the second s

the state

the same of the same of the

to a second of the second of t

des villes anti-termites

Suite de la page 13

Mais les chercheurs semblent surtout aujourd'hui se pencher vers la technique des appâts empoisonnés (bait-blocks), qui permettrait, en infectant les insectes nourris-seurs, de détruire les termites-ouvrières, directement responsables des dégâts. De son côté, l'association des villes pour la lutte contre les termites envisage la création, lors de sa prochaîne rennion en avril d'un Conseil scientifique et technique, afin de stimuler les recherches effectuées dans le domaine. Sont pressentis dans ce conseil les professeurs Lebrun et Vieau de la faculté de Nantes et le professeur Clément, du CNRS de Marseille.

Protéger

les citayens Pour l'association présidée par M. Jean-Pierre Camoin, et dont le siège social se trouve en mairie d'Arles, il convient certes d'encourager cette pratique des barrières chimiques, afin d'isoler les bâtiments atteints, mais il faut avant tout informer, pour tenter de prévenir le phénomène. Informer sur les modes de contamination, les modes de contamination, les moyens de déplacement des insectes (essaimages ou boutu-rages), les zones à risque (habita-tions humides et surchauffées), etc. tions numides et surchaurtees), etc. Informer sur les erreurs à ne pas commettre : «A Maisons-Alfort par exemple, les termites ont été imporexemple, les termites ont ete impor-tées avec les gravais qui ont servis de remblais pour l'autoroute, explique M= Serment, du CTBA.

L'association vise enfin à promouvoir un cadre légal, réglemen-taire, à même de mieux protéger les citoyens. « Il est trop facile de vendre une maison complètement termitée, explique M. Alain Ricard, conseiller municipal et délégué à la prévention des risques naturels et technologiques de la ville d'Arles. Notre objectif est de pouvoir informer et sensibliser les populations par l'intermédiaire des certificats d'urbanisme, des permis de construire et de démolir, des déclarations d'intention d'alièner. » Est ainsi envisagé de rendre obliga-toire, pour toute délivrance de permis de construire, un certificat de non infestation préalable. De même, l'association voudrait ren-

dre possible la mention des zones termitées sur les plans d'occupa-

D'ores et déjà, des municipalités comme La Rochelle, Angoulême, Charenton, Maisons-Alfort ou Bordeaux, et des départements comme les Deux-Sèvres, la Vendée et la Charente-Maritime ont pris des arrêtés en ce sens instaurant arrêtés en ce sens, instaurant comme préliminaire à toute opération immobilière la présentation d'un certificat de non-infestation par les termites. « Le problème est par les termites. « Le provieme est qu'à l'heure actuelle, ces arrêtés sont juridiquement attaquables devant les tribunaux administratifs, explique Jean-Pierre Camoin. C'est pourquoi nous voulons obtenir au plus vite une loi, afin de fixer tout cela et de disposer enfin des moyens juridiques à même d'enrayer le phé-

Crainte d'effaroucher les investisseurs fonciers? Simple refus d'admettre une réalité incontournable? Seule une dizaine de communes a, pour l'instant, suivi le mouvement impulsé par la ville mouvement impuise par la ville d'Arles. « Trop de municipalités privilégient la politique de l'autruche et ne veulent pas admettre qu'elles sont bien les victimes des termites», accuse M. Serment, du

tenance de ces « espaces santé » pour 19 000 francs Mais d'ici sa prochaine réunion, courant avril 1991 à Bordeaux, l'association devrait prendre du poids, les adhésions d'une gainzaine de villes, Lyon, Angoulème, Avignon, Cassis, Istres et La Rochelle, entre autres, étant en

OLIVIER LUCAZEAU

VILLE NOUVELLE DE MELUN-SENART **RESPONSABLE** de son service "Equipements de Superstructure"

Mission de suivi de la Maîtrise d'Ouvrage. Expérience souhaitée. Adressez votre candidature, C.V. et photo à :

Monsieur le Président du S.A.N. de SENART B.P. 6 - 77567 LIEUSAINT Cedex Melun-Senart, un nouveau mode de ville.

ajoutée par emploi) est la plus faible. Le niveau des salaires est également faible, particulière-ment dans l'industrie et le

bătiment. Dans le revenu des ménages, cette faiblesse est compensée par l'importance des transferts sociaux venant principalement de la branche vieillesse et du régime agricole. Les structures démographiques (faible proportion des adultes en âge de travailler) et économiques (poids du secteur economiques (poids du secreur agricole) permattent cependam à la région d'êtra relativament épargnée par le chômage, dont le taux se situe à environ deux points au-dessous de celui des régions de province.

nchesse et les performances economiques.

Or le Limousin est handicapé par la vétusté de son appareil productif, des infrastructures de communication inadaptées et une faible qualification des salariés. La représentation des secteurs d'activité est également défaurable : le certeur tertiaire potamment le commerce et représentation des secteurs d'activité est également défavorable : le secteur tertiaire, notamment le commerce et les services marchands aux entreprises est peu développé, alors que le poids de l'agriculture reste très fort, avec 15 % des effectifs. Tout cela feit du limoussin. la récion française où AUVERGNE

Le chiffre parté en-dessous du graphique donne la classement de la région suivant l'indicateur proposi (lie de-france et Corse exclues)

« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

Le dynamisme économique des régions

AUVERGNE: 15

La valeur ajoutée par habitant est sensiblement plus faible en Auvergne que dans les autres régions de profisible en Auvergne que dans les autres régions de province, de l'ordre de 7 %. Cet écart s'explique par une vince, de l'ordre de 7 %. Cet écart s'explique par une vince, de l'ordre de 7 %. Cet écart s'explique par une vince de l'ordre de la taux de châmage y ment plus élevé an Auvergne et que le taux de châmage y ment plus élevé an Auvergne et que le taux de châmage y ment plus élevé an Auvergne et que le taux de châmage y ment plus élevé an Auvergne et aparticipat de la vive reprise dans les biens intermédiaires et de la progression de sa valeur ajoutée agricole. Région d'élevage, meis aussi industrielle, l'Auvergne est principale vage, meis aussi industrielle, l'Auvergne est principale duction de pneumatiques, le

duction de pneumatiques, le travail des métaux et la transtravail des metaux et la trans-formation des matières plasti-ques, secteurs où elle réalise 40 % de sa production indus-trielle. A l'opposé, le secteur tertaire est assez faiblement profésoré le salaire mouse es tertiaire est assez faiblement représenté. Le salaire moyen se situe nettement au-dessous de la moyenne des régions de province pour les hommes, mais très légèrement au-dessus pour les farances.

Malgré un taux de chômage un peu inférieur à la moyenne de province, l'indicateur syn-thétique calculé ici place donc l'Auvergne dans un rang assez médiocre par rapport aux autres régions françaises.

De 1982 à 1990, l'Auvergna a perdu 11500 habitants, sous l'effet cumulé d'un excédent des décès sur les naissa et d'un déficit migratoire.

STREET WATER CONTROL OF THE STREET STREET PROGRAMME BY THE THE PARTY OF T Constitute of the State of BANKS YOU LITE OF processary as an or one of the 84 Streetman

de Golde statistiche als Recollet devele betreit bei Co document that I was mental den bereicht fein BOX TRANS. TO THE COST SERVICES 🍂 💏 azert iki nikij in Disconnectation factors \$5,000 in the second section of \$5,000 in the second second

Transports CONTRACTOR OF THE A Grand of the Contract The gratical and a line Section 11 Section 11 125 **開版者 ごこ**: 1 of the paper for france is

INFORMATE La santi au kiosqu

in the second

ABOUT IN THE THE RESERVE AS A SECOND game to refer that a second to the second 48m18 - 11 - 11 - 11 - 12

网络生物 化二氢甲烷 Ame where it is a market Special Company e telf 20 mil to the party The section of the se the contraction of the property and the graph and a second

Des cercles de qualité dans les mairies

Pour améliorer le service rendu au public, des communes empruntent des démarches de management à l'industrie

I, en France, les premières entreprises privées et quelques administrations ont développé des cercles de qualité au début des années 80, il a fallu attendre les lois de décentralisation pour que l'on reconnaisse que les administrations territoriales avaient d'abord pour but d'être efficaces, c'est-à-dire de « rendre service aux administres ». C'est sans doute parce que Pierre Ringenbach, le nouveau maire (UDF-CDS) de Sceaux élu en 1983, avait connu dans son entre-prise (les huiles Lesieur) la mise en place de cercles de qualité, que cette commune de dix-huit mille habitants dans les Hauts-de-Seine a décidé, en 1984, de se lancer dans une e démarche participative

d'amélioration de la qualité». Il faut en effet d'abord une voionté politique pour provoquer un changement dans le fonctionnement des services municipaux. Cet engagement doit être relayé par le secrétaire général. C'est le cas à Sceaux où Jean-Claude Charrier, arrivé lui aussi en 1983, souhaite voir l'équipe municipale « alier de l'avant ». Il suit donc un stage de formation d'une semaine sur les techniques participatives. Mission

LIMOGES

de notre correspondant

en Limousin, un problème sérieux,

car cette région est restée très rurale.

La densité de la population (qua-

rante-deux habitants-au kilomètre

carrê) y est près de trois fois moindre

que la moyenne nationale. De plus,

les deux ensembles urbains princi-

paux (Limoges et le couple Brive-

Tulle) concentrent la moitié de cette

population. Ce qui signifie, pour

beaucoup de cantons ruraux, une véritable désertification : moins de

Dans une telle réalité socio-écono-

dix habitants au kilomètre carré.

ONSTRUIRE les villes

à la campagne»:

cette boutade d'Al-

phonse Allais résume,

conseil de réaliser une étude de faisabilité sur la ville de Sceaux et de définir des actions prioritaires et

d'accompagnement. Si le cabinet-conseil note «un certain flottement » dans les services du au renouvellement des élus et des cadres, « une véritable perméabilité au changement » est constatée parmi le personnel « attaché à l'image de sa ville ». Le cabinet-conseil conclut donc à la nécessité d'instaurer « un nouvel état d'esprit, pour favoriser l'initiative, la prise de responsabilité, la circulation de l'information et le travail en commun».

Le climat avait changé.

Un plan d'action est défini en 1985. Tous les chefs de service de la mairie suivent un stage de formation aux « techniques de résolution des problèmes ». Un séminaire de quatre jours permet un peu plus tard à l'ensemble du personnel communal de mieux se connaître : étape indispensable avant un véritable travail en commun. Seuls les élus ne participent pas à cette formation, ce qui est considéré dans la mairie comme un «frein» à la

est ensuite confiée à un cabinet-mise en place de toute nouvelle structure participative. Très vite, les problèmes d'information et de communication apparaissent comme la raison principale du manyais fonctionnement de l'administration municipale. Sont donc mises en place des réunions des chess de service, un comité de direction entre élus et fonctionnaires. Un journal interne appelé Regards est rédigé par des volon-

> La première phase de la réflexion sur les cercles de qualitén'a pas suscité un réel enthousiasme dans le personnel qui attend des résultats concrets (rémunération, conditions de travail) de tout changement. «Le climat avait cependant déjà complète ment change dans la mairie », sime à rappeler Jean-Claude Charrier. Après un audit, les services sont complètement réorganisés avec un réel décloisonnement. Le maire et le secrétaire général abandonnent toute volonté idéologique de modifier les comportements, mais ils souhaitent continuer à conduire le « changement » de façon très pragmatique. Une opération « qualité totale » est lancée à la bibliothèque municipale en 1988. Elle se concré-

tise par l'informatisation du service et des quatre-vingt mille volumes avant la date prévue. Les horaires d'ouverture au public sont étendus. La bibliothèque fonctionne aujourd'hui avec un cercle de qualité permanent et une réunion hebdomadaire qui met à plat tous les problèmes.

Révolution tranquille

Le service des finances de la ville a lui aussi connu sa révolution tranquille. Il réalise aujourd'hui un certain nombre d'objectifs qui permettent de maîtriser les impôts et l'encours de la dette municipale. Malheureusement, comme pour une quinzaine d'autres postes, la ville de Sceaux n'arrive pas à recruter. Il n'y a donc pas de directeur financier depuis sept mois. « Le dynamisme de la commune attire des candidats qui renoncent quand ils comparent les salaires de la grille avec les loyers de la région», regrette Jean-Claude Charrier. L'amélioration de la qualité dans la fonction publique territoriale passe aussi par une revalorisation de son statut.

Du bourg à la ville

Afin de lutter contre la désertification, le conseil régional du Limousin souhaite créer de nouveaux pôles urbains

ture urbaine du Limousin», politique qui doit déboucher sur un programme d'aménagement concerté du territoire (PACI) concernant quinze

communes de la région. Pour bien préciser cette notion, le conseil régional a défini trois niveaux

- La trame urbaine première, qui comprend les équipements hospitaliers, les implantations universitaires, les dessertes ferroviaires, routières, aériennes, de gabarit national. Répondent à cette définition les deux pôles urbains, soit Limoges (qui a déjà signé son propre PACT avec l'Etat dans la perspective « Limoges métropole du Centre-Ouest») et le couple Brive-Tulle (Corrèze). « Proches l'une de l'autre, ces deux villes doivent être traitées à la fois dans leurs singularités et dans leurs complémentarités», estime le conseil

mique, soulignent plusieurs études de l'Observatoire régional de l'INSEE, une applomération qui ne serait ail-- La trame urbaine secondaire, leurs qu'un bourg rural sans imporcomposée de villes qui ont un rayontance apparaît comme un pôle nement de 25 à 30 kilomètres alenurbain pour une large zone alentour. tour et qui offrent les équipements décidé de mettre en chantier une de base élémentaires : hôpitaux C'est pourquoi le conseil régional a

diverses; Guéret (15 000 habitants), le chef-lieu de la Creuse, en est le prototype. Y sont aussi classées: Ussel (11 500 habitants) dans la Corrèze, Seint-Junien (11 000 habitants), Saint-Yrieix (7 600 habitants) et Bellac (6 000 habitants) dans la Hante-

- La trame urbaine tertiaire, qui sera le reseau d'application principal de cette politique d'armature

Liste déjà ciose

Le conseil régional a retenu trois critères : une population supérieure à 2 500 habitants, une position géographique favorable par rapport aux grands axes routiers, un coefficient d'attraction suffisant sur les cantons avoisinants pour son potentiel commercial artisanal et pour ses services. A cette définition, le conseil régional a fait correspondre quatre villes dans la Corrèze (Uzerche, 2 800 habitants; Argentat, 3 200 habitants; Egletons, 4 500 habitants; Bort-les-Orgues, 4 200 habitants), cinq dans la Creuse (La Souterraine, 5 500

habitants; Aubusson, 5 100 habihabitants; Aubusson, 5 100 naoitants; Bourganeuf, 3 400 habitants; Boussac, 2 500 habitants; Feltin, 2 000 habitants) et deux dans la Haute-Vienne (Saint-Léonard-de-Noblat, 5 000 habitants; Eymoutiers, 2 500 habitants) 2 500 habitants).

Mais ces critères se révèlent assez larges, ou assez flors, pour que d'au-tres agglomérations puissent y pré-tendre. Leurs élus, toujours à la recherche du moindre ballon d'oxygène, ne s'en privent pas. La liste est en principe close : « Tout le monde ne peut pas être prioritaire en même temps », résume t-on au conseil régio-

Une fois établie cette triple trame, le PACT proposé par le conseil régio-nal devrait s'appuyer principalement sur une strategie d'accueil des entreprises : coopération intercommunale (notamment au niveau de l'utilisation de la taxe professionnelle), dynamisation du tissu commercial et artisanal, et surtout des services, notamment en aidant à la connexion de ces villes sur les grandes infrastructures des télécommunications nationales (Numeris, Radiocom, Téléboutiques, salles de vidéo-conférences) pour les brancher en prise directe sur la vie économique natio-

Le projet envisage également de favoriser la création de rad locales; certaines existent déjà, notamment à Saint-Junien, Bellac, Aubusson et Ussei. Le Limousin, résume-t-on dans les instances régionales, « doit avoir sa propre définition

GEORGES CHATAIN

Un notable de la provocation

Vice-président du conseil général du Vaucluse, Michel Maurin dénonce le clientélisme qui est au cœur des pratiques politiques locales

toutes faites, dénoncer et pro-poser, c'est ca la fonction politique. Rompre avec le féodalisme et l'attitude de généreux donateurs qu'ont trop d'élus locaux qui marchent au clientélisme, c'est ça la première urgance. C'est ainsi que Michel Maurin, vice-président du conseil général du Vaucluse (majorité présidentielle) depuis 1986 et maire de Mormoiron, commune du Ventoux de 1 800 âmes, résume ses deux principales motivations politicues.



Notaire de son état, quadragé naire intarissable, Michel Maurin n'a rien dans son apparence ni dans son discours, voire son action, du paisible notable que sa carte de visite laisseralt imaginer. Pétri de cet humanisme provençal qui transforme le Ventoux en «creuset d'universalité», le visage encadré d'une barbe et d'une crinière très «gardarem lou Larzac», Michel Maurin est un épicurien revendicatif de ses plaisirs. Il ne renonce jamais à railler l'establishment local, dont il déteste « le consensus de bonne compagnie » autant que «l'autosatisfaction».

Retrouver une certaine éthique

En charge de la culture au conseil général, il prône la rigueur budgétaire dans le financement de projets « clairement définis » et vous aux gémonies eles tecites reconductions et autres services votés ». Simultanément, il veut privilégier la création et cesser d'alimenter, ici, la fanfare, là, un musicien qui pèse quelques voix et autres requêtes qui sont le propre des habitudes et des pratiques de la vie locale. On s'oppose à lui devant aussi peu d'orthodoxie? Il résiste, puis son tablier « pour cesser de se taper la tête au même endroit du mur et pour ne pas gêner plus longtemps le président » qui le protège et qu'il admire. Résultat : « Mon successeur a annulé en une heure de réunion de commission trois ans d'efforts, ce

« C'est-à-dire aux solutions qui rend modeste », conclut-il dans un sourire dont il est diffidans un sourire dont il est diffimour, d'ironie et d'amertume.

«La décentralisation est une réforme excellente en tant que telle, mais il faut rapidement que des blocs de compétences soient clarifiés et attribués, sinon tout le monde s'occupe de tout, s'improvise technicien, veut participer à la vie économique, et on court à la catastrophe fiscale. Un diagnostic de juriste et de politique qui voit dans la loi Joxe la consécration législative de « l'échec du département » : C'était son rôle institutionnel d'être la structure de solidarité, d'intercommunalité qui aurait dû éviter cette multiplication de districts et aures communautés que l'on veut encourager. »

Départementaliste favorable à de grandes régions, Michel Mauce grandes regions, michel man-rin voudrait des conseillers généraux qui portent un projet dépar-temental, et non des VRP d'una circonscription électorale « qui viennent chercher des sous au chef-lieu ». Sur l'action économique, il déplore « que les collecti-vités territoriales se prostituent devant les entreprises pour, fina-lement, les déplacer d'un point à un autre, ce qui revient cher aux contribuables et ne crée pas un emplois. L'édile de Mormoiron s'indigne de ce que «notre démocratie permet que l'on achète les voix des gens dans tous les domaines, par des financements opportuns et des copinages ciblés ».

Cède-t-il à la tentation démagogique en érigeant la contesta-tion en principe de fonctionnement? « Non, je me fais l'interprète d'une certaine éthi-que, j'aimerals être le héros de la bonne foi ! Il me serait plus facile de gérer une carrière d'élu local en abondant dens le sens du mouvement actuel, a li ne nie pas avoir des visées régionales ou parlementaires, tout en reconnaissant que la présidence du conseil général « est un des plus beaux mandats pour exercer le pouvoir »...

Les avis divergent sur ce personnage haut en couleur qui joue son rôle d'agitateur d'idées avec autant de naturel que de composition, qui se fait le chantre du respect des autres ≯, qui veut réfléchir « au sens des choses » et « assainir la pratique politique locale » : c'est un « Jack Lang de sous-préfecture » pour les railleurs, un carriviste qui masque son jeu » pour les méchants, un «trublion sincère » pour d'autres, un « politique habile et un peu visionnaire pour ses amis. Peu lui importe. Michel Maurin sait qu'il a réussi sa « mission » de démontrer qu'il sait faire mieux. dénonciation. Ce pour quoi il saurait opportunément « recevoir les mandats nécessaires ».

RICHARD FERRAND

politique de « consultation de l'arma-Nancy expérimente le portage nocturne des médicaments

Municipalité, taxis, médecins et pharmaciens ont uni leurs efforts afin que les malades âgés puissent recevoir leurs prescriptions à domicile continuité des soins, constitué de cette démarche nouvelle qui, si elle répond totalement à l'éthique médi-

de notre correspondant

NE convention expérimentale permet aux personnes âgées et isolées de la ville de Nancy de bénéficier, la muit, d'un portage de médicaments à domicile, lorsqu'un médecin estime qu'il y a urgence. Cette expérience vient d'être mise au point par l'Office nancéien des personnes âgées (ONPA), un organisme municipal qui, pour la circonstance, a travaillé de concert avec le groupement des taxis de Nancy, l'ordre et le Syndicat des médecins de Meurthe-et-Moselle, le Syndicat départemental des pharmaciens, le service de continuité des soins et les services de police de la ville. « Dans la journée, le pharmacien peut envoyer un cour-sier au domicile de son client s'il le sait dans l'incapacité de se déplacer. mais la nuit, le pharmacien de garde ne peut pas quitter son officine», explique le président du Syndicat des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle, Jean-Pierre Giry. « Dans les cas où la prescription est urgente, on est obligé de faire hospitaliser des personnes agues qui pourraient fort bien rester chez elles, si elles avaient sous la main les médicaments nécessaires», renchérit le docteur Rémi Unvois, qui dirige le service de

des gardes de nuit, en liaison avec le SAMU.

Concrètement, un médecin de nuit pourra téléphoner entre 19 h et 9 h, ainsi que les dimanches et jours fériés, au commissariat de police et au groupement des taxis, pour signaler que tel malade âgé a besoin de medicaments. Un taxi sera alors affrété pour récupérer l'ordonnance, la faire honorer par le pharmacien de garde le plus proche et livrer les médicaments à leur bénéficiaire.

les réticences Le lendemain, un permanent de l'ONPA réglera les formalités administratives et, le cas échéant, appor-tera au malade l'aide dont il pourrait avoir besoin. Durée théorique de l'opération : environ une heure; coût: 85 francs, dont 50 francs à la cout : 85 francs, dont 50 francs à la charge du patient. Il reste à étendre le dispositif, conçu pour l'instant pour Nancy intra-muros, à l'ensem-ble de l'agglomération.

La mise au point de ce système a demandé deux aus d'efforts à l'ONPA, qui semble avoir dû vaincre un certain nombre de réticences. De la part des médecins, appelés à alerter eux-mêmes la police en cas de prescription nocturne : « Il nous a fallu sensibiliser les médecins à

contrainte », expliquent par exemple le docteur Pierre Braun, de l'ordre des médecins, et le docteur Unvois. Gérard Sanlis, président du groupement des taxis, semble avoir eu les mêmes difficultés pour s'allier ses collègues. « Par rapport aux kilomè tres réellement parcourus, l'opération est sans doute déficitaire, affirmet-il. Mais nous avons la volonté de promouvoir une nouvelle image de notre métier.»

De fait, depuis la signature de la convention, à la mi-février, les appels n'ont pas affiné en masse au commissariat de police. Du côté des médecins, on reconnaît que la «sensibilisation» n'a pas porté tous ses fruits, et qu'un effort reste à faire. all est impératif que les médecins prennent l'initiative, insiste-t-on à l'ONPA. Les malades ages ne le feront pas, soit par manque d'information, soit par une sorte de limi-dité.» Mais les partenaires impliqués dans cette action ne doutent pas de parvenir à un résultat. En jeu : une contribution importante au maintien des personnes âgées à leur domicile, qui est une priorité tant pour la ville de Nancy que pour le conseil général du département.

BERNARD MAILLARD

Des précisions du sénateur Cluzel sur l'axe Centre-**Europe-Atlantique**

Jean Cluzel, sénateur et président du conseil général de l'Allier, nous adresse les précisions suivantes après notre article « Des élus veulent réveil-les l'are Contra Gurona, Atlantique » ler l'axe Centre-Europe-Atlantique » (le Monde daté 24-25 mars).

a... L'association pour la route Centre-Europe-Atlantique existe depuis le 25 novembre 1967, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans; et par conséquent pas « depuis plusieurs diseauent pas « depuis plusieurs diseauent pas » (depuis plusieurs depuis depuis plusieurs depuis depuis plusieurs depuis depuis depuis plusieurs depuis dep décennies », ce qui pourrait laisser supposer quelque assoupissement de ses animateurs...

» Chaque année, et pour les dépar-tements intéressés entre Limoges et Mâcon, des trouçons se réalisent, et sans interruption depuis vingt ans. A ce jour 84 kilomètres sont réalisés dans l'Allier. Deux chantiers impor-tants totalisant 15 kilomètres sont actuellement en cours. et 44 kilomèactuellement en cours, et 44 kilomè-tres restent à réaliser dans ce dépar-tement. Ensuite, il faudra passer à deux fois deux voies sur cet itinéraire pour un coût de l'ordre de l milliard de francs. Le conseil général de l'Allier travaille avec

COURRIER

acharnement depuis juin 1970 à ce

» Il n'existe dans le département de l'Allier qu'un seul comité rive-rain de défense. Les mesures récentes de restrictions qui frappent le budget routier risquent d'être dif-ficilement mises en échec par la mobilisation de quelques élus sur les trois départements concernés; le problème est bien celui des moyens budgétaires mis en place par le gou-

Un délit de consommation authentique

Nons nous félicitons que les Hautes-Alpes suggerent tant d'intérêt et de passion puisqu'un Club de l'authentique accueillerait (le Monde daté 10-11 mars) ce que notre pays compte d'intelligentsia savante et pensante.

Nous nous étonnons d'une marche qui consisterait à recueillir les contes de ce département en vue d'une publication. Depuis le début du vingtième siècle, quelques savantes personnes douées d'une vraie passion s'en sont déjà occu-pées. Celle-ci impliquait un travail

achamé, mené sur le terrain avec méthode, et qui dépassait de loin la simple collecte. Leurs publications ont été rééditées récemment par de non moins savantes et intelligentes maisons (Gallimard, Curendera). Des revues régionales, comme le Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes, ou le Monde alpin et rhodanien n'ont pas attendu la création du Club de l'authentique pour faire connaître la tradition orale!

Ne laissez pas penser au public, qui aime de plus en plus les Hames-Alpes, que personne n'a éprouvé de passion pour ce département, lais-sant ainsi accroire que les travaux des ethnologues, historiens ou écrivains de métier seraient lettre morte (...). Relisez donc – entre autres – l'œuvre d'Arnold Van Gennep (1873-1957) et surtout celle du regretté Charles Joisten (1936-1981) qui a consacré plus de trente ans de sa vie à cette passion « authentique ».

La Maison des Hautes-Alpes s'honorerait de faire connaître ceux des historiens qui ont compris l'importance de « ces roix du passé », sans lesquelles toute culture ne reste qu'un délit de consommation. G. et R. DARTEVELLE

Historiens La Celle-Saint-Cloud

مكذا من الاجل

Génération écologie

Le Conseil régional du Languedoc Roussillon s'est enrichi d'un nouveau groupe aux couleurs du mou-vement crié par Brice Lalonde, Génération écologie. Cette pre-mière dans une collectivité territo-riale est une initiative du maire MRG de Mèze (Hérault), Yves Pietrasanta, par ailleurs président de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, ainsi que d'André Espitallier, maire de Fontes, et de Jean-Christophe Muller, adjoint au maire d'Alès (Gard).

Les trois élus affirment vouloir suivre de près les sujets qui ont trait à l'environnement dans la région, par exemple le dossier de l'autoroute A 75, qui reliera Cler-mont-Ferrand à Béziers, ou le schèma de traitement des déchets du département de l'Hérault. En se désignant comme pragmatiques, ils veulent se démarquer des Verts, encore absents de l'assemblée régionale. « Notre vacation est de travailler efficacement avec les majorités sans opposer économie et écologie, souligne M. Pietrasanta, alors que les Verts se cantonnent plus souvent dans une attitude d'opposition o Le nouveau groupe, qui entend cependant sièger dans l'opposition, a décidé de présenter une liste Génération écologie aux pro-chaines élections régionales.

LORRAINE Nancy ouvre une médiathèque

intégrée au patrimoine Après six années de travail, la ouvre ses portes le 13 avril. La municipalité réalise avec cet équipement un maillon capital de l'aménagement de tout un cura le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Cet établissement public chargé de la formation initialisment de l'aménagement de tout un cura nouvelle médiathèque de Nancy ouvre ses portes le 13 avril. La tier : la médiathèque est intégrée à l'ancienne Manufacture des tabacs, un îlot industriel du XIX siècle incrusté près du centre-ville, réhabilité au fil des ans en ensemble économique et culturel.

La médiathèque prend le relais de la bibliothèque municipale fon-dée en 1758 par le roi Stanislas Leszczynski, qui était installée depuis la fin du XVIIIe siècle dans un immeuble de grand style, mais trop exigu pour les 600 000 volumes inscrits au cata-logue. L'ancienne bibliothèque demeurera un centre de recherches à vocation essentiellement universitaire, alors que la médiathèque est plus directement ouverte au grand public.

Le nouvel équipement, qui réu-nira 360 000 ouvrages et 12 000 documents sonores, représente un investissement de 36 millions de francs. La médiathèque sera ouverte le dimanche aprèsmidi pour favoriser la « culture loisir ». Cette originalité a été permise par un partenariat avec l'université Nancy-II et son centre régional de formation aux carrières du livre, des bibliothèques et de la

La médiathèque de Nancy rejoint un ensemble bien plus vast qui abrite le conservatoire national de musique de région, le Centre dramatique national (CDN), une école de communication, un « pôle images » (centre de recherche et de « pôle universitaire lorrain de ges-

LIMOUSIN

Création d'un Grand Limoges

Vingt-six communes de la Haute-Vienne vont unir leurs efforts pour aboutir à la création d'un «Grand Limoges ». Elles viennent de constituer le SIEPAL (Syndicat grammation de l'agglomération de Limoges) et d'élire à sa présidence M. Alain Rodet, maire de la capitale régionale.

Les vingt-six municipalités associecs, toutes gérées par des socia-listes, regroupent quelque 212 000 habitants, soit les deux tiers de la population de la Haute-Vienne. Elles vont travailler à étendre et à revitaliser un SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) qui date de 1974 et d'urbanisme) qui date de 1974 et qui n'a jamais vraiment été pris en considération. L'Etat aidera financièrement cette volonté de coopération : 600 000 francs par an sur trois ans de crédits décon-

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Bréhier et de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges), Bernard Maillard (Nazcy), Jacques Monin (Montpellier) et Christian Chartier (Pays-Bas).

DOSSIER

Les maladies de la formation des fonctionnaires

Le Centre national de la fonction publique territoriale forme 130 000 stagiaires par an. Secoué par des crises à répétition, il essuie les critiques convergentes des élus et des personnels

Les clientélismes politique et syndical asphyxient une institution qui a vu ses missions augmenter au fil des ans. Le nouveau directeur général de ce « monstre juridique » tente de mobiliser les énergies des 1 300 agents pour améliorer l'action du centre dans le domaine de la formation et du conseil. Une tâche difficile. sous l'œil de la Cour des comptes, qui s'intéresse toujours à cet établissement.

ONSTRE juridi-

que », « îlot d'improducti-

vité», «clini-

que pour fonctionnaires en

disgrace » : une pluie de commentaires acides s'abat régulièrement

riaux concentre bien des contradic-

tions et des dysfonctionnements de

l'administration française. En

1989, un rapport au vitriol de la

Cour des comptes avait cloué au

pilori le Centre de formation des

personnels communaux (CFPC).

ancetre du centre actuel. Mais les

maux persistent : le CNFPT a vécu

une nouvelle crise ouverte en 1990, marquée par la démission de son

directeur général, tandis que le président de sa commission des

inances dénoncait les aberrations

de sa gestion financière et

Par sa structure et ses missions,

l'objet CNFPT est complexe. His-

toriquement, il est l'héritier de

deux grands mouvements : celui en faveur de la formation continue au

début des années 70, et celui de la

décentralisation, dix ans plus tard.

Créé sous la tutelle du ministère de

l'intérieur pour moraliser et unifier la formation initiale des personnels

des communes et généraliser leur

formation continue, le centre a

connu une vie particulièrement

tumultueuse. Entre 1984 et 1987.

cinq lois l'ont réformé, dont cer-

taines n'ont jamais été mises en

Aujourd'hui, doté de l'autonomie, l'établissement public a vu ses fonctions se multiplier sans grande cohérence. Outre ses taches de recrutement et de formation des fonctionnaires de catégorie A et B, il s'est vu attribuer un bric-à-brac de missions, comme le finance-ment des congés bonifiés des agents des DOM, la gestion de la prime de logement des instituteurs, et surtout la prise en charge des cadres A privés d'emploi suite à cadres A prives d'emploi suité a une alternance politique. Une disposition qui a entraîné des abus, transformant le CNFPT en un a placard institutionnalisé», selon l'expression d'un proche observateur. Depuis 1987, le centre est compétent non seulement pour les personnels communaux (sanf ceux de Paris) mais nour tous ceux des de Paris), mais pour tous ceux des autres collectivités territoriales (départements et régions) et de leurs établissements publics, ainsi que des offices d'HLM.

Une juxtaposition

de baronnies régionales » A la superposition des missions s'ajoure l'ambiguité des structures. En théorie, le CNFPT est un établissement centralisé géré par un conseit d'administration paritaire où siègent élus et représentants des syndicats de personnel, et dont le président, un élu, nomme le directeur général, tout comme un maire nomme son secrétaire général. Vingt-six délégations régionales, elles aussi dirigées par des responsabilité d'un élu, servent de relais en province.

Avec 1 300 agents, dont 250 à Paris, gérant un budget de 800 mil-lions de francs (correspondant à la cotisation obligatoire de 1,1 % de la masse salariale des collectivités), le CNFPT est aussi une entreprise de poids sur le marché en plein dévelop-pement de la formation. Ainsi l'éta-blissement offre-t-il l'image d'un gigantesque assemblage de collectivités hétéroclites censé coordonner depuis Paris les besoins de formation de 1,17 million d'agents territoriaux.

La réalité est quelque peu diffé-rente. Les délégations régionales sont placées sous l'autorité de grands ténors politiques régionaux qui leur assurent une large autonomie de fait à l'égard des directives parisiennes. Au point qu'un ancien directeur peut se demander si le CNFPT est « un établissement unique, comme l'assure la loi, ou une juriaposition de baronnies régionales contrôlées par de grands élus». Ainsi, lorsque la direction pari-sienne a récemment décidé de recruter par concours une dizaine de directeurs régionaux pour tenter d'amenez du sang neuf et éviter la nomination quasi automatique des adjoints, elle s'est trouvée court-circuitée par les syndicats qui, présents dans les jurys, ont assuré le succès des adjoints, ren-forçant les féodalités locales.

A tous les échelons, les pesanteurs politiciennes et syndicales s'ajoutent pour étoufier les questions génantes, et assurer le respect d'un statu quo sans vague. Au CNFPT, «on peut se mettre d'accord sur une méthode de résolution des problèmes à condition de ne pas les mettre en œuvres, résume un haut responsable.

> Asphyxle progressive»

Les conséquences de cet état de fait sont déroutantes. Deux ans après l'électrochoc de la Cour des comptes la maison ne semble pas parvenue à surmonter ses vieux démons. Certes, quelques-unes des anomalies les plus criantes ont été gommées : les confor-tables indemnités non imposables versées aux administrateurs le plus souvent absents ont été supprimées, et la réglementation en matière d'ap-pel d'offres est mieux respectée.

Mais la démission, en septembre dernier, un an après sa nomination au poste de directeur général, de M. Michel Delafosse, l'homme qui devait symboliser le redressement du CNFPT et la remobilisation de son personnel autour d'un « projet d'encauses de son échec : le clientélisme syndical et politique, qui entrave, selon lui, une politique de recrute-ment transparente basée sur la com-pétence, et l'autonomie des régions, qui a contrecarré son projet de renforcement du siège et de forte déconcentration de la gestion.

Accusée aussi, la gestion paritaire syndicals elus qui, supprimée pendant la cohabitation et rétablie par la ganche en 1989, favorise l'inerie. La crise semblait si profonde au CNFPT qu'elle a failli emporter jusqu'à son président, Jean-Chude Peyronnet, député (PS) et président du conseil général de la Hante-Vienne. Ce dernier a finalement consenti à demeuter en poste et a nommé directeur géné-ral Alain Vernay, quarante et un ans, ancien directeur général des services de la ville d'Amiens sous sa municipalité communiste. Directeur au CNFPT depuis avril 1990, M. Vernay avait déjà acquis la réputation d'homme à poigne en rédigeant au canon un rapport interne dénonçant une impressionnante liste de dysfonctionnements affectant le siège par-sien, comme le «respect incertain des horaires», l'absence d'enregistrement du courrier et de tableau fiable des treprise», a de nouveau jeté le trou-ble. Entre les lignes de sa lettre de démission, M. Delafosse désigne les communication interne et l'« asphycie

progressive du fonctionnement comptable de l'établissement ». Il mettait en lumière la nécessité d'affecter au siège un personnel moins nombreux mais plus qualifié, dénombrait soixante-dix plariés affectés à des postes fantômes et appelait de ses vieux le lancement d'une politique de formation du personnel, absente dans un établissement voué pourtant à cette mission. Il plaidait aussi pour la suppression du remboursement par le CNFPT des frais de transport des stagiaires (80 millions de francs par an), au grand dam des collectivités, qui devraient payer la facture.

Dans la foulée, un autre pavé affait être lancé dans la mare du CNFPT lorsque, en novembre dernier, Francois Paour, maire de Saint-Bernard (Ain) et président de la commission des finances du centre national, a menace de rendre son tablier en dénonçant son a fonctionnement erratique, pour ne pas dire incohérent », la qualifiant an passage de « bateau ivre ». Au nom des maires ruraux, dont il préside la fédération, il stigmatisait la fuite en avant des finances : tandis que le CNFPT revendique une augmentation des cotisations, il termine l'année avec un excédent énorme et recrute à l'extérieur alors qu'il compte dans ses effectifs de nombreux « déchargés de jonction ». Coup de sang d'un élu soucieux de son image de défenseur des «petits» maires, le geste de M. Paour confinme aussi la persistance du malaise el d'une certaine gabegie.

Des cotisations versées par les villes

و المراجع الم

1 1

44711

77

3. 2. 1. . . .

1 = -

ATC . . .

Roder Control

1 701

Salar Server

ور را پیست او

8.00 g

28...

850

Transport

 $\mathbf{f}(z_{(\overline{x}_{2}, \overline{z}_{2})})$

: ; ;

" Same

Sec.

Page 1 may 12

Total Sales

Mary .

2

Add the state of t

· Aleman

And the second

±5-

to the terms of

History of the Salary

er big of the designation of the

نؤيل فالوائمية المادات الانا

and the same of th

TO PART OF THE PAR

ALC: EVENT

To the same

and the same of the same

The second second

in the second and graphy

The state of the s

And the second of the second o

The state of the s

The state of the s

6 65 4

1

Strategic Control

Comment sortir de cette situation? Au ministère de l'intérieur, on ne cache pas sa préoccupation mais aussi un souci de ne pas s'engages : «Nous ne participons pas à la mode du haro sur le CNFPT, mais nous refusons de raisonner en termes de structures». explique Pierre-René Lemas, directeur général des collectivités locales. Certains, en effet, n'entrevoient d'autre salut que dans l'éclatement de l'établissement en centres régionaux, ne laissant à Paris qu'un minimum de fonction de gestion et de contrôle. D'autres n'hésitent pas à revendiquer une augmentation de la cotisation. Un scénario de facilité que refuse le président Peyronnet: «Le carcan financier peut être un atout de dynamisation et nous obliger à une gestion plus serrée et à nous positionner sur un marché concurrentiel.»

Car les avanies infligées au CNFPT finissent presque par faire oublier sa mission principale : accueillir des stagiaires en formation continue (130 000 en 1989) et conseiller les ollectivités territoriales dans l'élaboration de plans de formation. Or certaines villes rechignent à verser leur cotisation, d'autant que le centre est incapable d'en vérifier systématiquement le versement. Elles préférent s'adresser à d'autres officines de formation, parfois celles auxquelles le CNFPT sous-traite ses propres stages. Certaines collectivités sont aussi tentées de comparer le montant de leur cotisation aux prestations offertes. Elles critiquent ainsi implicitement le principe de répartition entre communes riches et pauvres, qui sous-tend l'existence même du CNFPT, et la capacité d'un organisme central à proposer des formations adaptées aux besoins de chacune. Les villes les phis dynamiques dépensent déjà largement plus que leur cotisation, le surplus ali-mentant un secteur privé florissant.

Le nouveau directeur général connaît bien cette situation. Partant de l'adage selon lequel «toute vérité est bonne à dires, M. Vernay entend remobiliser les énergies en suscitant le dialogue et la concertation, centrer son action sur l'amélioration du produit de formation dont l'évaluation n'existe pas jusqu'à présent, et posi-tionner le CNFPT sur le marché du conseil en organisation et formation. Tâche rude que de maîtriser une structure qui souffre à l'évidence d'un excès de consanguinité, et dont le laxisme financier apparenment incurable alimente les rumeurs sur de vraies-fausses conventions de forma-tion, dont le financement ne serait pas perdu pour tout le monde. Ce devrait être l'axe du prochain contrôle de la Cour des comptes, qui semble soucieuse de pe pas lâcher un fromage aussi appétissant que le CNFPŤ.

L'adieu à Fontainebleau

Considéré comme le « Harvard » de l'administration locale le centre de management public pourrait changer de lieu et de formule

A plupant des diplômés du Centre supérieur de Fontainebieau n'hésitent pas à considérer cet établissement comma le « Harvard » de la fonction publique territoriale. Il propose un cycle de management public aux cadres de haute volée ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle. « La qua-lité de l'ensaignement est telle que la plupart de ceux qui l'ont suivi depuis l'origine, en 1984, ont obtenu une promotion par le suite», affirme le président de l'association des anciens élèves, René Allard, secrétaire général

L'implantation du centre à Fontainebleau, sur le campus de l'IN-SEAD, prestigieuse école de commerce internationale, est l'un des secrets de sa réussite, stiment les anciens. « Quand on se remet aux études à quarante ans, on a besoin de ce genre d'environnement pour être sti-mulé. Dans la capitale, les tentations de se distraire seraient trop nombreuses. Ici, nous pouvons travailler tard le soir, car nous mangeons et dormons sur place. De plus, cet isolement crée des liens très solides avec les autres élèves, a L'association a donc appris avec un certaine inquiétude que l'INSEAD, trop à l'étoit dans ses murs, souhaitait récupérer tous ses mètres carrés à la fin de l'année 1991. Elle s'est émue en découvrant que le cycle devrait faire ses adieux à Fontainebleau un an plus tard, bien que la municipalité lui propose des locaux de rechange.

Management hérétique

En effet, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), auguel revient la paternité du cycle, souhaite regrouper sur un même site les formations de très haut niveau, afin de favoriser des synergies et, éventuel-lement, des passerelles. Un « cœur pédegogique » accueille-rait donc, outre le cycle de management, la formation initiale des jeunes administrateurs, des stages nationaux et des mis-sions de recherche sur la fonc-tion publique territoriale. La nouvelle directrice de la formation Huguette Brunel, transfuge de l'éducation nationale, a obtenu la création d'un service de coordi nation pédagogique. Fort d'une dizaine de personnes, il se penchera sur l'offre de formation de pointe du CNFPT, et devrait réorganiser les enseignements sous forme de modules donnant droit à des unités capitalisables. «Les élèves pourraient ainsi dessiner des parcours plus personnalisés en choisissent, parmi les modules proposés, ceux qui répondent à leurs besoins professionnels propres. » Tout en essurant que le cycle de management ne sera pas supprimé, puisqu'il s'agit d'un « excellent produit », M. Brunel n'exclut pas de le faire évoluer, en y injectant des matières répondant à des préoccupations nouvelles comme l'environnement ou le

développement social. Cette perspective est considépar les anciens élèves de Fontainebleau et leur directrice démissionnaire depuis mars, Colette Ronxin, qui a porté le cycle de management sur les fonts bap-tismaux. « La formation est animée par une cohérence interne que casserait l'organisation en modules. De plus, son intérêt vient de ce qu'elle a été conçus pour des professionnels, et non pour des débutants. Alors, pourquai le CNFPT veut-il la rendre accessible aux ieunes adminis-

trateurs en formation initiale? Mme Ronxin craint que le CNFPT ne commette une erreur, dénoncée récemment par Henry Mintz-berg, célèbre professeur de management, qui consiste à enseigner cette matière à des étudiants sans expérience, comme on enseignerait la psychologie à des gens qui n'au-raient jamais rencontré une autre

La réforme pédagogique envisagée par Me Brunel, qui fera l'objet d'une délibération du Conseil national d'orientation en avril, puis du conseil d'admien avril, puis du conseil d'admi-nistration du CNFPT, devra, si elle est adoptée, s'accompagner de mesures nouvelles en matière d'immobilier: où trouver l'es-pace nécessaire pour le centre pédagogique? A Paris, en ban-lieue? Faudra-t-il acheter ou louer? Rassembler la gestion et la formation dans un même immeuble? Le CNFPT, qui n'a pas encore de doctrine en la pas encore de doctrine en la matière (certaines délégations sont propriétaires, d'autres loca-taires...), pourrait, au vu d'un audit réclamé le 7 mars, trouver l'occasion de se faire une reli-

RAFAELE RIVAIS

PHILIPPE BERNARD

sociores par an des personne.

> with the little description mander in necessity of the second the species of the control of the species of the sp STATE OF STA A and brighter To the state of State of the state MANY BUNKEN F Month Atlanta of Francis of Strategies and Strategies of S St. Sidmoletan, Was Auf Frank gates the politice late Son in Lat. The support rapidles and State Services them is feasier of the Re-pass Packet Made of 2224 LAME OF PRESENTE AL A STATE for fathers The statement of the state of the state of MANAGEMENT SAN CONTRACTOR AND THE PARTY OF THE PARTY. different An Til triage to the AND AN THE OF THE P Anna A greenade in himsir in

> > en excluding and pa' ici rhin

ment Emiter per die

MIN CONTRACT CONTRACTOR

Charles of the last of the last

Company of the Company

and the state of t

me in ferniteitet au m

MARKET AT A TOTAL

MARKET LEEP

Jan 11 227

2 5 22

1 14 24

Section 1986

THE RESERVE TO SERVER

Cat (数 5/27)

Material Land

BILLET

France-Japon: normalisation?

L'heure de la normalisation des relations économiques entre la France et le Japon aurait-elle sonné? Au moment où se tenait à Paris la première réunion du Comité des sages franco-japonais créé au début de l'année, M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie. s'exprimait sur ce sujet. vendredi 5 avril, lors d'un colloque de l'ENA consacré à « L'Europe face aux investisseurs japonais ».

« Les évolutions récentes sont encourageantes : sement japonais a doublé en France en 1989: Il faut poursuivre ce mouvement et aller dans le sens d'un rééquilibrage en Europe », a déclaré le ministre français de l'industrie, après avoir insisté sur l'inégale répartition de l'investissement japonais en Europe. Au cours des trente dernières années, en effet, la Grande-Bretagne a accueilli près de 40 % de ces. investissements, contre seulement 8 % pour l'Allemagne et 7 % pour la France.

Après avoir rappelé que la France était ouverte aux investissements étrangers, M. Fauroux a cependant réaffirmé son hostilité aux « usines-tournevis ». Il a insisté sur la nécessité pour les investisseurs étrangers d'un apport positif en termes de. politique industrielle. «Le meilleur exemple est sans doute celui des entreprises américaines implantées en Europe, qui sont aujourd'hui parfaitement assimilées, par les consommeteurs comme par les salariés, à des entreprises européennes », a précisé le ministre.

Enfin, M. Fauroux a renvoyé ie débat au niveau européen et mis en garde contre les risques de contoumement des accords de politique commerciale, comme c'est le cas entre les Etats-Unis et le Japon dans le domaine de l'automobile. « A l'évidence, les règles du jeu ne sont pas les mêmes de part et d'autre. Il appartient à la Communauté dans son ensemble de rechercher avec le Japon un nouvel équilibre compatible avec concurrence », a-t-il ajouté, en soulignant notamment le nécessaire respect de la règle de réciprocité. En clair : la possibilité pour les industriels européens d'exporter ou da s'implanter au Japon. Ce débat n'est pas nouveau. Il est vrai, comme le rappelait lui-même M. Karfu, premier ministre japonais, lors de sa rencontre avec le président Bush, que le règlement de ce différend commercial réclamera beaucoup de patience.

FRANÇOISE CHIROT

Le groupe DMC et le japonais Unitika vont créer une usine en Isère

La société française DMC et Unitika, un des premiers groupes textiles an Japon, ont annoncé la création d'une joint-venture pour la construction d'une usine de production de polyester à La Mure (Isère) à la fin de 1992.

Cette société conjointe sera détenue à 33,5 % par Unitika. Le reste du capital sera partage entre DMC (34,5 %) et des SDR (Sociétés de développement régional) qui en détiendraient 32 %. Cette partie du capital devrait être rachetée par les deux groupes textiles après la phase de démarrage. A terme, DMC devrait détenir 51 % du capital. La production de l'usine devrait atteindre 10 millions de mètres de fibres synthétiques destinées à l'habillement féminin sur le marché européen.

André Laignel, un «élu du peuple» acharné

L'enfant des banlieues devenu secrétaire d'Etat à la formation professionnelle a du caractère chuté par hasard à Issoudun, à la rait à « une société technocratique ».

ÉCONOMIE

Après bien des escarmouches (le Monde du 13 mars). M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, vient de réussir à engager la première étape de sa réforme de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Ce n'était pas la première fois qu'il rencontrait des difficultés avec ses partenaires, qui n'apprécient pas toujours ses méthodes. Mais qu'est-ce qui fait courir M. Laignel? Portrait.

Député (PS) et maire d'Issoudun (Indre), M. André Laignel ne jouissait pas d'une réputation extraordi-naire hors de son fiel. Devenu secré-taire d'Etat chargé de la formation professionnelle en 1988, il n'a pas, lepuis, forcement redoré son blasou Mais il n'en a cure. « Je ne l'ai pas herche », objecto t-il.

Sortie de son contexte « constitutionnel s, prononcée à l'Assemblée nationale, et non an congrès de Valence, il ne regrette pas sa fameuse phrase selon laquelle l'opposition parase scion iaqueile l'opposition avait « juridiquement tort » parce qu'elle était « politiquement minori-taire ». «Sur le fond, j'avais raison», répète t-i . Aujourd'hui encore, il maintient que ses prises de position laïques, tout aussi justes à ses yeux, n'ont pas réveillé de vieux fantômes au plus fort de la guerre pour l'école privée. De même, il écarte d'un revers de la main les réactions qu'il a suscitées, une fois au gouvernement, en traitant successivement des dossiers de la « moralisation » de la formation professionnelle, du lance-ment du contrat de formation individualisé (CFI) ou, dernièrement, de la réforme de l'AFPA. « Je me fous du reste, si ça m'a permis d'être efficace », làche-t-il d'un ton convaincu, persuadé que, « la fin, tout le monde a reconnu qu'il y avait

Tout André Laignel est là, entier de caractère, admettant presque sans ciller qu'on le traite de «sectaire», si habité de ses convictions et, mieux, si sûr du bien-fondé de son action. amoritaire. Sans l'ombre d'un doute il assume son comportement quand il affirme d'un ton tranquille : «Je

Havas Voyages

et France-Tourisme

s'associent

pour l'accueil

dis ce que je pense, sans arrière-pensées», puis qu'il décoche une flèche en ajoutant : «Ah, si les politiques parlaient vrai...».

Mais cela s'explique. Né en 1942 d'un père balayeur, vite parti, et d'une mère « poitrinaire », élevé, si l'on peut dire, sur les terrains vagues des afortifs », à Paris, il a connu la misère des déshérités. L'école interrompue à quatorze ans. Les « petits boulots » sans espoir, et, dévoile-t-il sans houte, « les tentations de la marginalité». Entre deux périodes de chômage, il se mêle aux malfrats qui ouent à la pétanque porte Dauphine L'arnaque des 8090s ne connaît pas de secrets pour lui, et, bien plus tard, devenu le premier magistrat d'Issoudun, il saura encore battre, à la loyale, les finalistes locaux d'un concours, ridiculises.

« Je n'avais pas de perspectives, et pourtant, j'étais orgueilleux », avoue-t-il quand il parle de cette période trouble qui a décidé de son caractère. "Touoie qui a necide de son caractere.

"Je ne supportais pas le sentiment
d'avoir tout raté. C'était injuste."

Des années durant, il côtoie « le Des années durant, il côtoie « le découragement, la déprime », bref, tout ce qui « donne la hargne» et le met si près, aujourd'hui, des jeunes en difficulté « qui [lui] ressemblent et qui, pour la première jois, [lui] offrent le mène sentiment d'agir que quand la mène sentiment d'agir que quand

Elu à 68 % dès le premier tour

A force de courage, et grâce « à une copine de dix-neuf ans, une intel-lectuelle qui avait le bac», il s'en sortira. Parce qu'il a appris que le philo-sophe Gaston Bachelard était devenu docteur d'Etat à vingt-sept ans sans avoir été bachelier, il n'a plus qu'une avoir été bachener, il n'a pius qu'une idée en tête : parvenir au même résultat, « bien que les seuls docteurs que j'ai connus soient des médecins ». Il entreprendra une capacité en droit, tout en travaillant, et atteindra enfin son objectif, avant de devenir assistant à la faculté Paris. La Demuis son cojecti, avant de deveni assistant à la faculté Paris-I. « Depuis cette date, tout ce que je vis est en plus », finit par dire cet autodidacte forcené qui a découvert, senl, Sarire au travers de Simone de Beauvoir, tous les penseurs de son temps. Cela marque.

André Laignel sera adhérent du PCF, et de la CGT, jusqu'à vingt et un ans. Ce sera ensuite le PS. Para-

suite d'une campagne électorale menée à Châteauroux pour le compte de Charles Hernu, il mettra un acharnement identique à conquérir un mandat. Dix aus « de galère », de porte à porte, sans soutien, lui permettront de gagner la mairie, la circonscription et même le conscil général – vite perdu, avec une sale iffaire sur les bras - et de s'implanter définitivement. N'a-t-il pas été réélu, lors des dernières municipales, avec 68 % des voix dès le premier

Conception de l'Etat

Depuis 1977, il s'identifie à sa ville, pour laquelle rien n'est trop beau. Il y décide de tout, réalise des aménagements qu'il a révés au cours de ses tournées dominicales d'inspection, et ne cesse de lancer de nouveaux programmes. Logements sociaux, pares publics, usines ou achats d'œuvres d'art moderne, tout se décline sur le mode personnel : « j'achète », « j'ai », « je jais » – mais aussi « j'exproprie» – pour le bien de tous ou encore : « Je ne céderai pas. » Aucun obstacle n'est cense résister à sa volonté, le projet qu'il nourrit devant s'imposer.

Manifestement couronnée de suc-Manifestement couronnée de suc-cès, localement, cette méthode lui réussit moins bien au secrétariat d'Etat, où il avoue : « [Il lui aura fallu] « deux ans et demi pour voir se réaliser ce que je voulais alors que, en tant que maire, je pouvais le faire en un an. » « Etre ministre n'apporte pas les mêmes satisfactions », constateles mêmes satisfactions », constate t-il, un rien désabusé par « la machine gouvernementale et la lour-deur administrative ». Souvent, ses initiatives, jugées intempestives, ont été entravées par ses collègues, les services extérieurs et les partenaires sociaux, d'une susceptibilité ombrageuse quand ils craignent qu'on rogne leurs pouvoirs. Avec le bureau de l'AFPA, paritaire, l'orage a souent menacé ces derniers temps.

Question de nature, justifiée par Question de nature, justifiee par l'histoire, doublée d'une définition très léministe du pouvoir, andré Laignel ne s'en est pas laissé imposer. Balayé, le principe de la « permanence de l'Etat » – selon lequel l'action politique servire le feuit de la tion politique serait le fruit de la réflexion des services -, qui condui

«La fonction préside au grade» et, dans une démocratie, l'autorité revient «à l'étu du peuple» qu'il est, investi de la capacité de savoir ce qui est bon pour la population. En consé quence, les équipes techniques doivent obéir, et même changer, si nécessaire, selon les objectifs, explique t-il en défenseur du « système des dépouilles ». Dans cette « conception de l'Etat », les partenaires sociaux et la politique contractuelle doivent s'incliner devant les « représentants du peuple».

Pour lui, les règles du jeu sont claires. En matière de formation professionnelle, «il n'y avait plus de politique de l'Etat. J'incarne maintenant cette politique». « C'est ma conception», tranche le secrétaire d'Etat, qui ajoute : « Je me refuse à être un ministre scribe, et d'ailleurs, personne n'y gagnerait. " Concrètement, il attend par exemple la fin des négociations interprofessionnelles sur la réforme de la formation permanente mais il avertit déjà : « Si des choses ne me plaisent pas, je ne les reprendrai pas [dans la loi]. » Plus sèchement, il nie avoir « calé » sur le dos sier de l'AFPA. « Nous avons abouti dans une négociation, dit-il. Je crois au débat, et pas à l'alignement.»

Le différend semble bien avoir laissé des traces. Ce qui l'amène à rappeler sévèrement ses orientations rappeter severettient ses orientations a Il faut que les partenaires sociaux s'occupent de l'entreprise et que l'Etat s'occupe de son territoire » déclare-t-il. Etablissement public, [l'AFPA] doit appliquer la loi et doit donc parti ciper à l'action pour le contrat de for-mation individualisé.» Or, il a observé que des centres AFPA ne recevaient pas de jeunes en CFI et considère, d'un ton qui ne souffre pas la contradiction, qu'il «[lui] revient que l'argent dévolu à l'associa tion par l'Etal soit utilisé pour des missions de l'Etat».

En parlant de lui, André Laignel aime à dire que «si les épreuves bri-sent le verre, elles forgent l'acier». Tout le personnage prouve que c'est vrai, de l'enfance meurtrie au parcours universitaire, de la pugnacité de l'élu local au tranchant du secré-

ALAIN LEBAUBE.

L'assouplissement du « ni nationalisation, ni privatisation » des finances, grand arrangeur du

La logique du capital

prétait, très discrètement, à faire

de même pour des entreprises en

La crise frappait des pans entiers

de l'industrie nationale, et les groupes s'étaient endettés bien au-delà du remboursable. Un contrôle

total permettait à l'Etat de se

débarrasser des intérêts minori-

taires et de se donner une pleine

liberté de manœuvre. On pouvait

donc discuter à l'époque de l'idée

des nationalisations en tant que

la Générale des eaux, par exemple,

ou la Banque Lazard), guère la

très tôt le gouvernement des moyens qu'il avait cru pouvoir

moyens qu'il avant etu pouvoir mobiliser pour relancer les inves-tissements des firmes. Dès 1983, il a fallu faire appel « aux marchés », c'est-à-dire à de l'argent privé.

Une loi Delors a autorisé le lan-

cement de titres participatifs, qui sont des actions sans droit de vote, à hauteur de 25 % du capital des

firmes. Le début du retour à la

barre des 51 % a donc été entamé dès cette date-là. Ce qui, après

1988, deviendra le «ni ni » a donc été «écorné » dès 1983. M. Rocard

n'avait qu'à attendre : la nécessité

budgétaire et financière travaillait

En 1986, le gouvernement Chi-

rac lance un vaste processus de privatisation a à l'anglaise ». L'en-

peril comme Thomson.

En réalité la gestion des nationa-

des voyages d'affaires lisations par les gouvernements socialistes a été menée plus par les besoins financiers que par les théo-ries. L'avenir se lit peut-être plus clairement dans les comptes des Havas Voyages, premier groupe français de vente de voyages, avec 500 agences et un chiffre d'affaires firmes que dans les livres politide 6,7 milliards de francs (dont la moitié pour les voyages d'affaires), La nationalisation à 100 % s'ims'associe avec France-Tourisme, posait en 1982. Pour mille raisons présentée comme la première orgade simplicité juridique d'abord. ueil de visiteurs français et étrangers (notamment japo-Par nécessité capitaliste si gouvernement Barre venait de nais et américains), avec un chiffre anationaliser » la sidérurgie et s'ap-

participation pour l'accueil des visites d'affaires : celle-ci pourrait ensuite devenir une filiale autonome, dont Havas détiendrait 51 % et France-Tourisme 49 %. Depuis son association à un réseau international (BTI), Havas, qui vend surtout des voyages à l'étranger, cherchait un partenaire

d'affaires de plus de 300 millions

de francs, pour créer une société en

pour l'accueil en France, qui peut, estime son président, M. Christophe Charpentier, devenir un marché important.

Pour unifier les ventes de billets

Onze compagnies de chemin de fer créent un consortium européen

Onze compagnies nationales de chemin de fer européennes vont se regrouper dans un consortium pour créer leur propre réseau de télécommunications et de traitement de données, a indiqué vendredi un porte parole de British Rail. L'investissement global devrait être de 2 milliards de dollars (un peu plus de 11 milliards de francs). Ce système, sous le nom de code de Hermès, sera placé sous l'autorité de l'Union internationale des chemins de fer, basée à Paris.

Cette joint-venture permettra d'unifier les ventes de billets et les réservations à l'échelle européenne et utilisera ses propres lignes de communications au lieu d'emprunter les réseaux classiques de télécommunications.

un vers dans le fruit. La critique gronde sur les excès et l'immoralité de la Bourse. M. Mitterrand trouve une formule simple pour calmer le jeu: ni privatisation ni nationali-sation. Mais, dans son entourage, on comprend vite que cette habileté politique est un carcan économique. L'Etat, en 1988 comme en 1983, est incapable de financer le secteur public scul.

Demain

Le «ni ni» ne sera pas respecté. Il ne pouvait pas l'être sans nécrose du secteur public. Tout se passe par glissements successifs. Pechiney transfère des activités dans une filiale dont il ouvre le capital. Les compagnies d'assurances voient leur capital s'ouvrir pour 25 %. L'Etat cède des parts d'une firme nationalisée à une autre chargée de financer la première. Une complexe toile d'araignée se tisse petit à petit, qui a pour aboutissement que l'Etat ne contrôle plus directement aujourtelle et en critiquer le nombre et la liste (pourquoi Saint-Gobain et pas d'hui aucune entreprise publique du secteur concurrentiel (ce n'est pas le cas pour les entreprises comme EDF ou France Télécom). Dans le même temps, des nationa-lisations sont opérées : Framatome Mais, ensuite, dès les nationali-sations faites, le problème s'est et UTA passent dans le secteur reposé. Les groupes mal en point réclamaient de l'argent frais. Et beaucoup. Or la rigueur a privé

« Gestion souple » des nationalisations, plaide-t-on au ministère

«ni ni». Renault, enfin, épouse Volvo et doit là saus embage ouvrir nettement et directement son capital à hauteur de 25 % à un capitalisme étranger de surcroit. Et quand Billancourt tombe, tout bascule... Le décret du 5 avril vient parachever la longue marche des 100 % aux 51 %. Et demain? Ira-t-on plus ioin?

C'est l'évidence. Les besoins d'argent des firmes sont toujours là et le budget toujours aussi pauvre. La barre des 51 % est, elle, décisive : c'est elle qui sépare le domaine public du domaine privé. Mais le monde des affaires n'est pas si simpliste. Un contrôle peut être obtenu avec une minorité du capital : c'est le cas chez le pétrolier Total. Les opérations Framatome et UTA ont montré que la frontière sera aussi passée dans les deux sens.

L'évolution future est donc tracée vers une grande perméabilité et une grande « mixité ». Le sens général est une privatisation. Mais avec des aller-retour et avec des pôles où l'Etat conservera le poids prépondérant. Soit directement soit plus probablement indirectement, au travers des investisseurs institutionnels comme les compagnies d'assurances, que la retraite par capitalisation rendra très riches. L'Etat français a historiquement eu un rôle moteur : il continuera à l'avoir, mais au travers de canaux plus complexes, à l'image des réseaux denses de l'économie

ERIC LE BOUCHER

Critiques de M. Balladur satisfaction de M. Delors

M. Edouard Balladur, ancien ministre des finances, a estimé, le 5 avril, que la possibilité pour les entreprises publiques d'ouvrir leur capital à une minorité d'actionnaires privés e répond à la volonté du gouvernement de se donner des moyens nou-veaux face aux difficultés budgétaires qui s'annoncent ». M. Balladur a déploré le manque de « garanties de transparence, de publicité préalable, de fixation du prix par la commission d'experts indépendants». gouement mondial pour « la finance » facilite l'opération puis la

Pour sa part, M. Jacques Delors, bloque : le krach de 1987 introduit | président de la Commission euro-

péenne, a déclaré que « les nationalisations de sociétés industrielles avaient permis de recapitaliser le secteur industriel» mais que, « une fois les entreprises mises à flot, on peut combi-ner les capitaux publics et les capitaux prives ». L'ancien ministre socialiste de l'économie a assuré qu'il avait a toujours été de cet avis». Dans l'entourage du premier ministre, on souligne que cet assouplissement est «compatible» avec la règle du «nini» puisque « la majorité publique est maintenue et le contrôle public claire

Avec 6,8 % de la population active

Le chômage atteint un niveau record depuis quatre ans aux Etats-Unis

Contredisant les espoirs placés dans une reprise très prochaine de l'économie américaine, les chiffres de l'emploi indiquent que la fin de la guerre du Golfe n'a pas freiné en mars les suppressions d'emplois par les entreprises outre-Atlantique. Le taux de chômage a atteint 6,8 % le mois dernier aux Etats-Unis, contre 6,5 % en février ct 6,2 % en janvier, selon les statistiques publiées par le ministère du travail. Ce niveau n'avait pas été atteint depuis quatre ans. Depuis neuf mois, le chômage n'a cessé de monter et on compte 2 millions de chômeurs supplémentaires depuis l'été dernier. En mars, 8,6 millions d'Américains étaient sans emploi, contre 8,2 millions en février.

Signe que l'activité continue à reculer, les Etats-Unis ont perdu 206 000 emplois le mois dernier, après 290 000 en février, a précisé le département du travail. Parmi les trente-cinq secteurs examinés, l'emploi a chuté dans les vingt branches industrielles, à l'exception du charbon et du pétrole. La construction, une des branches les plus touchées, a perdu 72 000 emplois en un mois.

M. Greenspan est critiqué au sein de la FED

Plusieurs responsables de la FED, la Réserve fédérale des Etats-Unis, reprochent à leur président, M. Alan Greenspan, de ne pas les avoir tenus au courant des dernières décisions concernant la politique monétaire.

Selon le Wall Street journal, le désaccord pourrait rendre plus difficile une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Le conflit durerait depuis deux mois. Un groupe de présidents de banque régionales reprocherait à M. Greenspan d'avoir décidé sans leur approbation des mesures d'assouplissement du crédit plus importantes que prévu.

Selon l'UNEDIC

310 000 emplois ont été créés en 1990 dans le secteur privé

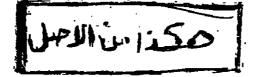
Trois cent dix mille emplois environ ont été créés dans l'ensemble du secteur privé pendant l'année 1990, soit une progression de 2,3 % en un an, selon les évaluations publices vendredi 5 avril par l'UNEDIC.

Ce chiffre, qui recouvre les établissements du secteur privé de dix salariés au moins, fait aussi apparaître une augmentation de 0,3 % des embauches pour le dernier trimestre 1990, en données corrigées des variaons saisonnières (CVS), contre -0,9 % en chiffres bruts. Cet de 0,3 % est semblable au chiffre définitif fourni le 5 avril par l'enquête trimestrielle sur l'emploi ministère du travail, portant sur les établissements de même taille. Pour l'ensemble des établissements du secteur privé, l'UNEDIC évalue la progression au dernier trimestre 1990 à 0.5 %. Enfin, l'augmentation des effectifs salariés dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles est évaluée à 1,9 % en 1990.

EN BREF

 M. Bérégovoy bostile à une augmentation des impôts. - a Quand j'ai à choisir entre des économies possibles sur le budget de l'Etat et un impôt nouveau, je choisis de préférence les economies», a déclaré, jeudi 4 avril, M. Pierre Bérégovoy, au cours de son point de presse hebdomadaire en réponse à une question sur le financement du déficit budgétaire. Le ministre de l'économie et des finances a ajouté que s'il écartait l'idée d'un nouvel impôt et qu'il n'avait pas al'intention d'y déroger v, il n'était pas seul à décider : « C'est un débat qui peut s'ouvrir avec le Parlement et au sein même du gouvernement». u M. Pierre Boisard (CFTC) recon-

duit à la présidence de la CNAF. -M. Pierre Boisard (CFTC) a été reconduit vendredi 5 avril à la présidence du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Le représentant du CNPF, M. Louis Delattre, a été élu vice-président. M. Boisard est président de la CNAF depuis sa création, en 1967.



PARIS

Léger faux pas

ché l'un de ses records de durée établi en novembre 1985 avec onze séances consécutives de hausse. Là depuis le 20 mars, le marché n'a cessé de progresser quotidiennement, certes souvent de façon symbolique, totalisant ainsi neuf journées de gains ininterrompus. Le faux pas du 4 avril n'a toutefois pas brisé le mouvement. Pour la deuxième semaine de suite, la hausse est donc au rendez-vous (+1,9 %) et l'indice CAC 40 s'est même offert un nouveau sommet. En dôturant vendredi à 1851,71, l'indice CAC 40 rejoint son plus haut niveau de l'année, enregistré quarante-huit heures auparavant (1851,89). La progression depuis le 31 décembre est de 21,9 %. Cependant, le baromètre de la place française reste 5,8 % en-deçà de

Sans l'accident de

parcours du jeudi

4 avril, la Bourse de

Paris aurait appro-

son record absolu inscrit voici un an (2129,32), le 20 avril 1990. Au cours de cette brève semaine, commencée mardi en raison des fêtes de Pâques, les valeurs se som appréciées en moyenne de 0,59 % le premier jour, 1,36 % mercredi, avant de perdre 0,85 % le lendemain. Mais

5-4-91

535 1 167

Diff.

0,50

535 167 140 506 658 177.20 + 3, 1986 + 23

Banques, assurances

AXA (ex-Cie Midi)

Bail Equipement Bancaire (C*)......

Chargeurs ... CPR.....

Hénin (La)..

i ocafrance.

Paribas Schneider. Société genérale

Midland Bank

Suez (C< fin.)

Eumliant

son niveau du 1- août dernier, veille

de l'invasion du Koweit par l'Irak. Et

surtout, il est encore à 13 % de

la journée la plus importante, aux yeux des intervenants, était cella de vendredi avec la publication des chiffres du chômage américain de mars. Cette statistique devair leur permettre, selon eux, de se faire une meilleure idée de la conjoncture aux Etats-Unis. Après avoir ouvert sur une note quasi stable (-0,03 %), le marché se ressaisissait, s'appréciant de 1,2 % en début d'après-midi. Puis à mesure qu'approchait l'heure de la publication, la tendance s'effritait, revenant à 0,80 %. A 15 h 30, l'annonce d'un taux de chômage de 6,8 % alors que les analystes attendaient 6,7 % provoquait peu de réactions sur le marché. Et pour cause, une fois encore, les experts avaient trop attendu de cette seule donnée, et une fois publiée, ils n'arrivaient pas à l'interpréter clairement. D'où leurs hésitations et leurs interrogations sur le comportement des autorités monétaires américaines. Assoupliront-elles une nouvelle fois les taux pour aider à la reprise et sortir définitivement de la récession? Domi-

A la recherche des arbitrages

née par cette question, la journée

s'achevait sur une progression de 0,84 % de l'indice CAC 40.

La semaine aura encore été riche en résultats de sociétés. Côté déception, les pertes d'Intertechnique, la chute des bénéfices de CMB-Packaging (- 13,9 %), de BIC

(- 22 %) et surtout d'Essilor (- 38 %). Côté espoir, les performances des Fromageries Bel (+ 34 %), ou de Poliet (+ 16 %). Mais l'animation du marché est venue surtout des deux grandes opérations d'absorption de firmes, la première lancée par Paribas sur Ciments français et Poliet, la deuxième par Alcatel Alsthom sur Générale occidentale, SAFT et Locatel. Dans le premier cas, l'offre publique d'achat lancée par le groupe de la rue d'Antin sur ses deux filiales était connues depuis le 21 mars. Mais la reprise des cotations de Ciments français et de Poliet, vendredi 5 avril, une fois le projet jugé recevable par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation des marchés, a provoqué une série d'arbitrages. Les investisseurs estimant favorables les parités d'échange proposées pour Ciments français, cette valeur s'est nettement appréciée (+ 5,6 %). A l'in-

verse, Paribas a perdu 3,7 %. Le phénomène était encore plus spectaculaire pour les opérations financières d'Alcatel Alsthom. Dès leur reprise de cotation, jeudi 4 avril, SAFT s'appréciait de 16,46 % sur le marché au comptant et Locatel de 9,94 %. Sur le marché à règlement mensuel, Générale occidentale (GO) s'appréciait de 16,20 %. Les modalités d'échange retenues dans ces trois cas offrent une prime de 15 % en se référant à la moyenne des cours

sur les vingt dernières bourses. Dans le cas de la Générale occidentale, la parité retenue (trois GO contre quatre Alcatel Aisthorn) confère au titre de ce groupe de communication une valeur de 815 francs, niveau rarement retrouvé depuis le krach d'octobre 1987. Ce cours représente une décote de 19,3 % per rapport au niveau de l'action en début de semaine.

Ces fusions ont relégué au second plan bon nombre d'événements, comme la prise de contrôle par le constructeur automobile japonais Nissan de son importateur français Richard-Nissan coté sur le second marché ou les restructurations du capital d'ELM Leblanc. Le nouvel arrivant chez ce fabricant de chauffe-eau serait Deville qui aurait, selon certaines rumeurs, déjà plus de 5 % des titres. D'autre part, l'agence Reuter indiquait mardi que la COB étudiait les mouvements observés sur l'institut Méneux, dont l'action, lors de la semaine pascale, s'est appréciée de plus de 25 %. Enfin, l'augmentation de capital de 3 milliards de francs prochainement effectuée par Béghin Say, même si elle a entraîné une légère baisse du titre, n'en est pas moins un signe encourageant. Première émission d'importance sur le marché financier depuis le début de l'année, illustrerait-elle le regain de confiance

des investisseurs? DOMINIQUE GALLOIS

Mines, caoutchouc

658	+ 41 - 0,50 + 11 - 7 + 3,70	Métalcurop Michelin RTZ	57,80	+ 1,3 + 2,7 + 0,0
177,20 086 368 814 278,60	+ 23 inch. + 11 - 4,40 - 19	Mines d'or,	diaman	i ts
820 567 460,70 755 96 1 741 456	+ 68 - 3 + 30,70 + 4 + 2 + 130 - 22,60	Anglo-American Amgold Buf. Gold M De Beers Drief. Cons	163,50 333,90 66,10 127 55,05	+ 1, + 1, + 1,

456 -806 + 436 + 710 + 345,20 + 587 + 156 + Valeurs diverses

(1) Coupon 14 F. Matériel élec	trigue	
Alcatel-Alsthorn CSEE [ex-Signaux] Genérale des eaux Intertechnique Labinal Legrand Lyon, des eaux	5-4-91 604 251,36 2 724 1 130 760 3 950 638 285	Diff. - 2 - 11,70 + 132 - 90 + 21 + 226 + 26 + 6,30 + 15
Merlia-Gerin Moulinex Radiotechnique SEB Sextant-Avionique Thomson-CSF IBM (1) ITT (1) Schlumberger (3) Siemens (2)	354. 1 550 519 146. 644 331. 322	50 - 1,30 50 + 6,50 + 49 + 15 90 + 2,10 - 16 + 9,10 - 30 - 18

(1) Coupon 2,10 F. (2) Coupon 33,10 F. (3) Coupon 1,70 F.

Bâtiment, tra	vaux I	<u>publics</u>
Davis	5-4-91	Diff.
Auxit. d'entr	180	+ 29 + 47 incb. + 13 + 17 + 45 + 0,90 inch.

Filatures, textiles magasins

Pétroles

RP.France

	5-4-91	Diff.		5.4.91	Diff.
hysiqueleuropelin	719 337 108,60 89,15 57,80 1,83	+ 1,33 + 2,20 + 0,07	Agache (Fin.) BHV	1 040 671 2 005 393 1 800	+ 44 + 19 + 90 + 4 - 1 + 29 - 11 + 30
ines a vi-			3001		

	5-4-91	Diff.
Anglo-American Amgold Buf. Gold M. De Beers Drief. Cons. Geneor Harmony Randfontein Saint-Helena Western Deep	163,50 333,90 66,10 127 55,05 18,95 30,10 15,55 38,16 145	- 1,1 + 1,55 - 0,25 - 1,90

COUSTLACTION			
	5-4-91		iff.
Alspi Dassault-Aviation De Dietrich Fives-Lille Penhoët Peugoot SAGEM. Strafor, Facom	1 1000	+-++-	17 33,10 65 3,30 64,90 12 24 42 18,70

Métallurgie,

	5-4-91	Diff.
Alspi	545 577 1620 999 433,70	+ 12 + 24 - 42

			_
	54-91	Diff.	•
Ispi	999 433,70	+ 12 + 24 - 42	

spi	221,90 545 577 1620 999 433,70	+ 12 + 24 - 42	Inst. Mérieux

Norsk Hydro...

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 5 avril 1991

Nombre de cont	rats: 86 056.	·		
		ÉCHÉA	NCES	
COURS		Sept. 91	Déc. 91	
	Juia 91 105,88	105,92	105,86	
Premier	106,22	106,18	105,86	
+ best	105,80	105,86	105,86	
+ bas	105,80	106,16	105,86	
Dernier		106,12	106,08	L
Compensation	106,14	<u> </u>		

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 4.4.91 2-4-91 1-4-91 <u> 29-3-91</u> 3 558 663 3 604 429 2 625 450 7 741 876 RM _ 16 774 641 256 399 145 344 R. ct obl 19 545 435 11 619 497 11 515 525

INDICES QUOTID	DENS (INSI	19 545 455 1 EE base 100 119,1 111,9	, 28 décem 120,4 113,1	bre 1990) 120,0 113,4
irangères . I	CES CAC	lu lundi au ve	ndredi)	5-4-91
1-4-91	2-4-91 pase 100, 31	3-4-91 décembre 19	81)	<u> </u>
Cánórsi	483.5	489,8	7717	491.4

(base 1 000, 31 décembre 1987)

1 827,10 | 1 851,89 | 1 836,21 | 1 851,71

Alimentation

Diff.

5-4-91

	54-91	Diff.
Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour Casino G., Perra Euromarché Guyenne-Gasc LVMH Occid. (Gle) Olipar PernRicard Promodès Saint-Louis Source Perrier Nestlé	700 2725 857 3779 148 4 150 1 264 3890 797 299,5 1 221 2 040 1 440 1 548 34 300	+ 9 + 200 + 37 + 112 + 260 + 50 + 67 + 20 + 113 - 0,50 + 81 + 4 + 28 + 59 - 896

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (°)

BP-France ELF-Aquitaine Esso Primagaz Sogerap Total Exxon (1) Petrofina Royal Dutch	325,50 1 890	+ 11,50 - 17 + 29 - 4,50 + 2 - 14,50 + 29	Alc. Alsthom LVHMElf Aquitaine	Nbre de	Val. en cap. (F) 866 992 663 536 234 725 352 875 615 336 459 165 333 396 158	
Produits ch	imique		BSN	543 918 718 646 385 571 6 569 009	311111111111111111111111111111111111111	6
Insi. Mérieux Labo Roger Bellor Roussel-Uclaf Synthélabo BASF Hoechst Imp. Chemical	2 174 751 822 920 832	90 - 6,60	Peugcot SA Eaux (G. des) Suez (C. de) L'Air liquide ACCOR (*) Du vend 4 avril 1991 inc	98 231 785 089 336 355 256 293	260 981 69 258 379 74 240 265 6	77 12 10 91
Norsk Hydro	163	- 6,90				.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES					
Valeus	Hausse %	Aspenta	Baisse ¶		
Occidentale (G*) Penhot Fromageries Bel OFP Hachette Immob. Phenix Rober Inedal SAT Sommer Alibe Dassank Exct Comptons Me Dassank Ariai Pimmit	+13 +11 +99 +95 +8,4 +8,4 +7,4 +7,4 +7,4	Paribas ACL A- Straign Facon CCMC Codetal Cents Ession SCOA SCOA Salarge CSEE Metalemop	45 41 41 41 41 41 41 41 41 41 41 41 41 41		

MARCHÉ LIBRE DE L'OR					
	Cours 28-3-91	Cours 5_4-91			
Or fin (kilo en berre) (kilo en lieger) Pièce trançaise (20 tr.) e Pièce trançaise (20 tr.) Pièce seises (20 tr.) e Pièce trans (20 tr.) e Pièce trans (20 tr.) e Pièce transisionne (20 tr.) s Souvenis Stanberts 8 e Dech-consessin Pièce de 20 dollers - 5 dollers - 5 dollers - 50 pesses - 20 maris - 10 fiories - 5 pesses - 10 fiories - 5 pesses - 10 fiories - 5 pesses - 5 pesses	418 402 279 372 453 501 381 2 190 710 2 478 485 383	243 47 33			

Cas places d'or ne sont cott

NEW-YORK

repassée sous la barre des 2 900 NOICE DOW JONES points vendredi 5 avril, décue par l'absence réponse de la Réserve fédérale aux mauvais chif-

fres du chômage aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé en baisse de 27,72 points (0,95 %) cette dernière séance de la semaine. Au terme de quatre journées très contrastées, le baromètre de la place new-yorkaise a finale-ment perdu 0,58 %. Lundi 1= avril, la Bourse avait entamé le second trimestre sur une note faible, l'indice Dow Jones perdant 1,12 % et repassant sous les 2 900 points. Une vigoureuse reprise technique lui permettait de se ressaisir le lendemain, soutenu par l'espoir d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Les valeurs pro-

gressaient en moyenne de 2,22 %. Mercredi et jeudi furent des séances plus hésitantes (-0,62 % et -0,08 %) dans l'attente de la publication des statistiques sur l'emploi aux Etats-Unis pour mars. Des statistiques qui ont indiqué, vendredi, que le chômage était à son plus haut niveau depuis plus de quatre ans en mars aux Etats-Unis, s'inscrivant à 6,8 % contre 6,5 % en février et 6,2 % en jan-

Ces données, légèrement plus mauvaises que prévu, ont assombri les espoirs de reprise rapide de l'économie après la fin de la guerre du Golfe. Les investisseurs comp-

Déception

taient sur un nouvel assouplissement de la politique de crédit de la Wall Street est Fed, à la lumière de ce dernier signe de faiblesse persistante de l'économie américaine, mais l'absence de geste de la Réserve fédérale dans ce sens a fait chuter Wall ₫e Street à la mi-séance.

Quelque 188 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse, dans un rapport d'environ 3 contre 2 : 936 contre 598 507 titres sont restés inchangés. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, ont néanmoins continué à reculer à 8,16 % vendredi en fin d'après-midi contre 8,18 % jeudi

Indice Dow Jones du 5 avril:

896,78 (c.2913,3	0)	
	Cours 28 mars	Cours 5 avril
Alcoa ATT Bocing Chase Man. Bank Du Pest de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Electric General Motors IBM ITT Mobil Oil PFizer Schlumberger UAL Corp. (cx.Alle) Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp.	65 1/2 34 3/8 47 15 1/2 37 1/8 43 5/8 58 3/4 43 5/8 69 3/4 23 5/8 69 3/4 23 5/8 64 1/1 107 64 1/1 107 63 3/4 144 12 17 56 5/7 63 3/4 144 12 17 56 5/7 17 58 1/2 17 58 1/2 17 58 1/2	64 7/8 34 48 1/1 17 3/4 37 42 3/ 57 1/ 37 1, 23 1 112 5 5 5 1 112 5 6 4 5 8 5 7 7 6 4 5 8 1 4 1 6 3 1 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7
		_

du 8 avril. Jeudi, le marché enregis-

trait une pause (-0,3 %) avant de se

réapprécier du même pourcentage le lendemain. Toutefois, à Tokyo,

comme sur les autres places finan-

Coors

Cours 29 mars

Forte progression

+ 4,2 %

La bourse de Francfort s'est

vigoureusement ressaisieaprès le

long week-end pascal, encouragée

par le regain d'intérêt des investis-seurs allemands et étrangers . L'in-

dice DAX s'est ainsi apprécié de 4,21 %. Parmi les facteurs positifs

FRANCFORT

leurs interventions.

TOKYO

Honorable reprise taux d'intérêt à court terme à partir

La semaine s'est achevée sur un bilan positif à la Bourse de Tokyo où, an terme de ces cinq séances, l'indice Nikkei s'est apprécié de 1,8 %.
Cette reprise permet d'effacer le mauvais

cières, les opérateurs attendaient la publication des chiffres du chômage américain. Cette perspective a limité souvenir des derniers jours de mars, où le marché avait été délaissé par l'ensemble des investis-Indices du 5 avril : Nikkei 26 767,33 (c. 26 292,04); Topix, 2 015,60 (c. 1968). seurs. Certes, toutes les séances ne furent pas placées sous le signe de la hausse. Ainsi, lundi le avril, premier jour de l'année fiscale, les transactions s'achevèrent sur un repli de 1,1 % dans un marché peu étoffé.

dans un marche peu etorie.

Changement de ton au cours des deux séances suivantes avec des progressions successives de 0,94 % et 2 %. Les intervenants étaient dopés par des rumeurs d'un prochain assouplissement de la politique monétaire japonaise, après la décision mardi de la Mitsubishi Bank de diminuer ses

LONDRES

Niveau record + 3,5 %

La Bourse de Londres à forte-ment progressé (+3,5 %), encoura-gée par des recommandations d'achats des courtiers, les gains sur le marché à terme et dans l'espoir le marché à terme et dans l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt qui devrait, selon les opérateurs, avoir lieu le 12 avril prochain lors de la publication des chiffres du chômage de mars. La diffusion, mardi 2 avril, du premier rapport optimiste depuis huit mois de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) a contridustrie britannique (CBI) a contri-bué à soutenir la tendance. L'in-dice Footsie des cent grandes. dice Footsie des cent grandes, valeurs a inscrit un nouveau record absolu vendredi à 2 552,1, avant de fléchir sur des prises de bénéfices et devrait, selon les prévisions des courtiers S. G. Warburg, atteindre la barre des 2 700 d'ici à la fin de l'année, La plupart des valeurs ont évolué à la hausse, notamment les assurances, les notamment les assurances, les magasins et les brasseries.

Indices «FT» du 5 avril : 100 valeurs, 2 545,3 (c.2 456,5); 30 valeurs, 2 014,5 (c.1 953,9); fonds d'Etat, 85,55 (c.85,03); mines d'or, 137,8 (c.138,4). Cours Cours 28 mars 5 avril

Retters ... Shell..... Unileyer .

6,20 3,33 4,87 4,12 12,19 11,22 15,30 10,63

8,82 4,88 7,63 2,34

6,10 3,33 4,75 3,96 12,13 11,15 15,30 10,50

8,73 4,88 7,65 2,37

influents, il faut noter le repli du dollar qui a entrainé le redresse-ment du marché obligataire et la bonne orientation des bourses de New York et Tokyo. De plus, la baisse du chômage en Allemagne (le chiffre le plus bas depuis 10 ans) a confirmé, selon le gouverneans) a contirme, seion le gouverne ment, « l'image positive » de la situation économique de l'Alle-magne de l'Ouest. Le volume des transactions sur le marché des actions des huit places boursières de l'Allemagne réduit à quatre jours boursiers, comme la semaine dernière, a atteint 27,85 milliards de deutschemarks, contre 18,74 milliards la semaine précédente. Le secteur automobile a été très recherché et les valeurs chimiques

se sont également bien comportées, surtout BASF.

Indices du 5 avril : DAX, 1 586,87 (c. 1 522,80); Commerzbank, 1 905,4 (c.1833,60)

	Cours 28 mars	5 avril
AEG	558 278,50	212 30 241,78 273,50 273,50 636,88 248,16 592 257 587,56 374

In reussile japonar

: sena

475 000

10.00 km/s

ARINE MIVELTO

المحافظة المتعاديد

ne katalin ta

to the second

فوالمواجد وال

a decide to

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

A TOTAL CONTRACTOR

takus de in tananan a san Fed. 2 is inverse. Right de laibient Manual Section stinute on Store of Street THE SECOND SECON MANUEL & IN THE STREET, STATE SEE THE PARTY OF THE PART MAN THE WAY

and the experience of the SHORE OF DESIGNATION OF THE PARTY. America en dependent from the en interest de la constant de la con und Constitution in the PROVIDE A TOTAL

寶鶴 簿 记证

d'amb

2.48 March 197 - mar

Honorable reprise

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une réussite japonaise

De tous les emprunts internationaux qui ont vu le jour durant la première semaine d'avril, ceux qui ont connu le meilleur accueil ont été émis par des débiteurs japonais. Ceux-ci ont été nombreux, au début de leur exercice social, qui commence au deuxième trimestre. à lancer des euro-obligations munis de warrants on bons de souscription d'actions. Le regain de faveur dont jouit la Bourse de Tokyo a fait qu'à peine sortis les nouveaux titres s'échangeaient nettement audessus de leur prix d'émission.

Une opération a tout particulièrement retenu l'attention, celle de la société pharmaceutique Yamanouchi. On y attache une certaine importante parce qu'elle est libellée en francs français. Il s'agit d'une première. Les émissions japonaises assorties de warrants sont chose courante en dollars ou en marks; le compartiment du franc n'en avait jamais connu auparavant.

Si un emprunteur nippon choisit de solliciter un marché plutôt qu'un autre, sa décision n'est, en réalité, pas motivée par un quel-conque besoin de fonds en devises. li cherche normalement à se procurer des ressources dans sa propre monnaie, et il attend de l'établisse monnaie, et il attend de l'elanisse-ment financier à qui il a confié son mandat que celui-ci lui fournisse, des yens à meilleur compte que s'il s'était adressé directement à son marché national. En nouant des contrats d'échange avec des établissements financiers spécialisés, il lui est possible de réduire considérablement le coût du service de

On estime que Yamanouchi n'a finalement à rémunérer son emprunt, d'une durée de quatre ans, qu'à un tanx inférieur à 3,5 % l'an Telle qu'elle apparaît any l'an. Telle qu'elle apparaît aux investisseurs, l'affaire que dirige le Crédit lyonnais porte sur 1 mil-liard de francs français. Chaque titre, de 10 000 francs de valeur nominale, rapporte un intérêt de nominale, rapporte un interet de 4,875 % l'an et est assorti d'un warrant qui pourrait être exercé durant presque tonte la vie de l'empront. Le prix d'exercice sera fixé jeudi prochain 11 avril. Au cours où se négociait le titre à la veille du week-end, la prime glo-

Le succès remporté par cette émission fait espérer qu'elle sera suivie par d'autres opérations du même genre dans le compartiment du franc. Les avis demeurent toutefois partagés à ce sujet. Ces affaires, lorsque la conjoncture est favorable, rapportent gros à ceux qui s'en occupent directement. écisément pour cette raison, les principales maisons de titres japonaises, dont les avis sont très écoutés dans leur propre pays, ont, ces dernières années, persuadé de nombreux emprunteurs de se pré-senter sur les marchés du dollar et du mark, où elles ont toute liberté de diriger les emprunts. Or, les autorités françaises n'ont encore admis aucun établissement japonais à diriger des emprunts en francs. D'aucuns se demandent si cette ouverture du marché français

> L'importance d'être bien noté

Les plus optimistes rétorquent que le compartiment du franc devrait continuer d'attirer de nouvelles opérations japonaises, ne serait-ce qu'à cause des recommandations récentes des pouvoirs publics de Tokyo, qui tiennent à limiter le montant des émissions d'emprunts munis de warrants lan-cées par un même débiteur sur un marché donné, ce qui oblige les plus importantes des entreprises japonaises à diversifier leurs sources de financement. A cela, les pessimistes répondent que d'autres compartiments, comme celui de la livre sterling, pourraient, davan-tage que celui du franc, bénéficier de cette nouvelle réglementation. Les maisons de titres japonaises pourraient être habilitées bientôt à diriger des emprunts libellés dans la monnaie britannique.

Les investisseurs sont de plus en plus nombreux à se fier à l'avis des grandes maisons d'évaluation de grandes maisons d'évaluation de crédit. Pour beaucoup, c'est un cri-tère essentiel. En l'absence de nota-tion de la part de Moody's ou de Standard. & Poor's, qui les convainque de la solidité du place-ment qui leur est proposé, ils ne se

bale des warrants est de l'ordre de décident à souscrire à une nouvelle euro-obligation que si on leur offre une rémunération relativement élevée ou si on leur fournit des assurances irréfutables que le risque est des plus limités. Cette attitude très prudente a conduit récemment à mettre en évidence la valeur de la clause de défaut croisé qui figure dans presque tous les contrats d'emprunts internationaux. On n'y prête plus guère attention tant elle est habituelle. La récente décision des autorités françaises de ne plus accorder la garantie de l'Etat à toute une série d'établissements publics qui cherchent à lever des fonds sur le marché international des capitaux lui confère un regain d'actualité.

Cette clause prévoit que si un emprunteur manquait à ses engage-ments, dans le cadre d'une émis-sion donnée, sa défaillance pour-rait rendre exigible l'ensemble de sa dette. Ce sont surtout des invessa dette. Ce sont surtout des inves-tisseurs japonais qui se préoccu-pent de cette question. Pour eux, à condition qu'elle soit rédigée de la manière la plus vague possible, ce qui ferait que, le cas échéant, elle s'appliquerait à tous les emprunts d'un débiteur donné sans excepd'un débiteur donné sans excep-tion, cette clause de défaut croisé tion, cette clause de défaut croisé place une dette non garantie pratiquement sur le même plan qu'une autre qui bénéficierait spécifiquement de la garantie de l'Etat. Par là-même, sa présence supplée l'absence de notation de la part des sociétés d'évaluation de crédit.

Leur argumentation est simple. Elles considèrent comme presque Elles considérent comme presque impensable que l'État, qui avait garanti, jusqu'à la fin de l'année dernière, toutes les euro-obligations d'un établissement public, puisse jamais accepter que l'édifice antier soit mis en cause par la entier soit mis en cause par la faute d'un seul emprunt plus récent. L'Etat, estiment-elles, préférerait certainement voler au secours de ce débiteur pour lui permettre de rempiir ses engagements. Le tout est, bien sûr, très hypothétique, et on s'en souciera vraisemblablement beaucoup moins dans quelques mois, quand Moody's et Standard & Poor's auront porté leur jusement sur la qualité intrin-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Reflux sur le dollar

Après avoir atteint des « sommets» (tout relatifs) à 1,7250 deuteschemark et 5.84 francs la semaine dernière, dans la matinée du jeudi 28 mars, le dollar a poursuivi son repli, ou sa consolida-tion, au choix, avec des à-coups spectaculaires: de 5.67 francs à plus de 5,75 francs et 5.67 francs à nouveau entre le mardi et le mercredi, dans des marchés très nerveux.

Ce repli avait deux motifs. Le premier était la crainte d'un relè-vement du taux d'intervention de la Banque fédérale d'Allemagne lors de son conseil d'administration du jeudi 4 avril. Le second était la publication des chiffres du chomage aux Etats-Unis, vendredi 5 avril en début d'après-midi, avec une forte présomption d'aggrava-tion. La Bundesbank n'ayant rien fait (voir en rubrique a Marche fait (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »), ce qui n'a pas raffermi le mark, restait le chômage américain qui, effectivement, s'est aggravé en mars avec un taux porté de 6,5 % de la population active en février à 6,8 %, avec 206 000 pertes d'emplois contre 184 000 initialement, en février, chiffre révisé à 291 000.

Nouvelle baisse du mark à Paris

Les analystes s'attendaient soit à Les analystes s'attendatent son à 150 000 pertes d'emplois et 6,7 %, soit à 170 000, soit même à 200 000, chiffre que les marchés prenaient généralement en compte : au-delà c'était le désastre. Au vu des chiffres de mars, dans la fourchette des prévisions mais, tout de même, considérés comme négatifs, et susceptibles de pousser la Réserve fédérale à abaisser son

taux d'intervention, le dollar a commence par fléchir légérement, glissant à 5,65 francs environ, avant de rebondir à 1,0750 DM et à 5,67 francs.

Pour la suite des événements, les opinions divergent. Certains pensent que la consolidation va se poursuivre, le dollar continuant à baisser sous l'effet du dégonfle-ment de la «bulle». D'autres, en revanche, estiment, tel Christopher Kwiecinski, de la Banque Indosuez, que le retournement du dol-lar resiète une convergence d'éléments politiques et d'anticipation de l'amélioration des variables fondamentales de l'économie américaine. Par exemple, la sorte hausse du dollar va entraîner une contrac-tion spectaculaire des déficits com-merciaux des Etats-Unis à partir du deuxième trimestre : elle s'effectuera en valeur puisque, dans fectuera en valeur puisquet un premier temps, les importations américaines seront moins un premier temps, américaines seront moins coûteuses, ce qui diminuera le déficit. Certes les exportations subiront un handicap et une contraction en volume, mais pas cuert six mois ou un an : ce sont avant six mois ou un an : ce sont les effets de la fameuse «courbe en J» qui s'appliquent à une dévaluation (renchérissement immédiat des importations et stimulation ultérieure des exportations). effets qui s'inversent en cas de réevaluation, la courbe prenant alors la forme d'un P.

La tenue du dollar, par ailleurs, tiendra compte de celle du mark qui pourrait bien souffrir de la dégradation de la situation dans l'ex-RDA et des soubresauts de la Russie.

Au sein du système monétaire européen (SME), l'événement a été le nouvel affaiblissement du mark

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 5 AVRIL 1991 (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précèdente.)

(LA	t figue							Lice
			Franc	Franc	D.mark	Franc belge	Florin	italienne
PLACE -	Livre	\$E.U.	trançais	911250	60,3573	2,9359	53,5618	0.08117
	1,7960		17,8237	71,6075	58,2886	2.8336	5L,1433	0,87835
-York	1,7344		17,1939	68,5213	338.634	16,4724	300,508	4,5543
	19,0764	5,6105		401,754		16,4895	300,77	4,5570
als		5,8160		398,19	339,804	4.1001	74,7991	1,1336
	18,0872	1,3965	24,8998	ΓΞ	84,8894		75,4718	1,1434
 Zurleh	2,5081	1,4594			85,0664	4.8643	88,7412	
	2,5311				<u> </u>	4.8614	88,7211	
Franciort	2,9756				1 <u></u>		18,2431	
THE COURT OF	2,9758		6,0707		20,5577	1	18,249	
	61,1717	34.06	6.0677			n <u> </u>		1,5155
Bronziles	61,2069	35,29				5,4815	<u> </u>	
	1 1111		33,2768			5,4794	Т	1,5151
Amstardan	3,3539		33,2475	1,324		36,1685	659,83	
	2212.49	1231,90	219,57	882,133		36,1657		T
Miles		1276,27	219,44	874,516				6 0,1(011
	2213,56	135,65	26,571	9 97,135	6 81,874			
Tokyo	243,627		14 174	96,142	2 8L,784			
(m)o	243,353	14871					1 1360	F contre
	_			ما مكند.	vendred	I J AVIIL	, -,,,,,,,	

A Paris, 100 yens étaient cotés, le ver 4,1451 F le jeudi 28 mars.

à Paris, son cours revenant à 3,3850 frames environ contre 3,39 francs huit jours plus tot. Il y a dix jours, ce cours « cassait » le scuil de 3,40 francs pour la première fois depuis le début de sevrier 1991, après avoir poussé une pointe à près de 3,41 francs le 15 mars dernier.

Le franc se redresse donc par rapport à la devise allemande, meme lorsque celle-ci se raffermit vis-a-vis du dollar, ce qui rend un peu de marge de manœuvre à notre banque centrale, toujours un peu nerveuse lorsqu'elle voit cette devise se promener au-dessus de 3,40 francs. Cette marge, toutefois, reste un peu courte dans le climat actuel, le comportement de la Banque fédérale d'Allemagne restant toujours aléatoire (voir en rubrique a Marche monétaire et obliga-

En revanche, la peseta demeure très forte dans le SME, se mainte-nant à 6,16 % à l'égard du franc français qui reste en queue du sys-tème, à 5,4750 francs pour 100 pesetas, tout près des 5,4785 francs, cours plafond. La Banque d'Espagne a décidé de ne pas d'Espagne a decide de ne pas réduire à nouveau son taux d'inter-vention, ramené, il y a trois semaines, de 14,50 % à 13,50 %, ce qui soutient la peseta. Notons enfin que le yen marque un palier dans sa remontée en regard des devises européennes, à 4,15 francs pour 100 vens contre 3,89 francs au début du mois de mars.

SYSTÈME MONETAIRE EUROPÈEN

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une bouffée de printemps

Les cours du MATIF bondissant de 104,80 à 106,20, le rendement de l'OAT dix ans retombant de 9,16 % à 8,94 % sous l'influence directe du recul de celui de l'emprunt d'Etat allemand BUND de même échéance (8,35 % contre 8,53 % et même 8,60 % il y á huit jours), une brise de printemps a soufilé sur le marché en cette preère semaine d'avril. Motif : la Banque fédérale d'Al-

lemagne n'a relevé, jeudi 4 avril, ni le taux de ses pensions à taux fixe, ni celui de son Lombard, comme on pouvait le redouter la semaine dernière en assistant à l'envolée spectaculaire du dollar et à la chute concomitante du mark. On sait que la Bundesbank déteste voir baisser sa devise, phénomène qui risque de gonfler l'inflation importée. Certes, la banque centrale allemande se sent-elle un peu coincée entre son orthodoxie vigilante et le souci de plus en plus lancinant de ne pas pénaliser davantage l'économie de l'ex-RDA, dont la mutation devient de plus en plus douloureuse. Mais on a remarque que la Bundesbank, à côté de ses pensions à un mois au taux inchangé de 8,50 %, en a accordé d'autres, par adjudication, à 8,90 % sur deux mois, ce qui est

Le vieux débat rebondit

Cela pourrait signifier que, d'ici le mois de mai, la banque fédérale pourrait se résigner à relever ses taux si le mark s'affaiblit trop. Vieille menace, évoquée à plusieurs reprises dans ces colonnes,

et que prend à son compte Isabelle Visciglio, analyste du Crédit lyonnais. En avril, ne te découvres pas d'un fil... Certes, la Banque de France serait en mesure de ne pas suivre le mouvement si le franc se tient bien. Cela fait bien des si... Autre incertitude, celle qui règne aux Etats-Unis, où les administrateurs de la Réserve sédérale affichent publiquement leur désaccord l'opportunité d'un nouvel abaissement du taux d'interv officiel, celà au moment où le chômage s'aggrave. Lutte contre l'inflation ou lutte contre la récession : le vieux débat rebondit.

Sur le marché obligataire de Paris, l'événement a été l'adjudica-tion mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant relativement réduit (6,95 milliards de francs) à raison de 4,65 milliards pour la ligne 9,50 % 2 001 et de 2,3 milliards de francs pour la ligne 8,50 % 2 012. Les rendements se sont inscrits en légère hausse, à 9,03 % contre 8,99 % le mois précédent pour la ligne à dix ans, et en baisse pour la ligne à vingt et un ans, à 9,12 % contre 9,25 % en février. 1991. Il semble que cette fois-ci encore, les spécialistes en valeur du Trésor (SVT) aient joué le rôle de «grossistes» avec de moins en moins de souscripteurs « primaires ». A ce titre, les SVT ont été favorisés par la hausse des cours sur le MATIF et la baisse du rendement des OAT, ce qui leur a permis en théo-rie de revendre à des cours en hausse aux investisseurs. Mais comme les SVT en question

s'étaient prémunis, jeudi, contre une baisse des cours et une hausse des rendements, en vendant sur le MATIF, les bénéfices de leurs opérations ont été d'autant plus limités qu'ils ont, pour la plupart, racheté sur ledit MATIF. Un peu compliqué, peut-être... mais ce sont les joies des a teneurs de marché» (market makers). Outre le Trésor, on a vu la Compagnie ban-caire solliciter le marché sous la houlette de Paribas pour 1,2 mil-liard de francs à 9,60 %, imitée par la SOVAC, sous la conduite du Crédit lyonnais, pour 800 millions de francs à 9,60 % également. Ces deux émissions ont bénéficié de la baisse du rendement en fin de semaine, et se sont, en définitive, correctement placées après quelques remous. La Compagnie bancaire commence toutefois à se heurter au problème du quota chez les investisseurs, car elle a déjà beaucoup émis : peut-être devra-t-elle, comme le Crédit local de France et autres, trouver un fauxnez pour tourner ce fameux quota (5 % du portefeuille, au maximum, pour un investisseur).

Cette semaine, on a pu voir un homme se frotter les mains, à savoir M. Emmanuel Hau, directeur financier d'EDF. Son offre d'échange, portant sur 19 lignes d'emprunts d'un montant de 25,5 milliards de francs, a reçu un excellent accueil : 39 % des titres ont été apportés à l'échange pour 10,8 milliards de francs, ce qui a permis à EDF de constituer une nouvelle ligne à 9,30 % et dix ans. M. Hau, est donc « tres content » car il voulait recevoir 8 à 10 milliards de francs et courait le risque d'en avoir moins de 8 milliards. Cette ligne à 9,30 % sera le plus gros « gisement » d'EDF, avec les 9 milliards de francs de la ligne à 8 30 %, les 7 milliards de francs à 8,60 % et les 5,7 milliards à 10,10 %. 33 milliards de francs au total : de quoi permettre de mieux travailler à l'internationalisation des titres de l'établissement, qui, rappelons-le, doit gérer un endette-ment de 226 milliards de francs. dont un tiers en devises, 70 milliards en crédits, et 70 milliards de francs en obligations.

FRANÇOIS RENARD | va

MATIÈRES PREMIÈRES

Pression indienne sur le sucre bas (de l'ordre de 6,2 kilos) et de la

Le marché du sucre est dominé depuis plusieurs semaines par l'ac-tualité indienne. Les autorités de New-Delhi ont en effet décidé, mercredi 3 avril, d'accroître de urs exportations sur le marché mondial, portant à quelque 500 000 tonnes l'objectif de livraison pour la campagne 1990-1991. Cette nouvelle intervient dans un climat pesant, les cours médiocres traduisant une situation globale excédentaire.

Dans son récent rapport sur la saison passée (1989-1990), le FIRS (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre) procède à un inventaire détaillé de la conjoncture sucrière. On y apprend, en particulier, que l'Inde a vu, l'an dernier, sa production augmenter de 26 % pour atteindre le niveau record de 12 millions de tonnes. « Cette progression speciaculaire résulte des nouvelles mesures prises par le gouvernement

PRODUITS	COURS DU 5-4
Cuivre h. g. (Loades)	(374 (+ 18)
Trois mais	Livres/tonne
Aleminium (Londres)	l 481 (+ 22)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 950 (- 375) Dollars/tonne
Sacre (Paris)	299 (- 2)
Mai	Dollars/tonne
Café (Loudres)	585 (- 34)
Mai	Livres/tonne
Cacao (New-York)	I 109 (+ 4)
Mai	Dollars/tonne
Blė (Chicago)	285 (- 1,75)
Mai	Cents/boisseau
Maïs (Chicago)	258,25 (+ 5,5)
Mai	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	171,20 (+ 3,6)
Mai	Dollars/t. courte
Le chiffre entre	e parenthéses indique
variation d'une ser	maine sur l'autre.

pour favoriser la production », explique le FIRS ... D'une part, les sureries ont été autorisées à vendre à prix libre, pendant une partie de la campagne. 80 % des quantités excédant leur production de réfé-rence. D'autre part, le prix d'achat pour la partie de la production devant être vendue à l'Etat a été augmenté de 14 %. Enfin, le prix minimum de la canne a été relevé de 8.6 %. » Si on ajoute le bénéfice tiré de conditions climatiques très favorables, on comprend mieux la poussée indienne sur le marché sucrier.

L'URSS a, de son coté, enregistré une hausse de sa récolte de 650 000 tonnes. Tout ne va pas mal au pays des soviets : comme le note le FIRS, « l'Union soviétique a realise consecutivement les trois meilleurs résultats de son histoire (sucrière), mais cela ne doit pas faire oublier la faiblesse de ses rendements, encore inférieurs à trois tonnes par hectare, v Seule la Thailande a subi une forte baisse de sa récolte (- 500 000 tonnes), en raison de la sécheresse.

Léger excédent

Au bout du compte, la campagne écoulée s'est soldée – après quatre saisons déficitaires – par un léger excédent. La production mondiale, en progression de 4,6 millions de tonnes, s'est établie à 109,2 millions de tonnes, tandis que la consommation s'élevait à 108,4 millions de tonnes, en hausse de seulement 0,6 % (contre + 2,3 % en moyenne lors des cinq années précédentes).

La demande s'est notamment ralentie en Chine, où les rationne-ments décides en 1987-1988 ont continué de produire leurs effets. Le FIRS observe cependant que la Chine conserve « un fort potentiel theorique d'accroissement de consommation, du fait d'un niveau par habitant encore extrêmement

demande grandissante pour les pro-duits sucrès ». L'appêtit pour le sucre s'est aussi émoussé en Inde, les mesures d'augmentation des prix, en même temps qu'elles sti-mulaient l'offre, ayant tendance à lécourager la demande. La stratégie indienne est nettement orie vers l'exportation, au détriment de la consommation interieure. Signe de la poursuite d'une détérioration de la situation économique. la demande africaine a baissé de 1.1 % en 1989-1990, après cinq années de constante progression. Enfin, les ménages soviétiques ont acheté nettement moins de sucre, vu le rationnement pratique dans la plupart des centres urbains, sans oublier les difficultées structurelles d'acheminement de la marchandise jusqu'aux points de vente. « Les rations autorisées n'ont pas toujours été disponibles », constate le FIRS. Il rappelle en outre que « la consommation par habitant en URSS est l'une des plus élevées du monde (environ 48 kilos par an). Le gouvernement souhaite la ramener à un niveau voisin de celui des pays occidentaux, entre 35 et 37 kilos». A la lecture des statistiques, les Soviétiques pourront ainsi mesurer les bienfaits d'une situation ou ils ont recu moins de sucre dans un pays qui en produisait plus...

Les hausses de consommation sont à mettre au credit de l'Europe de l'Ouest et surtout des Etats-Unis « C'est la quatrième augmentation consecutive, après neuf ans de baisse. Cette reprise, indique le FIRS, résulte du fait que les possi-bilités de substitution au sucre d'édulcorants à base de mais ont été pratiquement épuisées.»

Quant aux stocks mondiaux, ils ne représentent plus que 27,1 % de la consommation mondiale. « Un niveau inférieur au seuil de 28 % à partir duquel on avait observé une flambée des cours en 1980-1981 », conclut le FIRS. On peut réver...

ERIC FOTTORINO



صكذا فالاحل

Cent mille Kurdes auraient été tués depuis trois semaines

LONDRES

de notre correspondant

L'ambassade d'Irak à Londres a été occupée pendant quatre heures, vendredi 5 avril, par un groupe de quatorze Kurdes qui en avaient forcé l'entrée. Les trois diplomates irakiens présents à l'intérieur ont pu fuir par une porte latérale. Les occupants ont déployé une banderole dénonçant la répression dont est victime la population kurde d'Irak et ont jeté par les fenêtres des dossiers et des documents officiels.

La police a encerclé le batiment mais a négocie un compromis avec les Kurdes, Ceux-ci ont accepté de se retirer à condition de pouvoir parler quelques instants avec les journalistes qui se trouvaient devant l'ambas-

M. Mahmoud Osman, membre de la direction du Front du Kur-

LESSENTIEL

DATES

Il y a cinquanta ans, le coup d'Etat de Rachid Ali Gaylani à

ÉTRANGER

condamnant la répression des

populations civiles irakiennes .. 3

La mort accidentelle de John

Tower, un Texan controversé . 4

POLITIQUE

c Pour se mettre au courant des socialistes », par André Laurens 6

M. Gérard Longuet, président du

SOCIÉTÉ

Une loi pour mettre fin à la guerre

Lancement réussi d'Atlantis

de M. Alain Moreau

Patrimoine :

COMMUNICATION

CULTURE

un musée retrouvé...... 10

HEURES LOCALES

Marchands d'idées pour élus

· La reconversion du pays de

Bray . Onze communes se

coalisent contre les termites

Des cercles de qualité dans les maines
 L'indicateur de la

semaine : le dynamisme écono

mique des régions • Débat « L'enjeu de la décentralisation »

ÉCONOMIE

Portrait du secrétaire d'État à la

Services

Radio-Télévision

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

Le auroéro du « Monde »

a été tiré à 516 123 exemplaires.

André Laignel,

un « élu du peuple »

Chômage aggravé

aux Etats-Unis

Mots croisés

Livres politiques

et l'extrême-droite

Sécurité intérieure

Navette spatiale

La droite

PR. s'explique

Nations unies

distan, a réclamé, au cours d'une conférence de presse à l'ambassade de France, une protection internationale pour le peuple kurde. « Nous ne demandons pas une intervention militaire, mais l'envoi d'observateurs et au besoin de « casques bleus » de l'ONU. Nous voulons pouvoir retourner en Irak, retrouver nos maisons et nos biens, mais il faut que la sécurité de la population civile soit garantie », a-t-il déclaré. Il a estimé que cent mille Kurdes ont été tués depuis trois semaines « soit davantage que depuis trente ans ». M. Osman a demandé à la France et à la Grande-Bretagne de parachuter des vivres et des convertures directement sur les Kurdes qui se trouvent dans les montagnes. « Chaque heure, chaque minute compte. Cinq cents personnes, dont deux cents

et de froid », a-t-il affirme. D. Dh.

Lors de leur rencontre en Californie

M. Bush et M. Kaifu ont poursuivi

un « dialogue patient » sur le différend

commercial nippo-américain

Le président George Bush a ont été surpris par les critiques

□ Le PCF appelle à une manifestation de solidarité. ~ Le bureau politique du PCF a appelé, vendredi 5 avril, à une « manifestation de solidarité avec les peuples kurde et irakien ., mardi 9 avril, à 18 h 30 de la République à la Bastille. à Paris, ainsi qu'à des manifestations dans tout le pays « pour exiger l'arret des massacres » en trak.

remercié le premier ministre

japonais Toshiki Kaifu pour le

« solide soutien » du Japon dans

la crise du Golfe, jeudi 4 avril au

début d'entretiens en Californie

visant à montrer que les quelques

puages apparus récemment dans

les relations entre les deux pays

n'ont pas remis en cause leur

Les relations américano-japo-

naises avaient été quelque peu

mises à mal par les critiques

exprimées aux États-Unis contre

le rôle jugé trop passif de Tokyo dans la crise du Golfe, et par les

différends commerciaux entre les

« Merci pour le bon soutien du

Japon, très solide », a déclaré le

président américain, qui rencon-

trait M. Kaifu à l'initiative de ce

dernier. Les dirigeants japonais

« partenariat ».

enfants, sont mortes jeudi de faim

ITALIE

M. Andreotti est chargé de former le nouveau gouvernement

de notre correspondant

« La nouveauté dans la continuité, » Telle est, résumée par lui-même, la ligne que M. Giulio Andreotti, président démissionnaire du conseil des ministres. entend suivre pour dénouer la crise et constituer, d'ici mardi ou mercredi prochain, le gouvernement que le président de la République l'a chargé, vendredi soir 5 avril, de former.

Si M. Andreotti réussit à donner à l'Italie son cinquantième gouvernement en quarante-trois ans de République, ce sera avec l'accord, le soutien et la participation des mêmes cinq partis qui gouvernent le pays depuis une dizaine d'années, à savoir : la démocratie chrétienne dont le président du conseil désigné est l'actuel ténor, les républicains, les libéraux, les sociaux-démocrates et les socialistes.

L'homme de la rue pourrait être fondé à se demander pourquoi il y a eu crise puisque, selon toute vraisemblance, il s'agira de reprendre les mêmes pour recommencer. Mais il y a beau temps que les citoyens transalpins ne se posent plus ce genre de question. Du reste, même si le chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga. s'est déclaré « convaincu » que

qui se sont élevées aux États-

Unis, notamment au Congrès.

contre l'effort nippon jugé trop

Tout en réaffirmant le « parte-

nariat global » dans lequel se sont

engagés les deux pays, alliés de

iongue date, M. Bush s'est efforcé

de pousser son interlocuteur à

faire en sorte que Tokyo ouvre

davantage ses marchés aux pro-

duits américains, notamment le

riz, les matériaux de construction

M. Kaifu, qui doit faire face à

d'importantes pressions inté-

rieures, notamment des produc-

teurs de riz, a appelé, dans un

entretien publié jeudi par le quo-

tidien USA Today, à un « dialo-

divergences commerciales. -

et les semi-conducteurs.

timoré dans la crise du Golfe.

M. Andreotti est en mesure de reconstituer son gouvernement,

tout n'est pas encore joué.

Ce dernier a certes dû passer sous les sourches Caudines socialistes et s'engager à examiner « la juste requête d'une procédure valide visant à affronter concrètement les résormes (...) essentielles et non différables » exigées par M. Craxi. Mais rien ne dit que ce dernier se satisfera longtemps de promesses encore assez vagues. On sait que le leader socialiste plaide pour une présidentialisation du régime, celle-ci étant préalablement soumise à référen-

La nouveauté, on l'a vu ces derniers temps, est que le chef de l'Etat, s'il n'est pas réputé favorable à un bouleversement radical du régime parlementaire actuel, a jeté tout son poids sur le plateau des réformes. Réaffirmant vendredi soir et avec force, ce qu'il a appelé dans un discours de quinze minutes, ses « prèrogatives », et sa « part de responsabilité», M. Francesco Cossiga a rappelé à ses concitoyens que, tel qu'il est et avec les pouvoirs limites qu'il détient, « le président de la République existe » en Italie.

PATRICE CLAUDE

Plus de soixante morts dans un seisme au Pérou

Un violent tremblement de terre s'est produit, vendredi 5 avril à 6 h 19 (heure française), au nord-est du Perou. Selon le bilan provisoire des autorités de Lima, ce séisme, d'une magnitude de 6,2 sur l'échelle de Richter, a fait soixante et un morts et plusieurs centaines de bles-sés. Les dégâts ont été particulièrement sévères dans les provinces amazoniennes de San-Martin et de Cajamarca. La plupart des hariments et les services d'alimentation en cau et en électricité ont été entièrement détruits dans la ville de Moyobamba (14 000 habitants), située à une trentaine de kilomètres

au sud-est de l'épicentre du séisme. Enregistrées par l'Institut géophysique péruvien, une vingtaine de secousses de moindre intensité ont précèdé et suivi le séisme. L'unc des dernières répliques a affecté la région de Lima pendant près d'une minute, sans toutefois y pro-

voquer de dégâts importants. Selon la défense civile péruvienne, qui souligne les difficultés de communication rencontrées en Amazonic, le bilan pourrait s'alourdir dans les jours à venir. Les premiers gue patient » pour résoudre les secours ont été acheminés par avion dans la journée de vendredi. - (AFP, Arrêté par les Tunisiens et jugé par les Palestiniens

L'assassin d'Abou Iyad sera fusillé à la fin du ramadan

TUNIS

de notre correspondant L'assassin d'Abou lyad, chef des Essassin d'Atob I yau, cana un services de sécurité et de renseigne-ment de l'OLP, et de deux de ses amis a été jugé au Yemen par un tribunal militaire palestinien et sera

fusillé à la fin du mois de ramadan,

Les Palestiniens de Tunis, qui continuent d'observer une extrême discrétion sur cette affaire, reconnaissent que l'assassin, Hamza Abou Zeid, un Palestinien d'une trentaine d'années, transfuge du groupe terro-riste d'Abou Nidal, a été livré à l'OLP début février par les autorités tunisiennes qui l'avaient arrêté quelques heures après la tuerie de Carthage dans la nuit du 14 au 15 janvier (le Monde du 16 janvier). Après son transfert rapide au Yémen, son procès vient de se dérouler au camp

de Sabra, dans la banlieue de Sanaa. Personne, à Tunis, ne veut dire si,

devant ses juges - ou lors de ses premiers interrogatoires par la police tunisienne, - Hamza Abou Zeid a dévoilé l'identité de son ou de ses

commanditaires. Et encore, s'il a

ŧ

parle, disait-il la vérité? Officiellement on s'en tient donc la version peu crédible défendue publiquement par M. Yasser Arafat. C'est le Mossad israélien qui aurait armé le bras du tueur. Mais nombre de Palestiniens ne s'en contentent pas. Certains n'oublient pas qu'à l'époque Abou Nidal était hébergé à Bagdad et que dès l'automne, Abou lyad ne cachait pas, en privé, une méfiance grandissante à l'égard de M. Saddam Hussein, qui refusait de le rencontrer. D'autres évoquent la possibilité d'un simple règlement de compte, les services d'Abon lyad menant depuis longtemps une lutte acharnée contre les tueurs d'Abou Nidal. Le mystère risque de planer

MICHEL DEURÉ

Dans le Morbihan

Heurts violents lors d'une manifestation d'agriculteurs bretons

VANNES

de notre correspondant

quelques jours du congrès de la FNSEA, qui s'ouvre mardi 9 avril à Angers, des agriculteurs bretons ont manifeste vendredi vril dans les mes de Pontivy (Morbihan) contre la remise en question par la Communauté curopéenne de la politique de soutien des prix agricoles. Scénario classique : durant deux heures, des heurts violents entre une minorité de manifestants et les forces de de mantestants et les forces de l'ordre devant la sous-préfecture de Pontivy ont émaillé cette manifes-tation. Quatre policiers ont été blessés par des jets de projectiles.

Pour la première fois depuis 1984, les quatre fédérations dépar-

tementales de la FNSEA et du CNJA, avec le soutien des cham-bres d'agriculture et de la coopération, se sont retrouvées unies sur le même thème. La mobilisation - 3 500 environ selon les observateurs, 2 500 selon la police - est cependant restée fort éloignée des cortèges, qui, au début des années 80, rassemblaient jusqu'à 15 000 agriculteurs bretons.

Les organisateurs chiffrent à 1,6 milliard de francs « les consè-quences considérables et le manque à gagner qu'auraient pour la Bre-tagne les baisses des prix envisagées par Bruxellers. Le nombre de pro-ducteurs de lait bretons passerait, dans cette hypothèse, de 41 000 à

MICHEL LE HEBEL

Aérospatiale a enregistré un effondrement de ses bénéfices en 1990

Le groupe Aérospatiale a euregistré, en 1990, un bénéfice de 38 millions de francs (au lieu de 204 millions l'année précédente), pour un chiffre d'affaires de 32,5 milliands de francs, en hausse de 3,5 % sur l'exercice antérieur. Cette dégradation de la situation bénéficiaire est liée à la chute du dollar, à la crise du Golfe et à la grève prolongée du partenaire britannique dans Airbus Industrie.

Avec 55 % du chiffre d'affaires, niveau identique à celui de 1989, la part de la production civile l'emporte sur les activités militaires - pour la

national de la FILPAC, qui a éga-

lement exclu M. Lelièvre de ses membres, affirme ne pouvoir

« cautionner chez un de ses mili-

tants des pratiques qui ne corres-

pondent pas aux principes de la

CGT * après avoir pris connais-

aux ventes de l'Airbas et des hélicopaux venues ut l'Annue et des heatop-tères. D'une manière générale, les avions ont compté pour 32 % du chif-fire d'affaires; les systèmes stratégi-ques et spatiaux, pour 25 %; les héli-coptères, pour 24 %, et les engins tactiques pour 19 %.

L'exponssion a représenté 56 % du chiffre d'affaires et 65 % des prises de commandes. Arrêté à la fin de 1990, le carnet de commandes du groupe Aérospatiale totalise quelque 110 milliards de francs, soit plus de trois années d'activité.

□ GRANDE-BRETAGNE: dix mbes incendiaires à Manchester. Dix eagins incendiaires ont explosé, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 avril, dans le centre commercial d'Arndale, à Manchester, quelques heures avant l'ouverture des magasins. Ces bombes ont causé des dégats matériels importants, mais n'ont pas fait de victimes. D'autres engins incendiaires avaient déjà été découverts, jeudi 28 mars, dans une gare de Preston, près de Manchester. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. ~ (Reu-

EN BREF

- Le match qui doit opposer le 10 avril prochain le Spartak de Moscou à l'Olympique de Marseille pour la demi-finale aller de la Coupe d'Europe des clubs cham-pions de football, sera retransmis en direct sur TF 1 et non sur Autenne 2. Après quarante-huit heures d'incertitudes nées d'une nouvelle guerre des chaînes (le Monde du 5 avril), le PDG d'An-tenne 2 - FR 3, M. Hervé Bourges, par Yves Galland • Dossier : les maladies de la formation des a en effet décidé de s'effacer devant la chaîne privée pour éviter que le conflit ne prive les téléspectateurs français des images de cette rencontre. Mais le président Bourges a annonce, vendredi 5 avril, qu'il « entreprendra dans les prochaines semaines des demarches » auprès de toutes les

🗅 Affaire Grégory : témoignages à

O Les chrétiens orthodoxes fêtent Paques. - Une semaine après les catholiques et les protestants, les orthodoxes fetent Paques, dimanche 7 avril. Cet écart de dates entre les pâques catholique et protestante d'une part, et orthodoxe d'autre part, résulte du décalage de treize jours entre les calen-driers julien pour les orthodoxes et grégorien pour les autres confes-sions chrétiennes. Les dates de célébration de Pâques ne se confordent que trois ou quatre fois par siècle : c'était le cas en 1990.

□ NMPP : le Livre CGT retire son

mandat de secrétaire fédéral à M. Christian Lelièvre. - La Fédération du livre CGT (FILPAC) a retiré, vendredi 5 avril, son mandat de secrétaire fédéral à M. Christian Lelièvre. Cct ancien responsable syndical des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) avait, à ce titre, dirigé une entreprise de loisirs dépendant de l'ancien comité d'établissement des NMPP. Cette entreprise, la COGE-SELP, est en liquidation judiciaire et fait l'objet d'une enquête demandée par le parquet du tribu-nal de Paris. Cette procédure avait provoqué une grève de vingt-qua-tre heures des NMPP le 28 février (le Monde du 2 mars). Dans un communiqué, le comité exécutif

sance des « accusations de détour-nement de bien sociaux » portées D FINLANDE : le gonvernement

démissionne. - Le premier ministre conservateur, M. Harri Holkeri, prenant acte du revers subi aux élections législatives du 17 mars, a annonce, vendredi 5 avril, la démission de son gouvernement de coalition au pouvoir depuis quatre ans. Lors de ce scrutin, les deux principales formations de la coalition, les partis conservateur et social-démocrate, avaient subi un sérieux revers, faisant perdre au gouvernement sa majorité absolue,

La crise dans les pays de l'Est REPÈRES

Ch. Hen et J. Léonard L'Europe

M. Drach

REPERES S. Bessis

La faim dans le monde REPÈRES

€

128 p., 42 F, 100 titres

LA DÉCOUVERTE

 Le match Spartak-Olympique de Marseille sera retransmis sur TF 1. instances concernées pour réinsérer A 2 et FR 3 dans la répartition des

Le Mande LEDUCATION

retardement. - Les parents et les grands-parents paternels du petit Gregory, Christine, Jean-Marie, Monique et Albert Villemin, ont été longuement entendus, vendredi 5 avril, par le président de la chambre d'accusation de Dijon, M. Jean Martin. qui a repris l'instruction du dossier le 19 septembre 1990. Au cours de cette confrontation, les Villemin auraient été interrogés sur de nouveaux témoignages, livrés près de sept ans

FESTIVAL DES LIVRES A PRIX REDUITS
(1100 m2 d'exposition)

LIVRES NEUFS ~ LIVRES ANCIENS LIVRES D'OCCASION

Romans. ésotérisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants... Un très grand choix dans tous les domaines

5-6-7 avril 1991, de 9 h à 19 h 30 Hôtel Mercure - Paris Yaughard - 69, boulevard Yictor, Paris-15: Métro : Porte de Versailles ENTRÉE : 10 F

AVRIL 1991

ÉVALUATION LE PALMARÈS 1990 DES IUT LES BTS, MODE D'EMPLOI

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX